

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- A L'EST : DERRIERE L'OMNIPRESENTE
REVENDEICATION DE LA DEMOCRATIE,
MURIT MALGRE TOUT LA REPRISE
DE LA LUTTE PROLETARIENNE DE CLASSE 1
- COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL 10
- LA GUERRE IMPERIALISTE DANS LE CYCLE
BOURGEOIS ET DANS L'ANALYSE MARXISTE (II) 30
- SUR LE FIL DU TEMPS 46
INTRODUCTION
CAPITALISME CLASSIQUE ET
SOCIALISME ROMANTIQUE
L'OURS ET SON GRAND ROMAN

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE
Revue théorique du
Parti Communiste International

ISSN - 0033 - 037 X

Administration et diffusion:
Editions Programme, 3 rue
Basse Combalot, 69007 Lyon (F)

Prix au numéro:
25FF; 140FB; 10FS; £3; 450Pts;
10DM; 5000Li; USA & CDN: us\$4;
Amérique latine: us\$ 1

Abonnement simple:
le prix de 4 numéros.

Abonnement de soutien:
200FF; 1100FB; 80FS; £25; 3500Pts;
80DM; 40 000 Li; USA & CDN: us\$35;
Amérique latine: us\$ 8

Paiement par mandat, chèque à l'ordre de: Dessus ou par timbres-poste ou coupons-réponses, à l'adresse des Editions Programme.

Imprimerie: GRAFICA S.A., Lausanne (CH)
Commission Paritaire: no 53116
Directeur de publication: Dessus

PROGRAMME COMMUNISTE

Theoretical Review of the
INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY

Editorial office:

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot
69007 Lyon (FRANCE)

Payment by check or international
money order to: Dessus.
All correspondance should be sent
to the above address.

Tarif des journaux:

LE PROLETAIRE

Le numéro: 5FF, 30FB, 3FS, 3000Li
Abonnement annuel: 50FF; 200FB;
30FS; 15000Li
Abonnement de soutien: 100FF; 400FB;
60FS; 30 000Li.

IL COMUNISTA

Le numéro: 2000Li; 10FF; 40FB; 5FS
Abonnement annuel: 18000Li; 60FF;
240FB; 35FS.
Abonnement de soutien: 30 000Li;
125FF; 500FB; 70FS.

le prolétaire

M 2414-406-5F organe du parti communiste international
MAI - JUN 1990 511 / 3048 N° 406
3 rs / 3000Li

EUROPE
DE L'EST :
APRES
L'IVRESSE,
LA GUEULE
DE BOIS

Après un été qui a été une véritable épreuve de feu pour les communistes de l'Europe de l'Est, nous nous sommes retrouvés devant une situation qui n'est pas sans rappeler celle que nous avons connue il y a quelques années. Les dirigeants de ces pays ont tenté de nous faire croire que tout allait bien, que le socialisme était en train de s'établir. Mais nous savons que ce n'est que l'ivresse du moment, une ivresse qui ne peut pas durer. Nous sommes donc devant la gueule de bois de la déception. C'est pourquoi nous devons nous battre pour que le communisme ne soit pas abandonné dans ces pays.

LA LUTTE POUR LE COMMUNISME
EST LA SEULE PERSPECTIVE
POUR L'HUMANITE

La lutte pour le communisme est la seule perspective pour l'humanité. C'est la seule voie qui nous permet de sortir de la crise actuelle et de construire un monde meilleur. Les dirigeants bourgeois nous ont trompés, ils nous ont fait croire que le capitalisme était la solution. Mais nous savons que le capitalisme est la cause de tous nos problèmes. C'est pourquoi nous devons nous battre pour le communisme. C'est la seule perspective pour l'humanité.

SEUL LE DEVELOPPEMENT
DE LA LUTTE DE CLASSE
PEUT FAIRE RECULER LE RACISME

Seul le développement de la lutte de classe peut faire reculer le racisme. Le racisme est une arme que les bourgeois utilisent pour diviser les prolétaires. C'est pourquoi nous devons nous battre pour le communisme. C'est la seule voie qui nous permet de vaincre le racisme et de construire un monde meilleur.

il comunista
organo del partito comunista internazionale

Il comunista è l'organo del Partito Comunista Internazionale. È una rivista di politica internazionale e di lotta di classe. È diretta dal Partito Comunista Internazionale.

La lotta per il comunismo è l'unica via d'uscita
dalla società capitalistica

La lotta per il comunismo è l'unica via d'uscita dalla società capitalistica. Il capitalismo è la causa di tutti i nostri problemi. C'è bisogno di una rivoluzione proletaria per superare il capitalismo e costruire il comunismo.

Il Pci alla sua ennesima «svolta»
IL PARTITO-CAROGNA
GETTA LA MASCHERA

Il Pci alla sua ennesima «svolta» il Partito-Carogna getta la maschera. Il Pci ha sempre cercato di nascondere i suoi interessi di classe. Ma ora è chiaro che il Pci è solo un partito di burocrati che serve gli interessi del capitalismo.

METALMECCANICI
Non passa
facilmente
la piattaforma
sindacale

L'Europa dell'Est si democratizza
per consolidare il dominio del capitale

FRANCE: Ed. Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
ITALIE: Il Comunista, c.p.10835, 20110 Milano
SUISSE: Ed. Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne

A L'EST :

DERRIERE L'OMNIPRESENTE REVENDICATION DE LA DEMOCRATIE, MURIT MALGRE TOUT LA REPRISE DE LA LUTTE PROLETARIENNE DE CLASSE

Sous la pression d'une détérioration croissante de la situation économique et sociale des larges masses, les pays de l'Est européen, les satellites de l'impérialisme russe, connaissent un tremblement de terre politique et social dont le rythme accéléré est proportionnel à la pression qu'ils connaissent depuis la fin de la guerre.

Le pouvoir instauré dans ces pays sur la base de l'avancée des troupes soviétiques, constitué par des fronts interclassistes - donc bourgeois - n'a jamais été et ne pouvait en aucune façon, selon le marxisme, être un pouvoir "communiste", comme l'a été le pouvoir dictatorial prolétarien instauré en Russie en octobre 17 après la victoire **révolutionnaire** contre tous les pouvoirs constitués, **aristocratiques, réactionnaires et bourgeois**.

Dès ses premiers pas notre parti a orienté son travail vers la restauration de la théorie marxiste; il a dû combattre les positions stalinienne et ses mille variantes "nationales"-forme extrême de la dénaturation du marxisme- pour reconquérir la possibilité d'analyser les phénomènes historiques, économiques, sociaux et politiques, non à la lumière du dernier événement de l'actualité, mais sur le **fil du temps** qui les relie à l'histoire passée et à la perspective de l'avenir communiste.

LA DOMINATION IMPERIALISTE DIVISE LE MONDE EN "BLOCS" ET "ZONES D'INFLUENCE"

Ce travail - travail de militants communistes, non d'historiens - a permis d'analyser la victoire des démocraties occidentales et de leurs alliés de l'Est sur les Etats fascistes, comme une **victoire supplémentaire de la contre-révolution**, qui n'apportait aucun avantage aux prolétaires, qu'ils appartiennent à un pays économiquement développé ou arriéré. En effet, sur le plan historique, la démocratie allait constituer un obstacle particulièrement difficile pour l'organisation politique, mais aussi simplement économique, de classe du prolétariat; sur le plan des avantages immédiats, toutes les améliorations dans les conditions de vie et de travail ne pouvaient représenter dans ces conditions des points d'appui au développement de la lutte revendicative, mais au contraire des éléments de corruption économique et politique, bases de la puissance de l'opportunisme politique et syndical qui cherchait à en infecter la classe ouvrière jusque dans sa vie quotidienne.

C'est pourquoi notre courant joignait à la perspective de la reconstitution du parti de classe sur les fondements programmatiques du marxisme non avili, la perspective de la

reconstitution d'associations économiques (syndicats) classistes, indépendantes politiquement et organisationnellement des appareils de collaboration des classes.

La victoire du groupe des pays impérialistes les plus puissants allait énormément augmenter la pression sur les populations des pays colonisés ou semi-colonisés, en plus de l'exploitation de la classe ouvrière des métropoles capitalistes.

Le développement du capitalisme avec son besoin vital d'accumulation devait inévitablement aiguïser tant la concurrence entre Etats que les contradictions internes entre les classes; mais le prolétariat allait avoir les plus grandes difficultés à utiliser les crises qui en résultaient pour retrouver la voie de l'indépendance de classe en raison de la destruction de ses organisations propres et de son empêchement dans les mailles du filet démocratique. Ces crises, qui ont rythmé la co-existence dite "pacifique", furent surmontées par le capitalisme en particulier grâce à l'héritage légué par le fascisme sur le plan des "politiques sociales" et de l'interventionnisme économique de l'Etat, et grâce à la disparition des organisations de classe du prolétariat. Cela nous l'avions prévu, comme nous avons prévu plus tard que la période d'expansion économique initiée par la reconstruction d'après la guerre devait déboucher sur une crise générale du capitalisme vingt ans plus tard, en 1975 (1).

Dès la fin de la guerre mondiale débutent les guerres locales; le 8 mai 1945, jour de la capitulation allemande, dont l'anniversaire est fêté chaque année comme la victoire de la liberté et de la démocratie sur la barbarie nazie, commençait la répression des manifestations indépendantistes du Constantinien (répression qui fit des dizaines de milliers de victimes) et la tentative de reconquête par les troupes françaises (composées en partie de Tirailleurs sénégalais) de la Syrie et du Liban qui s'étaient émancipés à la faveur de la guerre. La démocratie impérialiste n'a pu donner à l'humanité un seul jour de paix !

Aux répressions et aux guerres coloniales, à la guerre de Corée, aux affrontements du Proche et Moyen Orient, répondent les insurrections ouvrières à Varsovie, Berlin, Poznan: 1944, 1953 et 1956. Le long cycle des mouvements anti-coloniaux d'Afrique et d'Asie qui reçoit une puissante accélération de la victoire de la révolution en Chine en 1949, se conclut d'une manière générale en 1975-76 avec le retrait du colonialisme portugais d'Angola et du Mozambique. La persistance de guerres "locales" dans lesquelles sont toujours impliquées des grandes puissances impérialistes (que ce soit en Indochine ou en Ethiopie, au Liban ou dans le golfe persique, dans les sables d'Egypte ou les montagnes d'Afghanistan, au Tchad

ou à Panama, au Biafra ou dans le sous-continent indien, etc.), la persistance de mouvements de masse et de grèves de part et d'autre du "rideau de fer", tout cela démontre que les facteurs économiques et les conditions matérielles de vie des populations provoquent nécessairement les contradictions entre les classes et les Etats qui sont inséparables du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise. Rien ne peut être cité à l'appui de l'imbécile conception bourgeoise selon laquelle ce sont les "grands hommes" (les Gorbatchev ou les Staline, les Churchill ou les De Gaulle, les Mao-tsé-toung ou les Castro) qui "font" l'histoire, en bien ou en mal, par la force de leur volonté ou de leur intelligence; mais rien ne peut non plus conforter le mythe tout aussi bourgeois selon lequel la "Démocratie" pourrait résoudre les problèmes et faire disparaître les contradictions de la société en permettant à chacun d'exprimer librement "son" opinion et de déterminer en toute autonomie l'orientation de l'Etat.

Les champions du "Monde libre", les grandes Démocraties impérialistes, sont, en effet les responsables d'une interminable série de catastrophes qui ont affligé et qui affligent l'humanité: guerres, crises, famines, misères, exploitation, dégradations de l'environnement naturel qui menacent aujourd'hui de modifier le climat de toute la planète. Tous les Etats existant, des plus autoritaires aux plus démocratiques, ne sont que les **Comités d'affaires du capitalisme national**; ils obéissent aux **mêmes lois économiques**, servent les **mêmes intérêts de classe**, sont soumis au **même jeu du marché et de la concurrence**. En raison du développement inégal du capitalisme il n'y a pas seulement des Etats plus forts et des Etats plus faibles; le monde bourgeois est divisé en groupes d'Etats qui suivent la tendance capitaliste fondamentale à la **concentration** de forces économiques, politiques et militaires tout en étant déchirés par la tendance centrifuge de la concurrence, non seulement entre blocs, mais aussi, et parfois surtout, à l'intérieur d'un même groupe de pays alliés.

LES PAYS SOI-DISANT SOCIALISTES DANS L'ETAU DU CAPITALISME INTERNATIONAL

A ces lois, qui sont les lois de l'économie et de la politique du capitalisme, répondent aussi les pays qui pendant des décennies ont été décrits comme "socialistes". Désormais les dirigeants eux-mêmes des partis qui pendant des décennies ont été au pouvoir se répandent en confessions sur la nature sociale réelle des pays de l'ancien "camp socialiste" et se repentent bruyamment d'avoir utilisé les étiquettes socialistes et communistes. Mais le plus important est que ces confessions avaient été faites auparavant par les faits matériels, par la réalité de l'évolu-

tion économique et des luttes des classes. Et le marxisme est capable de lire et de comprendre ces faits matériels malgré le camouflage idéologique auquel toutes les forces de la conservation sociale, partis stalinien et post-stalinien comme partis de la démocratie occidentale, ont apporté leur contribution.

Les événements en cours à l'Est jusqu'à la lointaine Mongolie sont présentés par toutes les sirènes de la Démocratie comme la faillite du communisme, la preuve que le communisme ne conduit qu'à la misère et à la barbarie; les peuples se seraient levés pour le rejeter au profit de la démocratie bourgeoise !

Mais personne ne se soucie d'approfondir un tant soit peu le raisonnement en **démontrant** que le communisme ou le socialisme existaient réellement, tout simplement parce que cette démonstration est impossible.

En effet qu'est-ce que le **communisme**?

- Une société sans classes, sans marché, sans argent, sans travail salarié, sans Etat, où l'organisation sociale est fondée sur l'harmonie entre l'homme et la nature et non sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Et le **socialisme** (ou phase inférieure du communisme) ?

- une société de transition au communisme, où l'oeuvre de destruction du mode capitaliste de production n'est pas encore terminée, où se prépare le saut qualitatif qui est traditionnellement décrit par la formule "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins" et où se réalise "l'enterrement" de la loi de la valeur.

Les "Démocraties populaires" étaient-elles alors des **dictatures du prolétariat** qui n'osaient pas le dire?

- la dictature du prolétariat est le pouvoir issu directement de la victoire de la révolution et qui intervient dictatorialement dans la réorganisation de l'économie, dans la privation de droits politiques aux anciennes classes dirigeantes et qui concentre toutes les forces prolétariennes dans la guerre civile intérieure et internationale, pour l'extension de la révolution au monde entier.

Rien de tout cela ne peut s'appliquer aux sociétés de l'Est. Cela a été un mensonge immense de les faire passer pour "socialistes", une oeuvre de pure propagande destinée à dominer politiquement les travailleurs qui, lors du premier après-guerre, avaient mené de grands mouvements révolutionnaires, politiquement communistes, et fait la preuve qu'ils avaient la force potentielle de renverser dans le monde entier le capitalisme et toutes les forces sociales qui le défendent.

Ce n'est donc pas le communisme qui s'est écroulé dans les pays de l'Est, ce ne sont pas des partis prolétariens qui ont volé en éclats, ce ne sont pas des dicta-

tures ouvrières qui ont cédé devant le mécontentement des masses.

C'est le développement du **capitalisme national** dans ces pays qui s'est déroulé comme il se déroule toujours: avec les horreurs d'une exploitation bestiale du travail salarié, avec la paupérisation ou même en affamant des populations entières, avec la répression de toute opposition à cette marche forcée au développement. C'est la **dictature du capital** qui, face à la crise économique interne et aux pressions du marché mondial conjuguées aux pressions politiques des pays capitalistes les plus puissants, a besoin de réaliser une relève de son personnel politique et une réorientation de son système politique. Et plus les travailleurs et les masses se mettent en mouvement contre la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, plus la dictature du capital adopte un visage "démocratique", "pluraliste", "libéral". C'est ce qui se passe en Europe de l'Est, ce qui se passera en Chine, ce qui s'est passé

partito comunista internazionale

**THE PARTY'S
PROGRAMME**

il comunista
Reprint

C O N T E N T S

- THE PROGRAMME OF THE PARTY (1921)
- ON THE TRACK OF THE GREAT MARXIST TRADITION
- FOR THE RESTORATION OF THE REVOLUTIONARY MARXIST THEORY
- RECONSTRUCTION OF THE COMMUNIST PARTY ON A WORLDWIDE SCALE
- REVOLUTIONARY PARTY AND ECONOMIC ACTION
- APPEAL FOR THE INTERNATIONAL REORGANISATION OF THE REVOLUTIONARY MARXIST MOVEMENT (1950)

en Amérique latine, et auparavant en Espagne, au Portugal ou en Grèce - avec les différences tenant aux conditions particulières des différents pays.

Les "Démocraties populaires" instaurées grâce aux armées de Moscou n'ont jamais "construit" le socialisme; elles renforçaient et développaient le capitalisme et le pouvoir bourgeois, elles renforçaient et développaient le travail salarié, la production de marchandises, le **marché** et l'**économie nationales**. Ce n'est pas en les affublant de l'étiquette "socialiste" qu'on fait perdre aux produits qui se vendent et s'achètent leur qualité de marchandises, découlant d'un mode de production basé sur l'exploitation du travail salarié, de même qu'il ne suffit pas d'affubler un parti de l'étiquette "communiste" pour faire disparaître sa nature bourgeoise. De part et d'autre des "rideaux" ou des "murs", la marchandise est toujours marchandise, l'argent est toujours l'argent, l'économie nationale ou d'entreprise est toujours du capitalisme, et la démocratie "populaire" ou "libérale", "socialiste" ou "pluraliste", est toujours **bourgeoise**.

Au fétiche de la marchandise correspond le fétiche de la démocratie, c'est-à-dire l'idée que sur la base du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise qui lui correspond, il est possible de résoudre les contradictions sociales et les antagonismes de classes par l'intermédiaire des consultations électorales et du marché; la somme des volontés des électeurs étant l'élément déterminant, par delà les rapports de force entre les classes, comme le marché, dans cette même conception bourgeoise, somme des marchandises en circulation (y compris les marchandises forces de travail et l'argent), devrait être le moyen de satisfaire les besoins de l'humanité, par delà son rôle de réalisation de la plus-value.

Nous avons rappelé plus haut que depuis leur victoire sur la "barbarie nazie" les démocraties n'ont pas cessé une minute d'être engagées dans des guerres "locales", généralement contre des populations qui avaient le mauvais goût de se révolter contre ces bienfaits de la Civilisation qui avaient nom travail forcé et joug colonial. Les démocratiques armées françaises firent plus de victimes en Algérie que n'en firent les **barbares armées** allemandes en France durant un espace de temps comparable; les bombardiers libéraux américains déversèrent sur le Nord-Vietnam un tonnage de bombes incomparablement supérieur à celui déversé par les bombardiers nazis sur l'Europe démocratique. Bien des années auparavant, Marx avait déjà signalé que la Grande-Bretagne, "mère des Parlements" avait pacifiquement, par l'exportation de ses marchandises, condamné à mort des populations entières en Inde, bâti sa prospérité sur le trafic de la chair humaine et l'intoxication de centaines de

milliers de chinois par l'opium. Dès son origine, la démocratie a été accompagnée de sang et de boue, de misère et d'exploitation. Et jamais la démocratie n'a hésité à recourir à la violence la plus brutale et la plus déchaînée quand il s'agit de défendre le régime bourgeois, comme les ouvriers français l'ont tragiquement constaté en juin 1848 ou au printemps 1871, sans parler des innombrables victimes de la répression démocratique ordinaire.

La victoire de 1945 sur le fascisme a été présentée surtout par les partis de matrice stalinienne comme un pas décisif pour l'humanité parce qu'elle assurait solidement la démocratie qui, elle même, permettait d'aller vers le socialisme de manière pacifique et progressive, selon les fameuses "voies nationales" de la collaboration entre les classes; les démocrates bourgeois y voyaient eux aussi un progrès décisif de la Civilisation, tout en appelant à la défense du "monde libre" contre le totalitarisme en Corée, à Berlin et partout.

Et les horreurs typiques de la société capitaliste n'ont pas cessé, dans l'un comme dans l'autre "camp": guerres, misère, répression, exploitation, chômage, mépris de la vie humaine, corruption, inégalités de toutes sortes, privilèges, mort lente pour des millions et des millions de personnes condamnées à la mort lente d'une vie sans espoir par les lois inflexibles d'un mode de production qui ne connaît que la recherche effrénée du profit. Cette simple constatation, à la portée de quiconque a des yeux pour voir, de quiconque est doué d'un peu de bon sens, suffirait à faire comprendre qu'il n'y a pas un grain de communisme, en tant que régime établi ou pouvoir politique, par le monde, que sur toute la planète le mode de production est le même **capitalisme**.

Mais le bon sens et les simples constatations ne jouent aucun rôle dans la politique et dans les rapports entre les classes sociales. Le facteur **déterminant** dans l'évolution de la société et de ses contradictions est la lutte permanente entre intérêts économiques qui se manifestent par la constitution de réseaux plus vastes d'intérêts et de partis politiques, la lutte permanente entre les classes.

La victoire des pays impérialistes démocratiques sur ceux fascistes a en fait assuré au **capitalisme**, à la **conservation sociale**, des décennies d'expansion, des décennies de profit, d'extorsion de plus-value à des masses toujours plus grandes de prolétaires dans un monde qui tend inévitablement à devenir trop étroit pour le capital. Cette thèse qui fait partie de notre bilan de la contre-révolution, nous l'avons énoncée au cours même de la deuxième guerre mondiale (2). C'est pourquoi nous ne fûmes pas surpris lorsqu'après le partage du monde entre les grandes puissances victorieuses,

les pays satellites de l'URSS prirent l'aspect de "démocraties populaires": les vainqueurs du fascisme **héritèrent de ses traits caractéristiques** de concentration, centralisation, totalitarisme sur les plans politiques et sociaux. Ces nouveaux Etats et leurs partis "communistes" nationaux étaient, sinon les "frères jumeaux" du moins les proches descendants des Etats fascistes et de leurs partis nationaux-socialistes. Mais ce sont **tous** les Etats qui héritèrent du fascisme.

LA BARBARIE DEMOCRATIQUE, HERITIÈRE DE LA BARBARIE FASCISTE

Au nom de l'anti-fascisme et de la Libération, des populations entières ont été déportées et divisées selon les décisions arrêtées à Yalta et à Postdam et que l'on a fait passer pour le **nec plus ultra** des réalisations de la démocratie. Hors d'Europe les armées démocratiques eurent recours à grande échelle, lors des décennies suivantes, à toutes les atrocités qu'avait connus les pays en guerre, pour tenter de s'opposer aux mouvements d'émancipation des peuples colonisés. A l'intérieur les démocraties - système, rappelait Lénine après Marx, par lequel la population décide par qui elle se fera rouler et exploiter - ont régulièrement employé la force, la violence et les massacres pour briser des grèves, faire disparaître des opposants, sauvegarder le régime bourgeois. S'il est indéniable qu'avant-guerre c'est la démocratie qui a permis légalement et constitutionnellement l'arrivée au pouvoir des fascistes dans la plupart des cas, et qui a réprimé dans le sang le mouvement ouvrier, l'après-guerre est riche en exemples où des régimes démocratiques laissent la place à des régimes autoritaires pour les besoins du maintien de l'ordre. Ce passage se fait souvent de manière "non constitutionnelle", par l'action de l'armée; mais l'armée n'est-elle pas le pilier de l'Etat, et donc un des piliers de la démocratie, ou comme le disait il y a quelques années un ministre de la Défense de Giscard d'Estaing, "le rempart de l'Etat libéral" ?

Le fait que les régimes dictatoriaux cèdent pacifiquement la place aux régimes démocratiques, comme on a pu le constater en Grèce, en Espagne ou en Amérique latine, est la démonstration qu'il n'y a entre eux aucune différence de nature, qu'ils ne sont que deux formes d'une même structure socio-politique fondamentale, celle de la société du capital. Les formes politiques changent lorsque les formes et les méthodes précédentes ont épuisé leurs effets, lorsque le rapport de force ou l'équilibre entre les classes change ou est ébranlé, mais l'Etat bourgeois reste intact, toujours prêt à déverser son potentiel de violence brute pour assurer la domination bourgeoise. Les masses qui, contre Pinochet, aspiraient à la démocratie,

ont oublié que Pinochet avait été nommé à la tête de l'armée par le gouvernement Allende justement en tant que représentant des militaires constitutionnels et démocratiques; les masses qui dans tous les pays attendent des démocraties occidentales qu'elles viennent les aider à remplacer des dictatures par des démocraties, oublient que ces mêmes Etats occidentaux se sont accommodés sans problèmes des régimes les plus autoritaires, des Ceausescu ou des Franco, des Staline ou des Somoza, des Houphouët-Boigny ou des Begin, des colonels grecs, des militaires turcs, des rois du Maroc et d'Arabie séoudite, etc., etc., parce que tous ces régimes sont ou ont été des **instruments du capital**. C'est la course folle à l'accumulation du capitalisme revigoré par le "bain de jouvence" de la guerre mondiale qui est la cause de l'interminable série d'horreurs dont ont souffert les travailleurs et les masses opprimées de part et d'autre du rideau de fer, dans les métropoles impérialistes d'occident démocratiques, dans les pays faussement socialistes où le retard de développement capitaliste a imposé d'avoir recours à des formes de centralisation politique et économique beaucoup plus directes.

LE "CAMP SOCIALISTE", ELEMENT DE LA DOMINATION MONDIALE DU CAPITAL

Le fait que les régimes politiques de l'est et plus généralement ceux dans la zone d'influence de l'URSS, se proclamèrent socialistes, tient essentiellement à la continuation, même après la guerre, de l'oeuvre de mystification du prolétariat pour mieux lui faire accepter l'effort de construction ou reconstruction économique. Dans le cas des jeunes Etats bourgeois nés d'une lutte anti-coloniale, la phraséologie "socialiste" est la continuation de l'idéologie "socialiste" qui était indispensable pour enrôler les masses laborieuses dans la lutte contre le colonisateur. Cette tendance des mouvements anti-coloniaux bourgeois à prendre des accents socialistes pour camoufler leur véritable nature de classe avait déjà été remarquée par l'Internationale Communiste dès ses premières années; l'I.C. mettait en garde les prolétaires et travaillait à leur organisation de classe indépendante afin que la lutte anti-coloniale puisse servir de tremplin à la lutte véritablement communiste. Après la victoire de la contre-révolution en Russie, les prolétaires furent au contraire incités à renoncer à toute indépendance de classe pour s'unir avec la bourgeoisie au nom de la théorie de la révolution "par étapes".

En Europe l'URSS, après avoir poussé les prolétaires de tous les pays à s'enrôler dans les armées régulières ou irrégulières (partisans) du camp opposé à l'Allemagne, utilisa toute la puissance que le succès militaire avait donné à l'idéologie "anti-fasciste"

et "socialiste" pour renforcer son propre développement capitaliste et la constitution d'un grand trust d'Etats dépendant directement d'elle. La constitution des différentes "démocraties populaires" occupées militairement, soumises politiquement, servant de réservoir de main d'oeuvre et de richesses économiques, répondait aux tendances expansionnistes qui sont celles de tout impérialisme, ainsi qu'au besoin pour l'URSS d'un glacis militaire sur le "front de l'Ouest"; mais il ne faut pas oublier que cette constitution d'Etats satellites se fit avec le plein accord des USA et de ses alliés, dans le cadre du partage impérialiste du monde et malgré l'éclatement plus tard de la "guerre froide".

Ce que l'opportunisme de toute espèce a appelé le "camp socialiste" n'a jamais été autre chose qu'un ensemble d'**Etats bourgeois** dans lequel l'URSS a tenté, en s'appuyant essentiellement sur sa force militaire, de réaliser une union au profit du développement de son appareil économique. La construction de ces énormes unions supra-nationales auxquelles tend l'impérialisme ne peut cependant pas échapper aux développements des contradictions matérielles et sociales. Dans le processus même de la domination dictatorial du capital qui va toujours en s'élargissant, sont à l'oeuvre également des facteurs dissolvants qui empêchent la résolution définitive des contradictions du capitalisme.

A propos de la perspective d'un "gouvernement totalitaire international du capital" qui semblait prendre forme, notre texte "**Les perspectives de l'après-guerre**" disait en 1946:

"La perspective fondamentale des marxistes révolutionnaires est que ce plan unitaire d'organisation bourgeoise ne peut réussir à avoir une vie définitive, parce que le rythme vertigineux qu'il imprimera à l'administration de toutes les ressources et de toutes les activités humaines, avec l'asservissement impitoyable des masses productrices, conduira lui-même à de nouveaux conflits et à de nouvelles crises, à des affrontements entre les classes sociales opposées et, au sein de la sphère dictatoriale bourgeoise, à de nouveaux affrontements impérialistes entre les grands colosses étatiques"(3). Les grands colosses étatiques ne sont pas encore entrés en collision, et le moment où cela arrivera ne paraît pas encore très proche. La "grande détente" de la politique internationale actuelle ne tient pas à la bonne volonté de X ou de Y, mais au fait que les effets destructeurs de la crise économique internationale peuvent encore être amortis et contrôlés par des politiques de compensation des déséquilibres.

Même si l'actualité politique de l'immédiat après-guerre, grâce à une "savante mise en scène", tendait à exagérer la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale, notre texte précisait que **"le conflit, la rupture, la friction qui s'est déjà dessinée peut**

et doit être considérée par le Parti prolétarien de classe comme l'annonce de situations futures, bien que lointaines, auxquelles il faut se préparer avec maturité dès maintenant pour éviter la dispersion et le désarroi qui se produisent dans les rangs des classes prolétariennes, comme cent exemples historiques nous le montrent, quand leurs partis opposent aux tournants de la situation mondiale des réactions désordonnées et inattendues de dernière heure".

Ces frictions et ces ruptures ont continué à travailler au cours des décennies d'expansion capitaliste, ainsi que les facteurs de contradiction sociale qui, dans le camp "socialiste" provoquèrent les soulèvements ouvriers de Berlin, de Poznan et de Budapest dans les années cinquante. La bestialité de la répression contre les masses ouvrières, que les canailles stalinienne traitaient à l'époque d'insurgés "fascistes" - aujourd'hui, repenties, elles les saluent comme des combattants de la **démocratie bourgeoise** - n'est pas la marque des seules périodes stalinienne et kroutcheviennes; la répression est tout aussi féroce dans la période Gorbatchévienne actuelle contre les mouvements indépendantistes en Géorgie ou en Azerbaïdjan, contre tout mouvement qui menacerait le pouvoir de cette **hiérarchie oligarchique** qui défend les intérêts bourgeois nationaux et ceux du capitalisme mondial (et que les trotskystes s'imaginent être une simple "caste" usurpatrice du pouvoir dans un Etat "ouvrier").

L'ancien partage de l'Europe, défini à Yalta et à Potsdam, a fait son temps. Le long processus d'attraction des économies de l'Est par les capitaux occidentaux (et notamment ceux de la première puissance économique européenne, l'Allemagne) devait à un certain point **rompre** les équilibres politiques en vigueur dans la zone d'influence russe, de la même façon que se rompront tôt ou tard les équilibres politiques dans la zone de l'Alliance Atlantique.

Les faibles "démocraties populaires" qui, dès les années cinquante avaient connu de graves crises devaient redevenir à un certain moment de la crise économique une région de turbulences et de conflits. C'est cela la base des compromis de détente, des accords entre les blocs opposés, des embrasades entre les plus grands représentants du brigandage impérialiste.

LE MOUVEMENT DES MASSES PROLETARIENNES ET L'ORIENTATION DE CLASSE

La domination du militarisme russe sur les pays "satellites" ne pouvait garantir de façon définitive le contrôle impérialiste sur la région, étant donné la faiblesse relative de l'économie soviétique par rapport à celle des grands

pays occidentaux. Le mouvement des masses déshéritées, ouvrières et paysannes, jamais totalement vaincu en Pologne, en Hongrie ou même en URSS a remis périodiquement en question ces "socialismes nationaux", soumettant les pouvoirs bourgeois à des pressions difficiles à contenir. La classe ouvrière a toujours été la force décisive pour transformer cette pression en véritables affrontements que ce soit à Varsovie en 44, en RDA, en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie ou en URSS, ce qui démontre que la classe ouvrière non seulement est toujours vivante, mais encore qu'elle est la seule classe assez puissante pour au moins ébranler les pouvoirs bourgeois, jusqu'à faire changer de camp leurs armées, comme ce fut le cas en Hongrie en 1956 ou en Roumanie lors du renversement de Ceausescu.

Cela ne doit pas voiler le fait que les mouvements de masse qui se sont déroulés à l'Est se sont faits au nom de revendications politiques de démocratie, de pluralisme, de liberté. Ce n'était pas le résultat de l'aspiration "naturelle" des peuples à la démocratie bourgeoise, politique et économique, mais bien plutôt le signe d'un mouvement interclassiste par lequel la classe ouvrière ne pouvait pas ne pas passer. Ce serait une profonde erreur de considérer avec dédain ces grands mouvements de masse contre la répression, la misère et la faim, sous prétexte que les revendications politiques avancées ne sont pas prolétariennes et communistes, mais démocratiques. Mais il serait désastreux de croire et de faire croire que la voie démocratique et interclassiste-donc contre-révolutionnaire et anti-ouvrière- doit être la voie suivie par le prolétariat pour aller vers sa reconstitution en classe luttant pour la révolution socialiste.

Comme nous l'écrivions en 1956 à propos de la Hongrie, aujourd'hui "nous ne sommes pas encore au retour d'un mouvement autonome de la classe ouvrière" -objectif communiste fondamental - "mais devant un mouvement interclassiste de travailleurs et de classes semi-bourgeoises, qui ne sort pas des hypocrites formules sous lesquelles se rangèrent les saboteurs du communisme et de l'Internationale de Lénine. On ne peut se le cacher. Il faut regarder la vérité en face. Mais avec suffisamment de force dialectique pour comprendre et accepter le fait historique que c'est seulement en passant par là que la reprise révolutionnaire pourra avoir lieu"(4)...

Regarder la vérité en face signifie comprendre la portée de la défaite de classe subie par le mouvement communiste

révolutionnaire; la victoire de la contre-révolution a signifié un recul du mouvement ouvrier international, rejeté "à un stade de lutte qui apparaissait dépassé il y a plus de 30 ans" (le texte date de 1956)(5), c'est-à-dire à un stade démocratique. Malheur aux militants révolutionnaires qui négligeraient de prendre en compte les fondements sociaux et de classe de cette longue série d'affrontements sanglants et désespérés de 1953 à aujourd'hui ! Regarder la vérité en face ne peut pas signifier masquer leur nature réelle et leur sens historique. D'autre part l'arriération des luttes actuelles se marque aussi dans l'absence totale de toute direction de classe (parti communiste). Une direction de classe ne naît pas de telle ou telle lutte; elle ne peut se former qu'au cours de toute une période pendant laquelle les étincelles de conscience exprimées par la lutte prolétarienne internationale (ainsi que les éléments révolutionnaires issus d'autres classes-les "transfuges de la bourgeoisie" comme dit Lénine dans son "Que faire") s'organisent autour d'un programme marxiste cohérent, monolithique, indissolublement lié aux batailles de classe du mouvement communiste passé.

Aucune concession, donc, sur les plans théoriques, politiques, tactiques, organisatifs, de l'orientation et de l'action du parti de classe (représenté aujourd'hui par une poignée infime de militants) aux principes et aux méthodes de la démocratie. Mais aucune concession non plus à l'indifférentisme de ceux qui ne voudront bien s'adresser aux prolétaires que lorsque ceux-ci auront abandonné les méthodes et les revendications démocratiques et "embrassé la cause du communisme"; ni au contingentisme de ceux qui mettent de côté les positions marxistes révolutionnaires à cause de leur impopularité et reprennent les positions et les revendications les plus répandues parmi les masses à un moment donné pour obtenir des succès rapides. Tout à fait opposés au suivisme des positions politiques qui "émergent" toujours des masses en mouvement, "les communistes révolutionnaires n'hésiteront jamais dans le choix entre l'adoption de positions "quarante-huitardes", donc démocratiques, à l'occasion de manoeuvres politiques et parlementaires pourrie, et leur réapparition sur le terrain de la lutte courageuse et héroïque, les armes à la main"(6). C'est sur ce terrain que pourra renaître, non sans inévitables défaites et reculs, le mouvement autonome du prolétariat, le mouvement qui fera renaître la lutte révolutionnaire anti-capitaliste brisée

au milieu des années 20 par la contre-révolution stalinienne.

Nous sommes aux côtés des prolétaires polonais, roumains, soviétiques et autres qui n'ont cessé de rythmer de leurs luttes et de leur sang la lente reprise du mouvement de classe à partir du stade arriéré où il a été rejeté dans le monde entier par la contre-révolution, dans la mesure où ils retrouvent le terrain de l'affrontement ouvert avec les autorités, même si aujourd'hui leurs revendications politiques ne vont pas au delà de la démocratie. L'indispensable critique des revendications démocratiques et interclassistes ne doit pas faire oublier la base de classe qui pousse les masses à la lutte et au sacrifice, quelle que soit la conscience qu'elles ont de leur mouvement.

Aujourd'hui les chars russes ne sont pas venus au secours des "pays frères" pour réprimer des mouvements de "provocateurs" et "d'agents ennemis"; les chars russes ne pouvaient raffermir la position de l'URSS, comme seule le peut la démocratisation. Et c'est au contraire la Roumanie, le pays "dissident" du Bloc de Varsovie, le pays soi-disant socialiste qui s'était le plus tourné vers l'Occident et ses capitaux, qui a montré les formes les plus brutales du totalitarisme bourgeois pour réprimer une population mise à genoux pour les besoins de l'accumulation capitaliste.

Le grand mouvement de démocratisation à l'Est s'est pour l'instant conclu par l'insurrection roumaine et ses centaines de personnes abattues par les forces de répression, avant que l'armée ne change de camp et sacrifie les Ceausescu et une poignée de dirigeants à la fureur populaire. C'est pour nous l'aspect le plus intéressant de tout le processus de démocratisation, qui sonne comme un écho aux insurrections de 56 et aux grandes grèves de Pologne et de Russie. Il s'agit d'un signe encore submergé dans les revendications interclassistes que les contradictions sociales ne peuvent toujours être résolues pacifiquement et amorties tranquillement par l'ordre bourgeois; il s'agit d'un signe faible, mais tangible de la lente mais inexorable reprise de la lutte de classe.

Le communisme, falsifié et détruit par le stalinisme, devenu synonyme d'oppression dans les pays qui se prétendaient "socialistes", aura beaucoup de difficultés à être reconnu par la classe ouvrière de ces pays. Le cycle contre-révolutionnaire bourgeois prend de plus en plus la forme de la démocratie

alors que se multiplient les difficultés de l'économie mondiale et les risques de troubles sociaux; les méthodes de gouvernement bourgeoises tendent ainsi à s'unifier de par le monde. Cela aura, non dans l'immédiat, mais à des échéances qui ne sont pas trop lointaines, un effet clarificateur sur les masses prolétariennes, en démontrant dans les faits ce qu'est réellement la démocratie: la forme la plus insidieuse et pas la moins brutale de la dictature du capital; et en faisant comprendre que seule une force solidement organisée, politiquement consciente de ses buts et fermement décidée à les atteindre à tout prix - la force du prolétariat dirigé par son parti de classe unique et international - pourra en avoir raison. Les prolétaires roumains ne le savent pas davantage que les grévistes polonais ou les ouvriers insurgés de Budapest en 56, mais ils sont réunis objectivement dans la même tranchée: la révolution communiste future ne pourrait jamais avoir lieu si sur cette tranchée n'avaient pas commencé à agir ceux qui seront appelés à devenir les fossoyeurs non pas seulement de Ceausescu, mais de toute la classe dominante bourgeoise, même la plus démocratique.

A notre poste donc, dans la tranchée de classe !

(1) Notre texte "Eléments d'orientation marxiste", publié dans "Prometeo" n.1 (juillet 46), disponible aux Ed. Programme dans la série "Les textes du P.C. International", n.4, termine par quelques directives; le point 1 dit: "Négation de la perspective selon laquelle, après la défaite de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon, une phase de retour général à la démocratie se serait ouverte; au contraire, affirmation que la fin de la guerre s'accompagne d'une transformation dans le sens et avec les méthodes fascistes des gouvernements bourgeois dans les pays vainqueurs, même et surtout si des partis réformistes et travaillistes y participent" ce qui vaut aussi pour les pays soi-disant "socialistes"; "Refus de présenter comme une revendication intéressant la classe prolétarienne, le retour - illusoire - aux formes libérales".

A propos de la Russie stalinienne, notre texte "Perspectives de l'après-guerre", publié dans "Prometeo", n.3, oct.46, republié en français dans "Programme communiste" n.84-85, écrit:

"L'Etat russe, pour les raisons amplement développées dans d'autres déclarations de notre gouvernement, n'est plus un Etat du prolétariat. Le pouvoir n'y est plus aux mains de la classe ouvrière, mais à celles d'une hiérarchie oligarchique, représentant les intérêts de la bourgeoisie intérieure renaissante et du capitalisme international. C'est seulement parce qu'elle n'est pas un Etat prolétarien que la Russie a pu durant la dernière guerre non seulement s'allier aux puissances les plus stables et les plus solides du capitalisme, en les sauvant du désastre par le sacrifice de millions de prolétaires russes, mais organiser et défendre dans tous les pays la pratique de la collaboration de classe et le reniement de la préparation prolétarienne au renversement de la bourgeoisie et à la conquête du pouvoir".

(2) "L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat comprend clairement, disent "les Perspectives...", qu'à la situation de guerre a succédé, pour l'instant, une situation de dictature mondiale de la classe capitaliste, assurée par un organisme de liaison des très grands Etats, qui ont désormais privé de toute autonomie et de toute souveraineté les Etats mineurs et aussi beaucoup de ceux qu'on comptait auparavant parmi les "grandes puissances". Cette grande force politique mondiale exprime la tentative d'organiser sur un plan unitaire l'inexorable dictature de la bourgeoisie, en

la dissimulant sous la formule d'"Organisation des Nations Unies" et du "Conseil de Sécurité". Elle équivaudrait, si elle atteignait son but, au plus grand triomphe des orientations qu'on appelait naguère le fascisme et que, selon la dialectique de l'histoire, les vaincus ont laissé en héritage aux vainqueurs. Cette perspective plus ou moins longue de gouvernement international totalitaire du capital est liée à la possibilité qui se présente aux structures économiques presque intactes des vainqueurs - en premier lieu les Etats-Unis - de réaliser pendant de longues années de profitables investissements et une accumulation capitaliste follement galopante dans les déserts créés par la guerre et dans les pays que les destructions de celle-ci ont fait retomber des plus hauts degrés du développement capitaliste à un niveau colonial". Ce gouvernement international s'est effectivement réalisé pendant quelques années en faisant de pays capitalistes développés, comme par exemple l'Allemagne, la Tchécoslovaquie ou l'Italie, de véritables colonies des grands pays capitalistes.

(3) cf "Les perspectives...", op.cit.

(4) souligné par nous. cf "Avec l'immonde liaison entre communisme et démocratie, les chiens de renégats ont tout démoli", "Programma comunista" n.22/1956, repris dans le reprint d'Il Comunista: "Europa dell'Est: le grandi capitali sanno ancora divenire vulcani di lotta proletaria".

(5) cf "Avec l'immonde liaison..."cit.

(6) ibidem.

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

SOMMAIRE :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le PC d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

COMMANDE AU ED. PROGRAMME, AU PRIX DE 50FF, 280FB, 25FS, 20000LI.

COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL

Avant que n'éclate la crise générale du parti en 1982, nous avons publié dans notre revue théorique et sous le titre "Cours de l'impérialisme mondial", une série d'articles analysant quel était l'évolution du développement capitaliste à l'échelle internationale, de l'accumulation du capital et des crises successives, les moyens par lesquels le capitalisme parvenait à surmonter les difficultés (notamment grâce à une exploitation accrue de la classe ouvrière et à l'utilisation des réserves accumulées dans les années de haute conjoncture ininterrompue), l'évolution particulière des différents impérialismes, donc de leurs forces et rapports réciproques, et enfin tirant de ces données les conclusions quant au cours futur de la lutte de classe et aux chocs toujours plus grands que subit le capitalisme. Cette série, établie sur la base de rapports faits en réunion générale du parti, était parue dans les numéros 61 (décembre 73), 64 (octobre 74), 65 (décembre 74 - février 75), 67 (juillet- septembre 75), 72 (décembre 76), 78 (décembre 78), 86 (avril - août 81). Cette série d'analyses était aussi en continuité directe avec tout le travail précédemment accompli par le parti depuis les années 50, sur le cours du capitalisme mondial, sur les rapports entre les impérialismes et sur les conséquences de l'évolution du développement capitaliste mondial sur le cours des luttes prolétariennes. Ce travail formidable trouva comme axe central toute l'analyse de l'URSS soit-disant "socialiste" de Staline et de ses héritiers, base fondamentale pour comprendre l'ampleur de la contre-révolution et pour combattre le national-communisme qui gangrenait la classe ouvrière à l'Ouest. Ce travail s'étendit aussi à l'analyse du développement social et économique de la Chine, et traça déjà les grandes lignes de l'évolution des rapports entre impérialismes neufs et vieillissants, dans un monde capitalistes d'après-guerre caractérisé par le condominium russo-américain, la montée en puissance des vaincus de la guerre et la vague de décolonisation. Dès 1957, ce travail se concrétisa dans une série d'articles, "cours du capitalisme mondial", parus dans notre organe d'alors en langue italienne "Il programma comunista".

La crise du parti, qui se prolongea encore quelques années dans le noyau même des militants qui en 82 n'avaient pas "quitté le navire", convaincu que sa construction n'était pas viciée originellement et qu'il fallait le renflouer sur les bases théoriques et politiques qui avaient été les siennes et qui résultaient du long combat de la Gauche italienne pour la restauration de la doctrine marxiste contre son anéantissement par le stalinisme et la contre-révolution, va interrompre la publication de notre revue théorique "Programme Communiste" pendant 5 ans, pour ne reprendre qu'en 87 avec le numéro 89.

Le but que nous nous étions assigné à l'époque avec cette série d'articles, et qui vaut toujours aujourd'hui, était à la fois de propagande contre les idéologues au service du capital qui ne manquaient pas, alors, d'expliquer la crise à leur façon, soit en portant aux nues aveuglément les vertus du système tel qu'il était, soit en proposant leurs illusoire recettes réformistes, et à la fois de préparation du parti à fournir à son activité extérieure naissante de défense, concrète, des intérêts immédiats du prolétariat, un cadre politique lui assurant une orientation pratique juste et un lien

plus solide avec la théorie et le programme.

Cette analyse devait permettre au parti de situer son action dans la courbe réelle de l'évolution du développement capitaliste, d'en prévoir les lignes de force et de pouvoir ainsi contribuer à définir, en fonction des forces réelles de l'organisation, l'activité du parti, les tâches principales à l'ordre du jour, les perspectives à donner aux prolétaires que l'on pouvait toucher dans l'activité extérieure.

Il ne s'agissait pas d'une analyse de prévision purement théorique donc, mais directement et réellement reliée à l'activité militante du parti. La théorie reste vide de sens lorsqu'elle se borne à se limiter à elle-même. Elle doit être un instrument d'analyse de la société bourgeoise pour servir le combat réel contre celle-ci. Pour les communistes, le travail de nature théorique ne reste pas enfoui dans un placard, il sert à tracer les perspectives futures sur la base de l'expérience et de l'observation du passé et du présent.

Le "Cours de l'impérialisme" devait ainsi, avec tous les autres travaux passés du parti, nous servir à anticiper le développement de la lutte de classe, à définir le cheminement de la reprise de classe, et à y préparer le parti sur le plan politique et tactique.

Sur le plan de la propagande, cette analyse combattait toutes les idéologies étrangères au marxisme, en montrant finalement leur accord profond sur la défense des intérêts et des fondements du capital. Tout d'abord, celle qui mystifie le prolétariat en faisant croire que le capitalisme avance pour le bienfait de l'humanité toute entière et que les crises profondes génératrices de guerres ne sont qu'un manque de civilisation (le fascisme, par exemple), ou des accidents de parcours que le capitalisme apprend à surmonter en développant des moyens techniques, financiers ou commerciaux de plus en plus subtils et de plus en plus impénétrables par le profane.

Mais quand surviennent les "accidents de parcours", que les bourgeois présentent aux prolétaires comme "salutaires" pour éviter que la civilisation de la marchandise ne s'endorme sur ses lauriers et périclite comme un trop vieil empire, et que le capital a besoin plus que jamais de pressurer avec force le prolétariat, apparaît alors l'autre catégorie d'illusionnistes dont la fonction relai est de s'attirer le concours discipliné et consenti de la

classe ouvrière dans l'effort de redressement de l'économie nationale.

Ce sont ceux-là qui vont chercher les responsables de la crise non pas dans les fondements même du système de production capitaliste, mais dans les agissements "déloyaux" de tel ou tel concurrent, dans la "mauvaise volonté" des capitalistes nationaux, dans l'"incompétence" des économistes, etc. Ceux-là, plus que tout autres - et pire au nom du "socialisme" ou du "communisme" - voudraient avant tout voir **leur pays** dépasser les autres concurrents, et ils mesurent leur soit-disante supériorité à la vitesse de leur TGV ou au poids des médailles sportives glanées par leurs porte-drapeau en survêtement.

LE ROLE DES GUERRES IMPERIALISTES

Lorsque Lénine écrit "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" en 1916, il explique que "...la tâche fondamentale de ce livre a été et reste encore de montrer, d'après des données d'ensemble des statistiques bourgeoises indiscutables et les aveux des savants bourgeois de tous les pays, quel était le tableau d'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, dans ses rapports internationaux, au début du XX^e siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale" et que, en dénonçant "la fausseté des vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une démocratie mondiale", il s'agit d'utiliser cette analyse pour montrer "que la guerre de 1914-1918 a été de part et d'autre une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des "zones d'influence" du capital financier, etc."

L'objectif de Lénine - d'une toute autre portée évidemment que le nôtre aujourd'hui - n'est pas de faire l'analyse du monde économique capitaliste pour le plaisir des universitaires, mais pour démontrer aux prolétaires qu'ils n'ont pas à défendre les intérêts nationaux d'un camp ou d'un autre dans cette guerre, et qu'ils doivent au contraire la combattre sans concession et sans illusion d'une paix acquise par la voie d'une diplomatie "raisonnable". Ce sont des armes de bataille que donne Lénine, valables pour la classe ouvrière de tous les pays engagés dans le conflit, mais aussi pour toutes les générations futures de prolétaires.

Soixante ans plus tard, cette analyse

du cours de l'impérialisme s'imposait par le fait que les années de haute conjoncture et d'accumulation forcénée du capital qui avaient suivies les destructions monumentales de capital de la deuxième guerre impérialiste mondiale, étaient définitivement terminées et que pour le capitalisme s'ouvrait une nouvelle période de crises dont les causes sortaient du cadre des contradictions locales ou nationales, pour se situer dans les contradictions plus larges et profondes du marché mondial du capitalisme.

En effet observions-nous, la dernière guerre impérialiste avait réalisé à l'échelle planétaire la plus formidable destruction de forces productives, sous forme de travail mort (capital déjà accumulé) et de travail vivant (prolétaires).

Cette guerre, comme la première en 14-18 et contrairement à ce que l'idéologie bourgeoise, y compris sa variante stalinienne d'alors et post-stalinienne d'aujourd'hui, ne cesse de rabâcher à toutes les occasions, n'avait pas comme cause première un soit-disant conflit politico-philosophique entre la "démocratie" d'un côté et la "barbarie germanique" de l'autre (sous le masque du Kaiser ou de Hitler), mais bien **la sur-accumulation générale de capitaux** et par conséquent une concurrence accrue entre eux pour se répartir les parts de marché, les zones et chasses gardées, et ce qui va avec, une bataille entre les Etats pour une redéfinition des rapports de force entre impérialismes, ce que les bourgeois désignent pudiquement comme "le poids politique international des nations". Cette bataille, commerciale et politique dans un premier temps, ne pouvait finir qu'en guerre militaire entre ces concurrents.

Sur les ruines du champ de bataille pouvait alors s'ouvrir un nouveau cycle d'accumulation, particulièrement long en comparaison des cycles précédents, surtout si on le compare avec celui qui succéda la première guerre impérialiste et qui fut rapidement interrompu par la grande dépression de 1929. Mais cette différence entre la longueur de ces deux cycles, s'explique par l'absence dans les années 40 de toute lutte de classe révolutionnaire contre la guerre, pour la destruction des Etats bourgeois belligérants, et par l'embrigadement total du prolétariat dans l'effort de guerre. Les destructions de la guerre n'ont pas été freinées comme en 14-18 par un mouvement révolutionnaire et par la lutte de classe qui balayaient la Russie et l'Europe. Jamais donc la des-

truction de capital ne fut si immense en volume et géographiquement. Sur ces bases, pouvait alors se dérouler une longue période de reconstruction, de repartage des marchés, et de redéfinition des rapports de force militaire, économique et financier.

LE PARTAGE DU MONDE PREPARAIT LA FUTURE CRISE

Les années idylliques d'accumulation de l'après-guerre se sont succédées sur la base du partage du monde par le condominium américano-russe et ont été marquées par la toute-puissance de ces deux super-impérialismes, chacun dans son aire respective, délimitée au départ par des barrières qui se voulaient infranchissables à l'autre, mais que petit à petit, le capitalisme a contribué à ruiner en multipliant les relations et les dépendances entre les deux camps.

Au début des années 70, lorsque nous commençons la série "Cours de l'impérialisme mondial", deux facteurs historiques apparaissent en toute clarté.

Les deux super-puissances étaient sur la courbe descendante, même si leur puissance et leur domination économique et pour l'URSS surtout militaire, n'étaient pas remise en cause. Elle subissait, pour l'une, les contre-coups de la montée en puissance des autres impérialismes, principalement les deux vaincus militaires de 45, le Japon et l'Allemagne, qui mieux que tout autres pouvaient tirer parti de la destruction des forces productives en reconstruisant un appareil de production neuf, donc à grande productivité, et en exploitant (surtout dans le cas du Japon) une classe ouvrière aux plus bas salaires, disciplinée par un appareil d'Etat puissant et par la collaboration de l'opportunisme et l'absence ou l'oubli collectif de toute tradition de lutte de classe.

L'autre, l'URSS, subissait les effets ravageurs, et contre lesquels elle ne pouvait objectivement pas lutter, avec ou sans Brejnev, d'une intégration lente mais certaine au marché mondial, à ses contradictions, à ses nécessités. L'époque de la construction du "socialisme dans un seul pays" avec ses fanfaronnades staliniennes sur les taux élevés et miraculeux d'accumulation "socialiste" était bien dépassée, et le capitalisme russe ne pouvait trouver son "salut" que dans l'augmentation de ses échanges avec l'Ouest.

A ce propos, rappelons ce que nous disions dans "Le marxisme et la Russie" (article publié en italien dans "Il programma comunista" en 1957, et en français dans le numéro 2 de "Programme communiste" en 1958). Nous expliquions, sur la base des prévisions des économistes bourgeois eux-mêmes, que **"la course actuelle à la conquête des marchés (...) atteindra un point critique en 1977"** et que **"Au cours des vingt ans qu'il nous reste à subir, la production industrielle et le commerce mondiaux connaîtront une crise qui aura l'ampleur de la crise américaine de 1932, mais qui n'épargnera pas, cette fois, le capitalisme russe"**.

Cette prévision n'avait rien d'une prédiction de cartomancienne, et n'était pas non plus une parole lancée au hasard, mais le produit de l'analyse que le parti, et avant lui la Gauche italienne dans son combat contre les illusions de la construction du socialisme en URSS et contre tous ses propagandistes à l'Ouest, avait faite sur la nature de l'URSS et qui constitue une des principales clefs de voûte de la reconstruction théorique et de la défense du marxisme intégral contre toute la panoplie des renégats nationaux-communistes.

Lorsque nous lançions cette perspective, nous pouvions avoir encore à l'idée que la crise capitaliste qui se dessinait à l'horizon entraînerait dans son sillage une reprise de la lutte de classe. Confrontés aux brutales dégrada-

"On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire, on n'en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement la masse de la population (...). Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce processus sans explosions se répétant sans cesse. On ne produit pas trop de richesses. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires."

Marx, "Le Capital", Livre troisième, T. VI, éd. Sociales.

tions de ses conditions de vie et de travail, les prolétaires réagiront par la lutte, pensions-nous. Cette réaction ouvrière que nous espérions, il était légitime de penser qu'elle s'opèrerait non seulement contre les agents directs du capital, les patrons et les autorités, mais qu'elle porterait aussi ses coups contre l'opportunisme attaché à la sauvegarde des intérêts de l'Etat.

Nous disions aussi que le stalinisme ne résisterait pas aux secousses de la crise capitaliste internationale qui frapperait l'URSS en son coeur même et dévoilerait ainsi aux prolétaires de tous les pays la nature capitaliste de l'URSS. Entraînée dans le giron du capitalisme international et de ses secousses, l'URSS n'a effectivement pas résisté à la tourmente. Le masque est bien tombé, le mirage du "socialisme à l'Est" se dissipe de lui-même. Mais le prolétariat n'a pas encore tiré la leçon des récents événements à l'Est.

L'ouverture de la période de crise internationale dès 1974 se fit en effet sans qu'apparaissent simultanément un renouveau de la lutte de classe. Dans les pays de capitalisme développé, le prolétariat, désarmé par tant d'années d'illusions réformistes et pacifistes se retrouva totalement désarmé contre l'offensive bourgeoise. Mais l'opportunisme de type stalinien, par contre, toujours dominant sur la classe ouvrière, fut (enfin!) la victime de la crise en voyant son influence décroître au même rythme que s'accroissait la désorientation d'un prolétariat désabusé par toutes les promesses faites avant la crise et la dure réalité des appels au calme de l'opportunisme, pour "ne pas jeter de l'huile sur le feu" et par la rigoureuse austérité, imposée le plus souvent par la social-démocratie.

LA REMISE EN CAUSE DES EQUILIBRES A L'EST

Un des points importants que nous devons aborder par la suite est justement l'évaluation du rôle et de l'importance des marchés de l'Est dans le système mondial, la signification donc de l'ouverture à l'Ouest du capitalisme russe et de ses satellites (aujourd'hui en train de reprendre une partie de leur indépendance à son égard) et des tensions qu'elle apporte avec elle.

La brutale accélération du processus de déstabilisation des rapports d'alliance dans l'Europe de l'Est, préfigure aussi l'importance des bouleversements

qui vont naître à l'échelle internationale sur la question de l'Europe, vieille rengaine historique.

Déjà se pose la question du rôle de l'Allemagne, et l'Europe des 12 s'interroge sur son homogénéité face au recentrage du continent.

L'impérialisme de l'Ouest ne croit pas aux marchés classiques tels que l'Amérique du Sud ou l'Afrique, complètement submergés par la dette; il a donc depuis dix ans surtout essayé d'exploiter plus à fond les marchés des pays déjà développés. La course de vitesse pour le marché européen de 92 est une bonne indication de cette tendance du capital. L'Europe de l'Est en pleine effervescence politique, lui apparaît donc avec ses dizaines de millions de prolétaires aux salaires de misère comme une nouvelle opportunité historique de faire encore un bond en avant. C'est à qui peut dès maintenant s'ennorqueillir du maximum de contrats avec l'Est européen. **Mais l'ouverture sans aucune barrière du marché de l'Est, se produit à un moment où tous les équilibres économiques et politiques nés de la dernière guerre sont remis en question, où jamais la guerre économique n'a été aussi forte, où jamais la concentration du capital, qui caractérise l'impérialisme, n'a été aussi poussée, où jamais le prolétariat n'a été si durement mis à contribution pour rétablir les profits. Le bond en avant risque donc de devenir un nouveau saut dans le vide.**

Du point de vue de la lutte de classe internationale, ce qui peut se passer en URSS et dans les pays du CAEM, ainsi qu'en Chine puisqu'il ne faut pas oublier le formidable potentiel pour le capital que représente ce pays de plus d'un milliard d'individus et le rôle déterminant que pourra jouer le prolétariat chinois sur la scène de la lutte de classe internationale, est d'une importance capitale pour la reprise de la lutte du prolétariat mondial contre l'ordre social, économique et militaire bourgeois.

Nous disons cela pas seulement sous l'aspect de la reprise des luttes de défense du prolétariat à caractère immédiat, mais aussi du point de vue de l'armement politique du prolétariat.

Cette aire de l'Est, est en effet toujours apparue, depuis les premières années de la contre-révolution stalinienne, comme le cœur du "socialisme", autant en économie, qu'en politique et que sur le plan idéologique de la défense du marxisme. Elle n'était en fait qu'un immense centre d'accumulation purement **capitaliste**, dont les premiers

balbutiements ont été, sous la férule de Staline et l'Etat russe, présentés comme de "grandes victoires de la classe ouvrière", démontrant, chiffres à l'appui la supériorité "incontestable" du "socialisme" sur le capitalisme! La seconde guerre impérialiste, le partage du monde qui l'a suivi, et l'attribution à l'URSS de la moitié de l'Europe, a aussi permis à la soit-disant "patrie du socialisme" d'ouvrir elle aussi un nouveau cycle d'accumulation, de faire succéder à l'hymne à la gloire de la première "locomotive socialiste", celui du premier "sputnik socialiste".

Ce que nous avions donc cherché à démontrer dans le "cours de l'impérialisme mondial", était que la crise capitaliste qui entraîne avec elle son cortège de misère, d'insécurité et de mort, n'est pas imprévisible, pas plus qu'elle ne peut être surmontée sans destruction violente de capital, ou, si elle n'a pas atteint encore son paroxysme militaire, sans qu'elle accumule de nouvelles contradictions à une échelle toujours plus large, dans **une fuite en avant** aveugle et sans contrôle, où les échappatoires à la chute tendancielle des taux de profit et à celle conjoncturelle des taux d'accumulation et de développement **sont autant de bombes à retardement pour l'avenir.**

LE MYTHE DU DEVELOPPEMENT HARMONIEUX

Le capitalisme n'est pas ce mode de production merveilleux, capable par sa "dynamique" basée sur les "besoins réels du marché" d'apporter à tous "la paix et le pain", de régler harmonieusement production, consommation, utilisation des ressources naturelles, etc, que nous présentent à grands renforts de matraquage idéologique les défenseurs inconditionnels du "libéralisme" ou inconditionnels de la soit-disant planification socialiste! Pendant les 30 années qui se sont écoulées depuis la deuxième guerre impérialiste mondiale, la bourgeoisie des pays impérialistes a pu défendre avec des arguments que renforçait le retard pris par le bloc de l'Est et les miettes du festin impérialiste distribuées au prolétariat, la thèse du **capitalisme harmonieux**, capable d'apporter à tous sécurité et confort matériel. Elle pouvait en effet s'appuyer sur les meilleurs indices de production industrielle, sur de fabuleux profits tirés du parasitisme impérialiste et sur l'absence de crise majeure.

Même avec la crise, son discours n'a pas varié quant au fond. Les arguments

sont toujours les mêmes et si depuis quinze ans, elle ne peut plus afficher ses résultats économiques avec autant d'optimisme et d'arrogance insouciance, elle rejette la responsabilité de cette situation sur les autres impérialismes, qui n'ont pas "voulu" modérer leur dynamisme, qui n'ont pas "voulu" adopter une politique monétaire "juste et équilibrée", qui n'ont pas "voulu" réduire leur déficit budgétaire, et qui auraient par contre utilisé des pratiques commerciales "douteuses", élevé des barrières douaniers, financiers ou techniques entravant la "libre circulation des marchandises", etc.

Lorsqu'elle ne rejette pas la responsabilité sur ses concurrents soit-disant déloyaux (comme si elle n'avait rien à se reprocher elle-même), elle la rejette évidemment sur le prolétariat qui n'aurait pas "su" ou "voulu" faire les efforts nécessaires, qui n'aurait pas "daigné" courber plus l'échine, qui ne se serait pas montré assez "flexible", qui se serait trop accroché à des acquis économiques et sociaux "d'un autre temps".

Même si les conditions imposées par la crise internationale du capital sont moins favorables apparemment pour sa démonstration de la supériorité du capitalisme, elle continue en toute quiétude à prétendre que le capitalisme permet un développement harmonieux et contrôlable de l'économie, basé sur l'équilibre et l'égalité des nations entre elles. En somme comme si le capitalisme pouvait assurer à chacun des parts équitables et constantes, un rythme de croissance et d'accumulation identique, des balances commerciales ou des revenus, positives!

Dans le "cours de l'impérialisme" du Programme Communiste numéro 61, nous écrivions: **"Une répartition durable des marchés ne pourrait exister que si les rapports de force inter-impérialistes étaient infiniment stables, c'est-à-dire si tous les rivaux en présence accumulaient le capital et développaient la production de marchandises et la productivité du travail au même rythme. Une telle hypothèse, qui ne fait que transposer aux rapports entre Etats, l'abstraction égalitaire engendrée par les rapports marchands, ne peut exister que dans les rêves petits-bourgeois, et non dans la réalité impérialiste, dont l'examen montre que toutes les tentatives d'équilibre sont destinées à être brisées par le dynamisme des puissances montantes."**

L'équilibre et l'harmonie sont deux catégories de choses totalement étrangères au mode de production capitaliste, mais ils constituent dans le domaine des

idées qu'il produit, le plus puissant des mythes. Comment pourraient-ils donc être une réalité? L'objectif unique du capital est la production de la plus-value et son accumulation sous forme de capital. Il ne se réalise que dans la lutte de chaque capitaliste, et a fortiori de chaque impérialisme représentant les intérêts d'un groupe national particulier de capitalistes, pour s'accaparer du maximum de parts du marché. Dans ces conditions, à l'échelle des échanges internationaux il est absurde de rêver un seul instant à un équilibre des échanges commerciaux. Cela signifierait qu'il existe un taux d'accumulation et d'exploitation identique chez tout le monde, une constance dans les rapports entre les monnaies (donc en particulier une absence de mouvements spéculatifs) et une distribution équitable et stable des marchés.

Mais quel capitaliste, quel impérialisme accepterait de faire du sur-place, de ne pas bénéficier d'une balance d'échange positive, de ne pas accumuler plus vite que son concurrent, de ne pas lui arracher des morceaux de marché, de ne pas spéculer sur la monnaie à son détriment, de ne pas accroître l'exploitation de la force de travail plus vite que lui?

L'"équilibre" du capitalisme n'est pas basé sur l'égalité des nations mais sur la **domination** de l'une ou d'un groupe d'entre elles, pour se partager les marchés, les zones d'influence et pour imposer leur loi financière ou militaire.

Lorsque la bourgeoisie parle d'équilibre, ce n'est pas au bien-être de ses concurrents qu'elle pense, **mais à sa domination propre sur tout ou partie des marchés et à la subordination des autres à ses intérêts.** L'harmonie des nations, avons-nous souvent expliqué, que prônent bourgeois et petits-bourgeois démocratiques, n'est en fait qu'une chimère ne servant qu'à masquer la main de fer de quelques unes sur les autres et les inégalités les plus criantes. L'"équilibre" dont parle la bourgeoisie est **l'équilibre de la terreur.**

Autre caractéristique de cet équilibre: ce n'est pas une donnée permanente. Il se modifie sans cesse sous les poussées des jeunes capitalismes plus dynamiques (c'est-à-dire où les conditions d'exploitation de la force de travail sont les plus favorables) contre les vieux impérialismes où les taux d'accumulation sont devenus plus faibles, où la productivité du travail ne s'accroît pas à un rythme aussi soutenu.

Lorsque les vieux impérialismes se sentent menacés et que l'"équilibre" devient instable, alors ils n'hésitent plus à reprocher à leurs concurrents (ou à un stade plus guerrier de la crise leurs ennemis) d'utiliser des moyens de développement "injustes", "inamicaux" ou "illégaux", d'être responsables des tensions et des crises et ils dressent contre eux autant de protections et de barrières aussi peu reluisantes les unes que les autres.

Il n'existe donc pas de développement harmonieux du capitalisme qui se caractériserait comme la somme d'économies nationales toutes prospères et équilibrées, développant entre elles des relations économiques sur une base équitable et diversifiée. Chaque économie nationale agit **pour son propre compte**, quelque soit la ligne politique et de gestion qui à un moment donné l'oriente: Que se soit une politique libérale ouvrant ses frontières "sans" entraves (du moins en théorie, car en réalité et comme les E.U. l'ont montré sous Reagan il en est tout le contraire) ou une politique ouvertement sélective de protection du marché national, telle que la conçoivent les social-chauvins des PC nationaux qui ne rêvent (vestiges sans doute du "socialisme dans un seul pays") que de réimporter le capital placé à l'étranger (fermer les usines Renault en Espagne par exemple pour "ramener le travail en France") et de faire de chaque nation une forteresse hérissée de tours de garde.

Comme la crise de 74-75 a mis fin dans les faits au mythe du développement harmonieux et équilibré du capitalisme, l'impérialisme, pour le rescussiter de ses cendres, l'a donc recyclé sous la forme d'un autre mythe, celui de la **"coopération internationale"**. Les "sommets" succèdent aux déplacements diplomatiques, les chefs d'Etat ont la bougeotte, multiplient leurs visites entre eux, mais ce qui les motive ne sont pas les bons sentiments de fraternité et de coopération, **mais l'insurmontable peur** devant l'exacerbation des contradictions capitalistes, devant les explosions sociales aux formes diverses, des grèves ouvrières aux émeutes de la faim, et devant surtout l'absence de toute perspective de rééquilibrer **durablement** l'édifice croulant du capitalisme. Les impérialistes n'ont pas de grandes raisons de "coopérer" ensemble lorsque l'accumulation va bon train, que les profits se réalisent sans discontinuité. Le discours sur l'harmonie "naturelle" entre les nations trouve suffisamment de falla-

cieux arguments dans une apparente stabilité pour se donner une quelconque vraisemblance. Mais vient la crise et avec elle l'aggravation de la guerre de position et de protection de chaque nation contre les autres, l'harmonie "naturelle" se démasque alors d'elle-même comme une vulgaire duperie. L'impérialisme tente alors de garder les apparences, mais malgré les sursauts passagers de l'accumulation, comme ces dernières années, il ne peut faire illusion qu'avec une difficulté croissante.

A propos du mythe de la coopération, "Perspectives économiques de l'OCDE", de juin 1989, parle des résultats très satisfaisants obtenus par l'économie mondiale comme le résultat du "renforcement de la coopération internationale", mais quelques lignes plus loin dénonce la montée du protectionnisme: "L'interventionnisme dans le domaine des échanges a continué de se développer". En fait la "coopération", au sens où l'entendent les bourgeois, n'existe pas dans un monde capitaliste où tout va pour le mieux pour tout le monde. Elle ne fait son apparition que lorsque la concurrence s'exacerbe au point de mettre en péril les équilibres commerciaux, financiers, donc finalement impérialistes. Elle est tout simplement directement proportionnelle aux difficultés que rencontre le capitalisme: comme la bourgeoisie ne parle de paix que pour mieux préparer la guerre, elle ne parle de coopération que pour mieux s'armer dans la guerre économique.

Un des mythes que défend la revue de l'OCDE précitée est d'ailleurs significatif de l'impuissance du capital à maîtriser son développement, confronté qu'il est à l'impossibilité d'une égalité entre nations. Cet équilibre, ou cette harmonie, est aussi mythique entre pays riches et pauvres qu'il ne l'est entre les riches eux-mêmes.

L'OCDE demande ainsi aux pays dont le budget et la balance commerciale sont déficitaires de réduire leurs déficits pour que l'épargne soit ponctionnée par les sphères de la production plutôt que par la trésorerie de l'Etat (il s'agit évidemment des E.U. qui ne veulent pas alourdir les charges fiscales face à la fragilité de l'économie). Elle demande ensuite aux pays excédentaires (Japon, Allemagne) d'adopter une croissance plus interne en élargissant leurs marchés intérieur aux importations et en diminuant volontairement leurs exportations. En d'autres termes cela donne: **"La politique économique de l'Allemagne doit**

demeurer axée sur la réalisation des objectifs macro-économiques à moyen terme et s'attacher à une accélération des réformes structurelles afin d'assurer une croissance forte et non inflationniste de la demande intérieure et de favoriser l'ajustement externe". On cherche des volontaires pour le casse-pipe! Au même moment où l'OCDE sortait son rapport se préparait en coulisse la fusion de deux géants allemands, Daimler-Benz et Messerschmidt, non pas pour se préoccuper du cher consommateur germanique mais pour frapper plus fort encore sur le marché mondial.

La fin du mythe du développement harmonieux correspondait à la montée en puissance des nations vaincues de la dernière guerre impérialiste mondiale et à la remise en cause de la suprématie absolue des E.U. dans le domaine économique et financier. Dans "Programme communiste" numéro 61 (décembre 73), nous écrivions: "Lorsqu'il y a deux ans les Etats-Unis ont brutalement mis leurs "alliés" occidentaux devant le fait accompli de leur diktat monétaire (la non-convertibilité du dollars en or, NDLR), les commentateurs de la presse bourgeoise ont été unanimes à annoncer "la fin de l'ère de Bretton-Woods" (1). Si cette constatation était formellement exacte, sa signification profonde allait bien au-delà des mesures de technique monétaire auxquelles les limitait l'interprétation bourgeoise. Ce qui prenait réellement fin, c'était l'ère des illusions bourgeoises engendrées par la période d'accumulation prospère qui a suivi le second massacre impérialiste; ce qui s'annonçait avec l'inéluctable nécessité des phénomènes naturels à un mode de production poussant au paroxysme le développement des catégories marchandes, c'était une nouvelle ère d'affrontements inter-impérialistes dans la zone de domination américaine. La guerre monétaire et commerciale entre les capitalismes occidentaux n'est que la toute première manifestation de l'entrée de la société bourgeoise dans la phase du cycle impérialiste inexorable qui doit la mener une fois de plus à la crise et, si la classe ouvrière ne lui impose pas auparavant sa solution révolutionnaire, à la guerre".

L'harmonie capitaliste reposant sur la toute-puissance américaine se brisait au premier écueil de la surproduction de capital. La situation d'après-guerre avait été caractérisée par le recyclage de l'industrie de guerre américaine dans l'exportation vers les pays en ruine d'Europe et d'Asie, dans une situation exceptionnelle de monopole unique et

incontestée d'un impérialisme sur tous les autres. Mais la reconstruction des autres grands centres d'accumulation capitaliste renversa la vapeur et l'accumulation elle-même se heurta au marché devenu trop étroit. Que la crise apparaisse d'abord sous des signes de crise financière, expliquons-nous, ne signifie pas qu'elle aurait une origine d'ordre technique et non de surproduction. Les difficultés financières sont le reflet du monde marchand et dépendent des rapports d'échanges internationaux des marchandises, en un mot des capacités réelles pour le capital de se valoriser sur le marché. La crise financière anticipe la surabondance de capital et l'engorgement des marchés. Le diktat américain de 1971 de ne plus garantir sa valeur en or au dollar n'était que le prélude à la crise de surproduction 3 ans plus tard.

En 1973, nous annonçons donc la fin du mythe de l'harmonie capitaliste; restait à analyser ensuite l'étendue et la profondeur de la crise qui allait éclater, les répercussions pour la classe ouvrière et les masses déshéritées. Mettre la crise capitaliste sous la loupe marxiste, c'est d'abord examiner les grandes catégories du capital au stade impérialiste, soit la baisse tendancielle du taux de profit, la course effrénée à la concentration toujours plus forte qu'elle implique avec une monopolisation et une cartellisation des marchés poussée à l'extrême, les rapports inversement proportionnels entre profits et salaires, donc les moyens pour le capital d'augmenter l'exploitation de la force de travail, ainsi que les rapports de plus en plus mouvants entre intérêts et pays impérialistes.

Le passage du capitalisme de la libre concurrence, qui vit son apogée dans les années 1860-1880, à l'impérialisme se réalise définitivement au début du siècle. "La substitution du capitalisme de monopole à la libre concurrence" va se caractériser par la fusion du capital bancaire et du capital industriel en capital financier, par une formidable concentration de capital, par la formation des trusts et monopoles, par l'exportation de capitaux à grande échelle et par le partage des marchés et du monde en zones et chasses gardées.

A l'époque de la vague des OPA, où les maisons financières spécialisées dans le montage d'opération de guerre contre les groupes industriels si possible sous-estimés en bourse, cette citation de "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", montre que l'impérialisme est devenu encore plus immonde: "Le propre du capitalisme

est, en règle générale, de séparer la propriété du capital de son application à la production; de séparer le capital-argent du capital industriel ou productif; de séparer le rentier, qui ne vit que du revenu qu'il retire du capital-argent, de l'industriel, ainsi que de tous ceux qui participent directement à la gestion des capitaux. L'impérialisme, ou la domination du capital financier, est ce stade suprême du capitalisme où cette séparation atteint de vastes proportions. La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'Etats financièrement "puissants", par rapport à tous les autres" (Lénine, éd. sociales, p.258, T. 22).

Mais quels que soient les montages financiers, les méthodes et les instruments de spéculation, le capital financier ne vit en réalité que de la capacité du capital à se valoriser, de la possibilité donc que le marché absorbe les marchandises, que les profits puissent être réalisés. Cela vaut pour chaque capitaliste pris individuellement comme pour chaque pays impérialiste.

Lorsque règne l'"équilibre" de la domination de l'un sur les autres et que l'accumulation capitaliste n'est pas parvenue à ses limites par rapport au marché, les tensions et les contradictions n'apparaissent qu'en sous-sol. La bataille des oligarchies financières en est au stade des préparatifs d'état-major et tout semble calme sur le front, calme apparent qui sert à tromper le prolétariat sur l'état réel de putréfaction du capitalisme.

Mais lorsque l'oligarchie dominante, les Etats-Unis, se voit concurrencée très sérieusement par ceux qu'elle "assistait" vingt ans plus tôt, la réaction ne peut être que de s'appuyer sur sa domination pour renvoyer les problèmes d'accumulation chez les autres. Les mesures monétaires prises par les Etats-Unis au début des années 70 (non-convertibilité et dévaluation du dollar), ne sont pas des manifestations d'impuissance, mais bien l'affirmation que l'impérialisme dominant de la zone occidentale impose toujours sa loi. "Pas plus donc que le brigandage ne s'affaiblit lorsque augmente le nombre des brigands, les tribulations de l'impérialisme américain (et de son complice russe) ne signifient l'affaiblissement ou la régression de la domination impérialiste en général. Bien au contraire, la remise en cause du monopole de

l'impérialisme américain dans le monde "libre" ne peut signifier, parallèlement au développement des antagonismes inter-impérialistes, que l'aggravation de la pression exercée sur les nations plus faibles par le despote cherchant à préserver ses positions d'une part, ses jeunes concurrents cherchant à les conquérir de l'autre" ("Cours de l'impérialisme", Programme communiste, numéro 61, décembre 1973).

La défense du dollar comme monnaie privilégiée des échanges internationaux, imposant aux autres ses propres conditions de change, a été l'une des armes premières des Etats-Unis pour résister à ses concurrents moins vieillissants, au taux de croissance bien plus rapide et à la productivité galopante. Pour illustrer cette capacité de l'impérialisme américain à reporter le problème chez ses concurrents, rappelons que la réévaluation du Deutschmark et du Yen par rapport au dollar, avait permis de sauver les exportations américaines de façon spectaculaire: de -1,2 % en 1971 et de 9,1 % en 1972, la progression des exportations américaines devait faire un bond à 23,8 % en 1973, alors qu'au Japon la tendance était inverse puisque la croissance annuelle des exportations passait de 17,5 % en 1971 à 14,2% en 1972, et seulement 4,1% en 1973.

La première "crise" du pétrole en 1973 viendra elle aussi objectivement au secours des Etats-Unis. Les Etats producteurs de pétrole, si vivement critiqués comme fomenteurs de crise, en se cartellisant pour augmenter brutalement le cours du pétrole, ne faisaient qu'appliquer les recettes mêmes de l'impérialisme: cartellisation, partage des marchés, fixation des prix "au plafond", etc.

Les compagnies pétrolières, américaines pour la plupart et pour les plus grandes, purent ainsi augmenter considérablement leurs profits. Le dollar était largement demandé pour payer la facture pétrolière et se trouvait renforcé. Les principaux concurrents, Allemagne et Japon, étaient eux gravement pénalisés par ce nouveau tribut.

"Surtout, disions-nous dans Programme communiste" numéro 64, octobre 1974, les concurrents des Etats-Unis ont été sévèrement touchés par la hausse des prix du pétrole: ils voient leurs prix de revient augmenter, donc leur capacité concurrentielle diminuer; ils perdent des sommes importantes qui vont servir à ... élargir les marchés de l'impérialisme américain, accroître sa puissance financière, et contribuer à renforcer son réseau politico-militaire

au Moyen-Orient (les dollars du pétrole ont permis notamment à l'Arabie Saoudite et aux Emirats de s'armer royalement chez les américains, NDLR) (...). Les effets de la manœuvre américaine seront certainement beaucoup plus importants et durables que ceux des manipulations monétaires: ils ont achevé de rétablir la position relative de l'impérialisme américain par rapport à ses concurrents, en leur faisant sentir le poids de sa puissance, et en leur infligeant un handicap commercial et financier qui sera long à surmonter. Mais ils l'ont fait au prix d'une accélération de l'inflation mondiale déjà galopante, de l'accentuation de la baisse des taux de profit, qui se fait sentir "cruellement" pour les capitalismes les plus anciens comme la Grande-Bretagne, et de l'étranglement financier des économies les plus fragiles. En un mot l'impérialisme américain n'a su se délivrer provisoirement de ses difficultés qu'en aggravant les facteurs de crise de l'économie capitaliste mondiale."

Ainsi, en 1973, la toile de fond pour les quinze prochaines années est mise en place dans ses grands traits, auxquels viendront encore se rajouter d'autres décors exprimant une fragilité toujours plus grande du capital et des contradictions toujours plus importantes et difficiles à surmonter.

LA COURSE INFERNALE DU CAPITAL

Ce qui est évidemment fondamental pour comprendre le processus de cette crise, c'est la loi invariante de la **baisse tendancielle du taux de profit** qui entraîne tous les autres phénomènes d'exacerbation de la concurrence, de monopolisation, de parasitisme financier, d'offensives sur la classe ouvrière du monde entier, etc. "**Le taux de profit, explique Marx, est la force motrice de la production capitaliste: on ne produit que ce qui peut l'être avec profit**" (cité dans "La crise", éd. 10/18).

A la base des rapports entre capitaux, il y a en effet cette fameuse équation entre la plus-value et la somme du capital constant et du capital variable ($pl / c + v$). La nécessité pour le capital de diminuer sans cesse les coûts de production face à la concurrence, le pousse à augmenter toujours plus la masse du capital fixe (machines) et à produire en quantité toujours plus grande. Pour la même plus-value, il doit donc engager toujours plus de capital dans le procès de production. Le capital

semble donc faire toujours plus d'efforts pour toujours moins de résultats.

Dans cette guerre de concurrence, les différents capitaux d'une même branche industrielle, peuvent se trouver face à une demande suffisamment large pour absorber tous leurs produits ou face à une demande qui ne permet pas de satisfaire pour tous leur besoin de valorisation. Dans un cas comme dans l'autre, le capital le plus dynamique agira de la même façon, mais avec plus ou moins d'empressement selon les tensions du marché, en tentant d'augmenter sa part du profit objectivement réalisable dans une plus grande proportion que ses concurrents. Dans un cas comme dans l'autre, les possibilités d'agir pour le capital sont identiques: soit intervenir directement sur les conditions d'exploitation de la force de travail en augmentant sa charge de travail, donc en augmentant le surtravail par des rythmes plus poussés, par une discipline plus stricte, ou en diminuant le salaire réel, etc.; soit augmenter le capital fixe par l'achat de nouvelles machines, plus rapides, diminuant ainsi les coûts de production; donc dans un cas comme dans l'autre, en augmentant la productivité du travail. Le plus malin des capitalistes s'efforcera d'ailleurs de combiner une plus grande automatisation du travail par la machine avec, outre les licenciements, l'appel à une main d'oeuvre moins qualifiée, chargée seulement de surveiller la machine.

Dans la course au profit, le remplacement de techniques de production par d'autres est le seul moyen de maintenir à plus long terme la position concurrentielle d'un capitalisme sur les autres. En effet, se limiter à aggraver les conditions matérielles de l'exploitation de la force de travail, sans modifier fondamentalement les procédés de fabrication, a évidemment des limites physiologiques et sociales.

L'introduction d'une nouvelle "race" de machines, plus rapides et plus précises aussi, capables de remplacer le travail fait avant de la main de l'ouvrier, est l'alternative incontournable du capital pour baisser les coûts de production.

Cette baisse des coûts de production, ne va pas se répercuter directement sur les prix de vente, dans un premier temps. Le capitaliste qui augmente son capital fixe ne le fait pas pour vendre tout de suite moins cher que ses concurrents, mais pour vendre au même prix et réaliser ainsi un surprofit ou plus-value extra.

Mais même à ce premier instant des rapports de concurrence, le rapport

entre le profit réalisé et la masse de capital avancée par l'industriel, bien plus grande qu'avant, diminue sensiblement. Les choses s'aggravent dès que les concurrents se mettent à leur tour à investir dans les machines de la nouvelle génération technique pour abaisser leurs propres coûts de production et inondent le marché d'une quantité décuplée de produits.

La concurrence entre les capitaux pousse ceux-ci à une accumulation effrénée, mais aussi à un moment donné à leur suraccumulation et à la crise de surproduction.

Tant que le marché lui permet de réaliser la vente de ses marchandises et de valoriser son capital, le capitaliste peut se limiter à défendre sa part du gâteau. Mais si le marché vient à ne plus pouvoir "digérer" la masse toujours plus grande de marchandises, alors le capitaliste en question n'aura pas d'autre alternative que d'éliminer ses concurrents les plus faibles pour accaparer leurs parts. Les plus faibles seront ceux qui ne seront pas capables de baisser leurs prix au niveau que leur imposeront ceux qui, grâce à leur grande productivité du travail, bénéficient d'un surprofit qu'il peuvent abandonner.

Mais le cycle ne se ferme que pour en relancer un autre sur la base d'un nouveau taux moyen de productivité.

Dans un article de "programme communiste", numéro 73 (avril 1977), intitulé "L'idole de la compétitivité", nous comparions ce processus permanent à une course cycliste particulière où le peloton rejoint systématiquement les échappées: **"Mais ces échappées continues, continuellement rattrapées, sont lourdes de conséquences, non seulement pour la classe ouvrière (on a compris que dans l'histoire c'est elle qui pédale) mais aussi pour le capital, dans la mesure où elles se produisent dans toutes les branches. D'une part, l'accroissement constant de la productivité qui en résulte a pour conséquence, dans les branches fabricant les substances pour la classe ouvrière, de faire baisser la valeur de travail et à faire augmenter le taux de plus-value par le mécanisme de la plus-value relative. Mais surtout, cette fuite en avant dans l'investissement, cette accumulation perpétuelle, provoque l'augmentation de la composition organique du capital social, et donc la tendance à la baisse du taux de profit moyen.** Et plus les capitaux cherchent individuellement à échapper aux conséquences de cette loi en investissant, plus ils rendent collectivement son application rigoureuse et inéluctable: **"La concurrence exécute**

les lois internes du capital, elle les rend impérieuses pour le capital individuel". L'avantage que le capital attendait de l'investissement se retourne donc à la longue contre lui, en l'obligeant à courir toujours plus vite vers la catastrophe, et à accentuer toujours davantage sa pression sur la classe ouvrière."

Dans la période faste des années 60, jusqu'en 73 environ, les capitaux pouvaient jouer à cette course poursuite, sans se soucier des conséquences sur le marché, dont le rythme de croissance correspondait pour cette période donnée à celui de l'accumulation de capital.

A partir de 73, il y a brutalement trop de capital produisant trop de marchandises, et cette situation, contrairement aux épisodes de crises passagères des années précédentes, s'installera pour une longue période. Depuis lors en effet, le capital ne peut plus s'accumuler qu'à un rythme ralenti, accumulé qu'il est, non pas aux limites des besoins de l'humanité, mais à celles toujours plus étroites pour lui du marché.

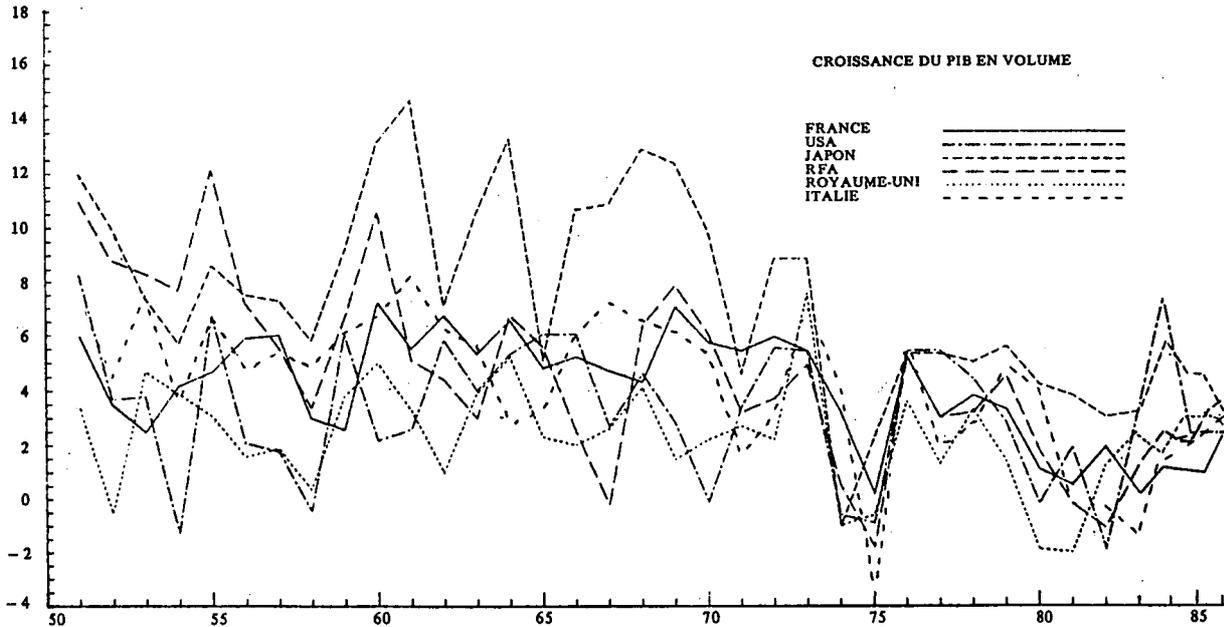
UNE TENDANCE INELUCTABLE

La baisse tendancielle du taux de profit a donc conduit à une situation de **ralentissement de l'accumulation.**

Ce ralentissement est un des aspects principaux que nous avons mis en évidence dans nos articles précédents, qui confirme d'ailleurs, n'en déplaise à tous ceux qui veulent enterrer définitivement le marxisme, les lois mises cent fois en évidence par Marx à son époque.

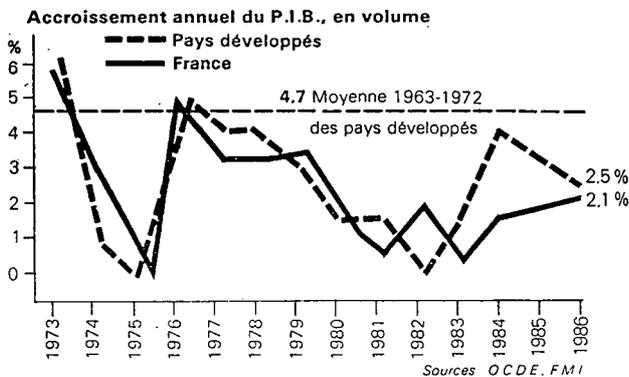
Nous avons indiqué par exemple, que le taux de croissance du produit national brut réel (qui reflète l'accumulation générale de capitaux) avait nettement chuté, si l'on compare la période 60-73 à celle de 73-79. Les moyennes annuelles étaient de 4,1% pour la première période, et de 2,5% pour la deuxième, en ce qui concerne les Etats-Unis. Pour le Japon, les valeurs étaient respectivement de 10,2% et 4,1%. Pour l'Allemagne, ils étaient de 4,5% et 2,4%; de 5,7% et 3,0% pour la France et enfin de 3,2% et 0,8% pour le malheureux Royaume-Uni.

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la moyenne arithmétique (indicative dans la mesure où tous les pays n'ont pas le même poids économique) indique un taux de croissance de 3,85% pour la période de 66 à 73 et de 2,7% pour celle de 74 à 86.



Mais les investissements productifs réels accusaient une chute plus marquée encore. Par exemple, en ce qui concerne l'accroissement de capital fixe, pour les 7 grands pays industriels, la moyenne arithmétique pour la période 60 à 73 était de 7,65%. Le même calcul pour les années 76 à 88 indique un taux de 3,75% seulement, soit une diminution de moitié dans la sphère de production la plus importante du capital.

tendancielle du taux de profit" et concluent d'ailleurs à sa non-validité, se penchent toutefois sur ce problème qu'on ne peut écarter tellement il tracasse la bourgeoisie. Ils donnent quelques chiffres. Selon une étude de 80 le "taux de rentabilité" du capital aux Etats-Unis pour la période indique clairement une évolution à la baisse. Et pourtant cette analyse avait pour but de "démentir l'affirmation de Nordhaus ou de ses nuances", selon laquelle le taux de profit des entreprises américaines n'avait cessé de décroître depuis la dernière guerre. Ce "taux de rentabilité" s'établissait ainsi:



PERIODES	TAUX DE RENTABILITE
1947-50	15,1 %
1951-54	13,6 %
1955-58	12,2 %
1959-62	12,1 %
1963-66	15,5 %
1967-70	12,7 %
1971-74	10,1 %
1975-78	9,7 %

Les instruments de mesure utilisés par les économistes bourgeois pour évaluer le comportement de l'économie, et tenter, avec les échecs fracassants de ces dernières années, de faire de la prévision économique, sont en bien des points différents de ceux du marxisme. Il faut donc utiliser des instruments peut-être pas identiques, mais dont les caractéristiques sont suffisamment proches pour indiquer les mêmes tendances.

Dans leur livre "La dette, le boom, la crise", les deux auteurs (Ley-Garboua et Maarek) qui n'ont pourtant aucune attirance pour la théorie de la "baisse

En France, les variations du taux de rentabilité, selon cette même source, a évolué à la hausse de 1960 à 1972 pour décroître ensuite. Le point bas de la première période se situait en 1962 à 6,5% et le point haut en 1972 à 9,2%. En 1982 il était de 4,4% seulement.

Dans "Programme communiste" numéro 72 (décembre 76), nous donnions d'autres chiffres tirés de la B.R.I. (Banque des règlements internationaux): "En Allemagne, selon des sources nationales, le rendement du capital est tombé à 14,4% en 1974, alors qu'il était de 22,7% en

1970. Au Royaume-Uni (...) le taux de rendement réel du capital après impôts est tombé de 7,9% au début des années soixante à 3,5% environ au début des années soixante-dix et à près de zéro en 1974 (...) Aux Etats-Unis également, il a été estimé que le rendement après impôt du capital (...) a diminué de près de la moitié entre le milieu des années soixante et 1973." (B.R.I., 46^{ème} Rapport Annuel).

Même si les chiffres que l'on peut découvrir dans les publications économiques ne se ressemblent pas toujours, ils confirment nettement la difficulté croissante du capital d'assurer son taux de profit.

SIMULTANÉITÉ DE LA CRISE DANS TOUS LES CÉLÈBRES D'ACCUMULATION DU CAPITAL

Nous avons souligné qu'en 1973-74, l'économie mondiale s'était mise en phase, c'est-à-dire que tous les indices économiques de tous les pays suivaient simultanément les mêmes infléchissements, ou les mêmes remontées. Alors que dans les deux décennies passées il n'y avait pas forcément de parallélisme du développement entre les pays. Aux passages critiques d'une économie nationale pouvait correspondre une phase de haute conjoncture d'une autre.

Cette mise en phase avait approfondi considérablement la profondeur de la crise, supprimant la possibilité que les économies saines tirent en avant celles qui sont déficientes. Avec la reprise de l'économie américaine en 1984, les autres pays industriels ont pu à nouveau bénéficier du décalage qui fait que l'augmentation des importations de l'un bénéficie aux autres. Mais en relançant sa machine productive (fort mal d'ailleurs, puisque l'on parlait à l'époque de la reprise du hamburger plutôt que de renouveau technologique de l'appareil productif américain), les Etats-Unis attendaient de leurs concurrents qu'ils leur ouvrent la porte des importations après avoir eux-mêmes ouvert la leur.

Ils se lancèrent à la recherche de la nouvelle "locomotive" capable, en relançant sa consommation intérieure d'absorber les marchandises made in USA. Ils demandèrent aux allemands de sacrifier à leur tour leur balance commerciale, mais la RFA ne tenait pas à s'enfoncer le couteau dans la gorge, et ne donna pas suite à ces appels répétés à la "solidarité" avec l'Oncle Sam. D'ailleurs, l'examen des chiffres réels, montrent la toute relative efficacité de la doctrine

de la "locomotive". Le tableau ci-dessous indique des valeurs pour 1985 (1 DM = 2,944 \$):

	ALLEMAGNE	ETATS-UNIS
	(en milliards de \$)	
PNB	627,4	3998,1
EXPORTATIONS	185,3	362,3
IMPORTATIONS	158,6	470,5
DIFFERENCE	+26,7	-108,2

Supposons donc que la RFA ait consacré volontairement une valeur supplémentaire équivalente à 1% de son PNB exclusivement pour une augmentation des importations en provenance des Etats-Unis. Cela représentait un montant de 6,3 milliards de dollars au taux de change d'alors. Mais cela ne représentait qu'à peine 6% du déficit commercial américain! La baisse du dollar s'imposait donc avec force pour imposer aux autres cette accroissement des importations des Etats-Unis.

Les japonais furent sollicités aussi bien-sûr; mais là encore beaucoup de paroles, mais l'intérêt national balaie la "solidarité" avec le malheureux impérialisme américain en difficulté.

Le Japon, impérialisme le plus fermé aux capitaux et marchandises, et donc plus vivement critiqué par ses concurrents sur cette question que ne le sont les Etats-Unis vis-à-vis de leur politique du dollar, répondit à l'appel américain en 1987, en annonçant un plan d'augmentation de la consommation intérieure de 6 000 milliards de yens. Cette relance intérieure devait, aux dires des capitalistes japonais, rééquilibrer les échanges avec les Etats-Unis. Mais en réalité, ni le contenu du plan, ni les barrières à l'importation, toujours très hautes malgré une tendance à la baisse, n'ont permis d'atteindre d'autres objectifs que purement diplomatiques.

La montagne a accouché d'une souris. C. Sautter, économiste bourgeois spécialiste du Japon, déclarait à propos de ce plan dans "L'Express" (26 juin 87): "C'est une coutume japonaise, lorsqu'on va rencontrer quelqu'un, de lui offrir quelque chose. Avant le sommet de Venise (tenu en juin 87, NDLR), le Japon a fait un cadeau apparemment énorme, 6 000 milliards de yens, soit quelque 40 milliards de dollars. Mais la coutume nipponne veut aussi que l'on ne regarde ce qu'il y a dans le paquet qu'une fois votre hôte parti... Que découvre-t-on ? 6,6 milliards de dollars de baisse d'impôts. Cela devrait stimuler la consom-

mation intérieure japonaise. Ensuite, 18,3 milliards de dollars de dépense de l'Etat. Mais le reste (15 milliards de dollars) correspond à un simple vœu: que les collectivités locales versent plus pour le logement et les équipements. Et même sur la part qui revient à l'Etat, il semble que moins de la moitié représente des dépenses nouvelles". Il estimait ensuite les effets du plan sur la relance des importations à 5 ou 6 milliards de dollars, alors que les importations du Japon s'élevaient cette année à 149,5 milliards de dollars, et les exportations à 229,2 milliards!

Pour revenir en 1974, la mise en phase de toutes les économies capitalistes, avait ébranlé toutes les certitudes mêmes chez les bourgeois. Alors que les idéologues bourgeois dissertaient sur une nouvelle philosophie du développement capitaliste basée sur la "croissance zéro", pour faire diversion auprès du prolétariat, les capitalistes commençaient sans perdre de temps à lancer une vaste offensive internationale contre le prolétariat. Aussi simultanée fut la crise, aussi simultanée fut l'offensive anti-ouvrière.

L'OFFENSIVE ANTI-OUVRIERE

Les effets de la baisse des taux de profits dans les années soixante-dix ne pouvaient être contrecarrés que par la panoplie classique des moyens d'exploitation, agissant soit au niveau des rapports entre profits et salaires, donc au niveau des taux de plus-value, soit au niveau de la vitesse de rotation du capital, puisqu'en l'augmentant, on diminue on diminue la part de capital fixe (amortissement des machines et de l'immobilier) entrant dans la composition du prix de revient de la marchandise. Donc dans les deux cas, en baissant les coûts de production, pour mettre ses produits au niveau du prix moyen du marché et, si on est le premier à baisser ses coûts, réaliser un surprofit.

L'offensive contre les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière a donc été générale et s'est traduite rapidement par l'extension prodigieuse du chômage. Des quelques 2 ou 300 000 chômeurs officiels des années soixante, on a passé en France, par exemple, la barre des 1 250 000 en 1976, et celle des 2 500 000 à peine dix ans plus tard.

Le gonflement brutal de l'armée de réserve dans les pays industrialisés aura permis d'exercer une pression puissante et durable sur le niveau des

salaires et de faire baisser le pouvoir d'achat des prolétaires, mais aussi d'augmenter inversement la plus-value réalisée sur leur dos. Aux Etats-Unis, "l'accroissement de la part des salaires dans la valeur ajoutée a été stoppée en 1973 par l'enclenchement du mouvement de baisse des salaires réels, puis a laissé place à partir de 1980 à une franche baisse; le niveau atteint à la fin des années quatre-vingt est inférieur à celui des premières années soixante-dix" (M. Fouey, "L'économie des Etats-Unis", éd. La Découverte). Le Financial Times du 20 janvier 1987 donne quelques chiffres de cette offensive: "...Que rien de ceci ne soit produit (la panique des investisseurs dû à la chute du dollars depuis 85, NDLR) est largement dû à un petit phénomène connu: une drôle de chose s'est produite pour les travailleurs américains, vers la fin des années 80. Ils ont dû oublier la croissance permanente du niveau de vie et des salaires qui était supposée être la substance du rêve américain.

"La moyenne hebdomadaire de ce que gagne un ouvrier américain en 1986, était de 303 dollars; ce qui est inférieur en terme réel de 8,5% par rapport aux 120 dollars qu'il gagnait en 1970. En fait, ni les revenus américain, ni les salariés n'ont bénéficié d'une réelle amélioration dans le niveau de vie depuis maintenant au moins 20 ans. Une telle infortune n'a été constatée dans aucun autre pays en dehors de l'Afrique et de l'Amérique latine".

Dans les pays capitalistes dominants, la baisse des salaires et toutes les autres pressions exercées sur les prolétaires pour relever le niveau des profits, aura été obtenu en deux temps. Dans la première période, celle des années 70, et immédiatement après le choc de la crise, le capital a pu dévaloriser les salaires par une très forte inflation. Les économistes bourgeois, oubliant les possibilités de la concentration gigantesque de capital contrôlant les grands marchés, en avaient profité pour déclarer que le phénomène de la stagflation (récession + inflation) renversait les lois connues du capitalisme selon lesquelles la crise s'accompagne de la chute des prix. Sur la base de cette nouvelle certitude que le capitalisme d'aujourd'hui n'était plus comme celui de papa, ils se livrèrent ensuite à toutes les fantaisies intellectuelles possibles, dont le but final objectif était de faire accepter aux prolétaires de "nouvelles" formes d'exploitation imposées par les "nouvelles" formes du capitalisme (être "moderniste" ou rester "ringard", telle

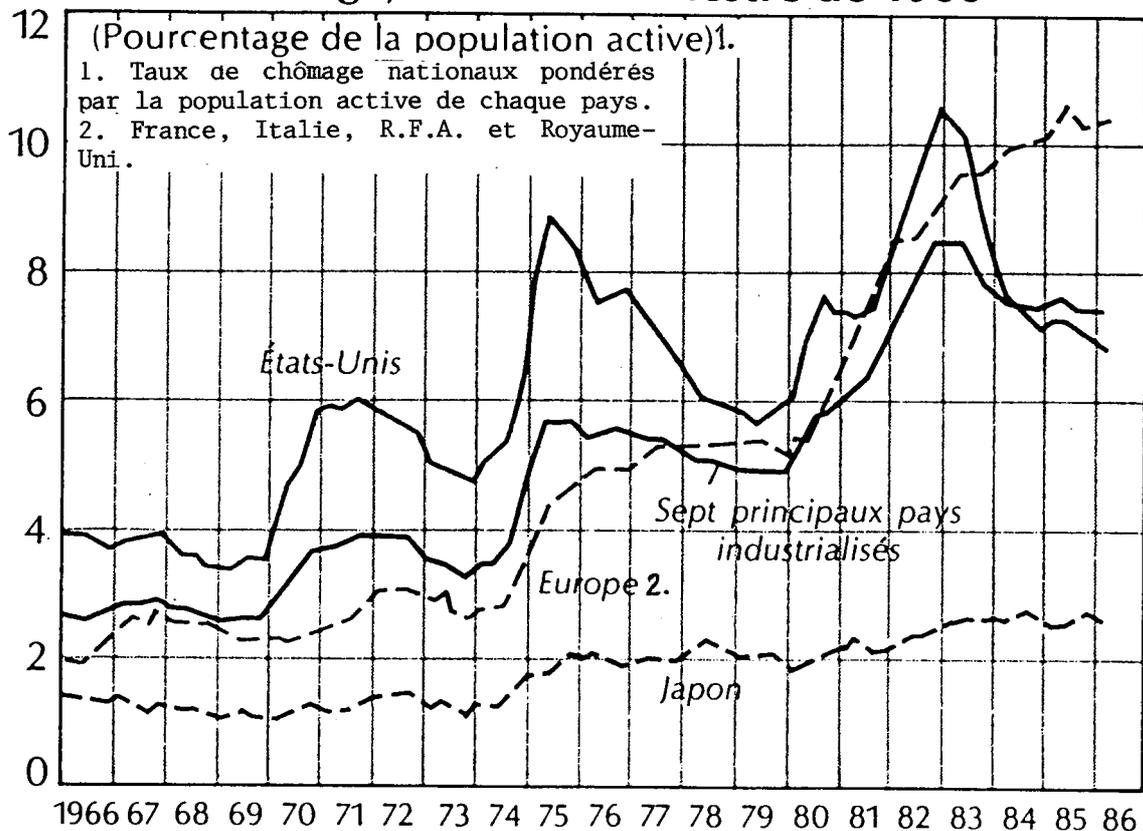
était l'alternative!)).

Dans une deuxième période, celle des années 80, le capital a pu bénéficier pleinement de l'énorme armée de réserve constituée par les prolétaires au chômage, pour bloquer et baisser le niveau moyen des salaires, y compris celui des couches privilégiées des travailleurs, pour généraliser le salaire minimum, étendre le travail précaire et au noir, accentuer le chantage à l'emploi, etc. Pour cela, l'Etat a en général eu besoin de changer le personnel politique. Là où le réformisme apparaissait incapable de "changer de vitesse", comme en Angleterre, le libéralisme pur et dur est venu faire le ménage; mais dans la plupart des cas, les sales besognes ont été confiées à ceux qui avaient la capacité de contrôler de l'intérieur la classe ouvrière (ou au moins ses organisations syndicales, d'immigration, etc.). Pour comprimer les salaires il fallait l'accord social des prolétaires et surtout il fallait que leurs réactions de défense soient étouffées dans l'oeuf. C'est donc au réformisme que reviendra le plus souvent cette tâche, qui s'inscrivait dans toute une ligne stratégique du capital.

L'offensive ne fut pas lancée seulement le temps des premières réparations, mais pour toute la durée de la crise, que la bourgeoisie savait de longue durée. Quels que soient les cycles qui se sont développés depuis quinze ans et en dépit des apparences de prospérité à chaque rebondissement du capital (1978, 1984), le capital a exercé une pression permanente sur la classe ouvrière.

Dans tous les pays de l'OCDE, et encore plus dans les pays en voie de développement, la crise a entraîné une vague de chômage que les mini-reprises de 78-79 ou 84-85 n'ont pu résorber. Au contraire, et de manière constante le chômage a suivi une courbe ascendante ininterrompue. La baisse des indices de chômage de ces dernières années est sans aucune proportion avec la montée vertigineuse de 75 à 85, elle tient d'ailleurs en partie au "traitement social" du chômage (en France avec les TUC, TIL, et autres stages de formation de toutes sortes), en fait grâce à une plus grande précarisation du travail, et au masquage du chômage par ces formules du travail au rabais que sont les "petits boulots" avec des salaires de misère, mais qui allègent les statistiques.

Principaux pays industrialisés : chômage, 1966-1^{er} trimestre de 1986



Entre le taux de chômage et le taux de croissance, on voit qu'il y a eu pour les pays de l'OCDE, et dans une

plus forte mesure encore pour les pays moins ou sous-développés, une relation en raison absolument inverse. Si l'on

prend en considération trois périodes, l'une de croissance allant de 67 à 73, la deuxième du début de la crise, allant de 74 à 80 et enfin la dernière de 81 à 86, années où se sont réalisées les plus grandes restructurations, on observe les taux moyens suivants de chômage et de croissance. Les chiffres indiqués ci-dessous concernent les 7 grands pays de l'OCDE (E.U., Japon, R.F.A., G.B., Italie, France et Canada).

ANNEES	CROISSANCE	CHOMAGE
67-73	3,85%	3,21%
74-80	2,7 %	5,43%
81-86	2,7 %	7,62%

A une baisse de 1,15% du PNB entre les deux premières périodes correspond donc une hausse de 2,22% du chômage. Pour la dernière période, le maintien à 2,7% environ du PNB, entraîne encore une hausse de 2,19% du chômage.

On comprend alors qu'après le krach boursier de 87, la bourgeoisie se sentit sérieusement inquiétée par les répercussions possibles de l'éclatement de la bulle spéculative. Elle envisageait donc des taux de croissance en dessous de 2% par an et un nouveau gonflement de l'armée de réserve. On comprend que prise de panique, elle inonda le marché financier de liquidités fraîches au risque de ressusciter d'autres démons, tel celui de l'inflation et d'un brusque emballement de l'investissement, à un moment fort peu opportun puisque le capitalisme souffre déjà du trop de capital.

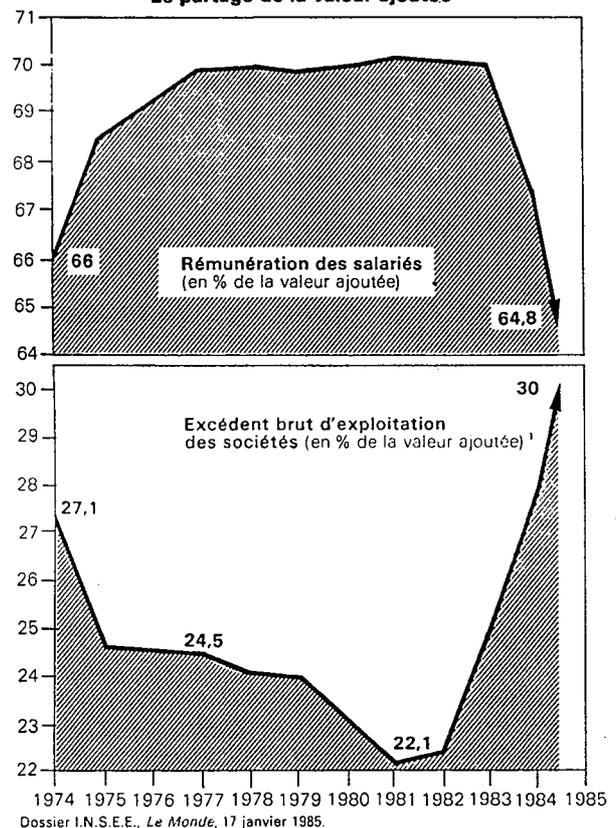
L'accroissement de la concurrence entre les travailleurs pour vendre leur force de travail, aura eu l'effet recherché par le capital, celui de baisser de manière radicale et générale le niveau des salaires réels de la classe ouvrière. Cet effet sur la valeur nominale des salaires sera en plus doublé par une inflation galopante, qui accompagna toutes les phases de crise, en 75 comme en 81. Cette inflation en pleine période de crise, que les analystes économiques bourgeois appelèrent la stagflation confirmait le degré extrêmement élevé atteint par l'impérialisme. La plupart des bourgeois, aveuglés par leur propre idéologie sur la libre concurrence, la liberté d'entreprendre, etc, affichèrent leur désarroi devant cette situation qui semblait contredire la loi classique qui voulait que les prix baissent lorsque l'offre surpasse la demande. Ils avancèrent même la stagflation comme preuve suprême de la non-validité du marxisme. Le marxisme ne fut pas seul à subir leurs atta-

ques, les théories classiques bourgeoises, à commencer par le keynésisme, furent jetées aux orties, laissant ensuite la place aux Friedmann et autres reaganomics. Le nouveau discours, qui fut aussi celui de la social-démocratie, adapté à son langage propre, signifiait aux prolétaires de ne plus compter sur les "garanties" passées. Seule la volonté individuelle et l'esprit d'entreprise sauverait le prolétaire du chômage et de la misère.

En fait jamais ne fut mieux démontré la toute-puissance de l'impérialisme, exprimant un haut niveau de concentration du capital, donc de cartellisation et de monopole. L'inflation fut donc le remède que put trouver le capital monopoliste pour retrouver ses profits. Et dans ce petit jeu de monstres, les Etats-Unis, grâce au pétrole en particulier surent tirer leur épingle du jeu mieux que tous.

L'attaque du capital sur les salaires se passe de chiffres pour être démontrée, tellement sa virulence fut subie par tous les prolétaires. Mais il est intéressant de la mesurer pour apprécier son ampleur. Cela peut se faire si on compare la part respective dans le revenu national, des salaires et des profits. Le graphique concerne la France, mais est représentatif pour l'ensemble des pays capitalistes.

Le partage de la valeur ajoutée



Dossier I.N.S.E.E., *Le Monde*, 17 janvier 1985.

1. Valeur ajoutée : ce qui est « créé » par les entreprises : Valeur des produits ou services vendus par les entreprises moins la valeur de l'ensemble des marchandises et services achetés pour réaliser la production. Ici, il s'agit de la somme des valeurs ajoutées par toutes les entreprises.

N'oublions pas de noter à propos du renversement de la tendance du rapport profits-salaires, que les conditions de sa réalisation ont été mises en place dans de nombreux grands pays capitalistes - France, Espagne en particulier - par la gauche bourgeoise, représentée par la social-démocratie et les nationaux-communistes.

Leur fonction a été, et se prolonge aujourd'hui toujours, de liquider les secteurs non compétitifs de l'industrie, donc de licencier en masse, de diminuer la masse salariale, d'augmenter la productivité du travail (notamment en introduisant à haute dose le travail de nuit pour augmenter la vitesse de rotation du capital), tout en étouffant les réactions du prolétariat grâce à l'action diluante des appareils syndicaux traditionnels, et un arsenal de miroirs aux alouettes et d'exutoires sociaux, allant de la "nouvelle solidarité" médiatique, style restaurants du coeur, à l'encadrement bien contrôlé des poussées, même confuses, de révolte des jeunes, style SOS-Racisme, ou au retour aux valeurs de l'entreprise, de la qualité d'exécution du travail, etc.

Aux Etats-Unis, la bourgeoisie, toujours plus directe, n'a pas eu besoin de l'appui de la gauche parlementaire "socialiste" pour faire pression sur les salaires. Le "Monde Diplomatique" de novembre 88, rejoignant ce que nous disions plus haut, relevait que le salaire moyen du travailleur américain avait baissé de 17% depuis 73! En 85, on comptait 7 millions de pauvres officiels de plus qu'en 78, et en 82, il y avait 34,4 millions de pauvres recensés.

**L'OBJECTIF DU CAPITAL NE CHANGE PAS:
MAINTENIR LA PRESSION
SUR LA CLASSE OUVRIERE**

L'offensive du capital ne se déploie pas de la même manière dans les pays impérialistes et dans les pays de la périphérie, plus faibles et vulnérables aux secousses de la crise. Autant dans les premiers, la bourgeoisie a pu agir de manière différenciée, par petites touches, et "en douceur", autant dans les seconds les attaques ont été directes et brutales, obligeant la bourgeoisie à alterner dictature et démocratie pour contraindre le prolétariat d'une manière ou d'une autre à se plier aux exigences du capital.

Dans les centres impérialistes, nourris par des décennies de domination mondiale et de pillage, l'Etat a eu les moyens d'associer, à la politique de restructuration de l'économie, toute une série de mesures sociales destinées (même si elles étaient toutes éphémères et très partielles) à rendre socialement possible les grandes vagues de licenciements.

Pour épargner au capital le coût **non contrôlé** des luttes ouvrières, l'Etat a fait miroiter un petit pécule misérable aux immigrés pour acheter leur retour au pays, a organisé de vastes campagnes en faveur du recyclage professionnel miraculeux, a (très temporairement!) versé des indemnités de chômage plus fortes pour les licenciés économiques, a renfloué la caisse des secteurs d'industrie en perdition pour qu'ils puissent présenter des "plans sociaux" suffisamment alléchants pour diviser et tromper les ouvriers, etc.

La bourgeoisie a pu ainsi retirer **graduellement** et presque **imperceptiblement** les garanties passées du prolétariat; elle a pu ainsi briser toutes les contraintes qu'elle devait respecter en vertu de conventions ou de lois sociales anciennes, pour faire place progressivement à l'**individualisation**

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale.

Manifeste
du Parti Communiste
International. 1981.

COMMANDE A
Editions Programme

généralisée pour tout ce qui touche aux conditions d'embauche, de travail et aux prestations sociales de l'Etat. Petit à petit l'Etat-Providence s'est effacé pour faire place à un libéralisme facilitant pour le capital les conditions d'exploitation de la force de travail.

Il est évident que les pays moins développés, à l'Ouest comme à l'Est, n'ont pas eu la force économique de payer le prix de la paix sociale. La Pologne n'a jamais eu un seul zloti à faire miroiter aux prolétaires pour les contraindre de bon gré à abandonner le terrain de la lutte immédiate classiste et à se soumettre tête baissée au diktat du capital.

La chute du pouvoir d'achat des prolétaires des pays de la périphérie a donc été beaucoup plus brutale et partait d'un niveau de vie déjà très bas. Les prolétaires n'ont pas "bénéficié" de l'effet retardateur et calmant des amortisseurs sociaux que leur bourgeoisie était bien incapable de s'offrir. Ils ont donc essuyé directement les coups, et dès les premières grandes offensives du milieu des années 70, ils ont réagi aussi directement contre ces attaques, par la lutte dans les usines et dans les quartiers.

Le spectre de la faim, que les bourgeois nous disait hanter seulement quelques arrières contrées desservies par la nature, en Afrique ou en Asie, est réapparu dans tous les pays de la périphérie, mêmes les plus développés. Les émeutes de la faim n'ont pas tardé à se produire, chez les plus pauvres d'abord, mais ensuite rapidement dans les pays les mieux lotis, comme le Vénézuéla ou l'Argentine il y a un an.

Malgré toutes les barrières que le réformisme politique et syndical a pu dresser depuis si longtemps comme obstacles à la lutte de classe directe et collective, avec le recul historique des luttes qu'elles ont provoquées, la classe ouvrière des pays avancés ne reste plus indifférente aux attaques incessantes du capital. Depuis peu toutes une série de grève, dont la portée générale est encore très limitée, ont marqué une première tentative de secouer la chape de plomb de l'immobilisme (En France notamment avec des grèves dans les grands secteurs industriels et la fonction publique). D'une manière quasi unanime, l'objet de revendication de ces mouvements de lutte, qui se sont donnés souvent leurs propres directions en dehors du giron des bureaucraties syndicales, fut la question des salaires. Les revendications qui sont apparues exprimaient en elles-mêmes la pression

subie durant les années passées.

Dans toutes leurs luttes, les prolétaires se sont toujours trouvés face à un patronat particulièrement arrogant et ferme sur ses positions. Les marges de manoeuvre du capital dans la concurrence internationale, même si les profits sont en hausse, restent toujours aussi étroites, les positions sur les marchés étant toujours instables et le capital vivant toujours sur une montagne de dettes toujours plus imposante. Toute la politique salariale de la bourgeoisie aura donc été ces deux dernières années de continuer à faire pression sur les salaires, tout en lâchant quelques miettes à certaines catégories, pour faire illusion sur ses intentions et ses pratiques réelles.

L'OCDE déclare à ce propos que: **"...la pression des salaires pourrait s'accroître plus que prévu au cours de l'année à venir. Il est compréhensible que les travailleurs s'attendent à partager les fruits de la croissance de ces dernières années, et les employeurs, qui voient monter leurs chiffres d'affaires et de bénéfices, pourraient se montrer moins réticents face à ces revendications. Mais une progression accélérée des salaires nominaux affaiblirait les facteurs qui ces dernières années, ont soutenu l'élan de la croissance"** (Perspective économiques de l'OCDE. déc. 1989).

En clair cela signifie que le moment n'est toujours pas venu d'augmenter les salaires réels. Au pire il faut les bloquer, au mieux pour le capital, il faut les baisser.

L'offensive se poursuivra donc non seulement sur la question fondamentale des salaires, mais aussi sur tous les domaines ayant une répercussion directe ou indirecte sur la productivité du travail.

Cela signifie l'intensification des rythmes de travail, un encadrement de la maîtrise plus serré, un embrigadement idéologique à l'effort de production (avec des gadgets comme les cercles de qualité par exemple), une pression maintenue et renforcée sur l'absentéisme, un chantage sur l'emploi et une extension de la flexibilité de l'horaire de travail.

La récente décision du gouvernement suédois de bloquer les salaires jusqu'au 31 décembre 1991 et d'interdire la grève, confirme que l'offensive du capital contre la classe ouvrière n'est pas terminée. Quel que soit le sort qui sera finalement réservé à ce projet de loi, il montre sans aucun doute que la bourgeoisie est capable d'aller encore

plus loin dans ses exigences vis-à-vis des prolétaires. La Suède, "paradis du travailleur", montre l'exemple à ses congénères d'ailleurs, d'Ouest et d'Est.

* * *
* * *
* * *

Nous avons abordé dans cet article les quelques grands traits qui ont dessiné la période des quinze dernières années: rupture totale avec la grande période d'accumulation capitaliste qui a suivi la deuxième guerre impérialiste mondiale; confirmation donc du rôle des guerres impérialistes, celui de détruire une grande partie des forces productives et redistribuer les marchés selon le nouvel état des forces militaires et économiques surgit du conflit; domination incontestée de l'impérialisme américain puis remise en question de sa toute puissance économique et financière par la montée en puissance des deux vaincus de la guerre, l'Allemagne et le Japon; renforcement de la zone de marché du Pacifique avec l'apparition des "nouveaux pays industriels", mais aussi, facteur important de déséquilibre; fin de la courbe historique des luttes de libération nationale.

Puis avec la suraccumulation de capital, surgirent les problèmes: crises simultanées des capitalismes en 1974; tentatives de relance en surexploitant les marchés fragiles des pays moins développés (de l'Amérique latine à l'Afrique en passant par l'Est européen) et constitution d'une dette mondiale gigantesque, incapacité du capital à retrouver ses taux d'accumulation (même avec les grandes restructurations industrielles); relance finalement par une offensive généralisée sur la classe ouvrière, que le réformisme rendra socialement possible.

Au niveau des rapports inter-capitalistes, ce qui caractérisa cette période, dans les premières années de la crise, ce fut d'abord ce que l'on a appelé la mise en phase des économies de tous les capitalismes nationaux. Cette mise en phase des économies, qui se caractérisa par la chute de toutes celles-ci en même temps (alors qu'en haute conjoncture elles suivaient des courbes décalées les unes des autres) put se dénouer grâce aux capacités plus fortes de certains impérialismes, Japon en premier, de se redresser. Mais elle se mua dans les années 80 en une accélération des déséquilibres entre les grands impérialismes. Le Japon et l'Allemagne

accumulèrent les succès aux dépens des Etats-unis devenus un Etat importateur net de capitaux, et vivant ainsi financièrement sur le dos de ses principaux concurrents, Japon toujours en tête.

A ce déséquilibre mondial se superpose l'endettement général de l'économie des pays en développement, mais aussi et surtout l'endettement des pays développés, et pas seulement des E.U. qui ne sont qu'un cas extrême d'une tendance générale, qui rend plus destructrice encore toute incapacité du capital à assurer sa valorisation.

La crise capitaliste aura eu comme effet de bouleverser la hiérarchie des puissances économiques et financières de l'impérialisme, mais son effet ravageur ne s'arrête pas là. Il atteint aussi les économies dites "socialistes", et par conséquent les liens qui unissaient l'empire russe. Le marché de l'Est est donc à prendre par les plus offrants, au moment même où l'Europe tente d'unifier son marché intérieur pour en faire un marché à l'américaine.

L'Europe se trouve de nouveau prise dans le tourbillon des alliances et des rapports de force. L'Allemagne, qui agit à toute allure à l'Est, fait revivre le spectre d'autrefois d'une Europe centrale forte et dominante.

Dans cette nouvelle valse de l'impérialisme, comment réagiront américains et russes, anxieux devant une Europe qui leur échappe?

A ce propos, la rencontre à Malte de Reagan et Gorbatchev et la course poursuite déclenchée par les douze pour prendre position sur la question de l'Europe de l'Est avant les deux grands n'est pas seulement un réflex politique, mais est l'expression prise à ce moment-là de l'accentuation des tensions entre ces trois groupes impérialistes.

Mais dans le jeu des rapports de force, il ne faut pas oublier la Chine, qui bien que très arriérée par rapport aux super-puissances impérialistes, reste un potentiel d'accumulation formidable pour le capital et une puissance dont le poids militaire dans la région est loin d'être négligeable. La répression des luttes ouvrières et de la place Tien-An-Men, en mai, n'auront refroidi que pour un moment les relations commerciales avec la Chine. Les 1250 millions d'habitants en l'an 2000, font toujours gamberger les capitalistes, car ils sont un immense réservoir de forces de travail à bon

marché, et de l'émergence d'une bourgeoisie et petite-bourgeoisie plus large, peut naître un marché fructueux.

Le capitalisme mondial a toutefois montré sa capacité à surmonter les crises auxquelles il se trouve confronté depuis quinze ans. Mais il ne l'a pas fait en éliminant les causes de la suraccumulation mais en repoussant leurs conséquences directement visibles à plus tard et en amorçant ainsi toujours plus de bombes à retardement pour l'avenir.

Dans ce processus de fragilisation permanente du capital, il est un autre facteur que nous devons aussi analyser. C'est celui de l'évolution de la lutte de classe à travers le monde. La lutte du prolétariat ne s'invente, ni ne se décrète. Elle est une réaction aux offensives capitalistes et ne peut être indéfiniment muselée par la répression directe dans certains cas ou par les illusions de la démocratie pour dans les autres cas.

Les différentes vagues de luttes ont ponctué ces années de crise capitaliste, en Amérique latine, dans tout le Maghreb, en Afrique du Sud, mais aussi en Afrique noire, dans les nouveaux centres d'accumulation capitaliste de l'Asie comme la Corée, sans compter les grèves dont on parle peu, comme en Inde par exemple.

Mais la poussée ouvrière s'est aussi rapprochée des centres impérialistes notamment avec les formidables luttes en Pologne et maintenant dans tout l'Est européen (même si la bourgeoisie préfère parler de l'action des intellectuels roumains, plutôt que de celle des ou-

vriers menaçant de faire sauter leur usine si la Securitate intervenait). En URSS, ont eu lieu de gigantesques grèves, dont nous avons parlé dans notre presse, qui, bien que sans autre direction politique que celle des démocrates ou des nationalistes, montrent à l'Etat de Gorbatchev que la pérestroïka, qui exige le licenciement de millions de prolétaires, ne sera pas de tout repos.

Loin de perdre en intensité, la pression du capital sur les prolétaires du monde entier, le contrôle et la répression de l'Etat bourgeois, ne feront que se renforcer.

Mais c'est des réactions du prolétariat aux offensives permanentes du capital, que nous attendons les bases objectives la constitution d'un réel mouvement de classe, dépassant ses tâches immédiates, se reliant à son programme politique qui est révolutionnaire, et dont l'objectif unique est la destruction de l'ordre capitaliste international.

(1) Les accords monétaires de Bretton- Woods ont été conclus en juillet 1944, en présence de 44 nations, alors que la guerre n'était pas encore terminée mais où son issue ne laissait plus aucun doute. Ces accords établissaient une parité entre les monnaies et l'or, que seuls les E.U. pouvaient alors assurer. Mais ils consacraient surtout le dollar comme monnaie internationale et de ce fait ils conditionnaient les futurs équilibres monétaires à l'impérialisme américain.

* * * * *

LA GUERRE IMPERIALISTE DANS LE CYCLE BOURGEOIS ET DANS L'ANALYSE MARXISTE (II)

10. CAPITALISME ET MILITARISME

Avant de traiter les problèmes de la lutte prolétarienne contre le militarisme bourgeois et contre la guerre impérialiste, il nous faut revenir sur l'argumentation développée jusqu'ici.

Nous avons accordé une grande place au rôle du militarisme et de la guerre dans la genèse même du mode de production capitaliste. Cette notion, déjà présente chez Marx comme un des piliers de la doctrine communiste, a été par la suite vigoureusement reprise par Rosa Luxemburg lors de sa splendide bataille contre le révisionnisme.

Détruisant impitoyablement le voile idyllique sous lequel l'idéologie dominante s'efforce de placer la naissance du mode de production bourgeois, elle a rétabli avec une vive clarté et une grande profondeur de vue historique le véritable sens du militarisme moderne; et, en même temps, elle a mis à nu le caractère intrinsèquement, **congénitalement** militariste du régime bourgeois:

"Dans ce qu'on appelle la période "de "l'accumulation primitive", c'est-à-dire "au début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans "la conquête du Nouveau Monde et des "pays producteurs d'épice, les Indes; plus

"tard, il sert à conquérir les colonies modernes, à détruire les organisations sociales primitives et à s'emparer de "leurs moyens de production, à introduire "par la contrainte les échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie marchande, à "transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail forcé "aux colonies. Il aide à créer et à élargir "les sphères d'intérêt du capital européen "à extorquer des concessions de chemins "de fer dans les pays arriérés et "à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts commerciaux. "Enfin, le militarisme est une arme dans "la concurrence des pays capitalistes, en "lutte pour le partage des territoires de "civilisation non capitaliste" (30).

Le capital exsude donc le militarisme par tous ses pores, dès ses premiers vagissements. Et ceux qui, devant les manifestations les plus violentes et les plus virulentes du militarisme, parlent de retour à des formes barbares, rétrogrades, en substance pré-bourgeoises, ne sont pas seulement en dehors du marxisme. Ils ne font que répéter l'apologie vulgaire des classes dominantes, position typique de tout temps et partout du révisionnisme et de l'opportunisme et qui se retrouve aussi les thèses qui voient dans le fascisme une réaction agraire et pré-capitaliste.

"C'est à tort que dans "La Vie Socialiste" du 5 juin 1905, Bernstein dit que les "institutions militaristes actuelles ne seraient que l'héritage de la monarchie plus ou moins féodale" écrit Karl Liebknecht en 1907 (31). Rien donc de nouveau sous le soleil, rien que nous devrions rectifier, rien à innover.

Militarisme et guerre sont en effet des phénomènes à ce point liés aux brumes obscures du monde féodal, à ce point incompatibles avec la rationalité lumineuse de l'ère bourgeoise, que après avoir assisté le mode de production capitaliste dans les douleurs de la venue au monde, ils accompagnent "le procès d'accumulation dans toutes ses phases historiques" (32).

Ils l'accompagnent au sens qu'ils veillent sur son développement, qu'ils l'aident sur son chemin, qu'ils le soutiennent dans ses efforts pour surmonter les difficultés, les contradictions et les crises qui se représentent périodiquement.

Nous nous sommes attardés sur le rapport qui lie accumulation et guerre, en relevant le fait que l'accumulation capitaliste trouve l'énergie et l'élan nécessaires à la reprise d'un nouveau cycle d'expansion et d'exploitation, dans les destructions à grande échelle des guerres; le fait que, pour reprendre les mots de Marx, l'économie bourgeoise est périodiquement contrainte de reconstituer par "une violente annihilation de capital"(33) les conditions nécessaires à sa propre auto-conservation. Il est bon de souligner que le résultat de notre travail est la stricte répétition de positions classiques.

Après avoir mis en évidence que "le développement des forces productives du capital (...) arrivé à un certain point empêche l'auto-valorisation au lieu de la provoquer", dans la mesure où la croissance de la population, les découvertes scientifiques et leur application à l'ensemble de la production, ne peuvent que conduire à un déclin du taux de profit moyen, Marx affirme en effet que ces contradictions provoquent des crises et des explosions au cours desquelles "à travers la suspension momentanée du travail et l'annihilation d'une grande portion du capital, ce dernier est violemment ramené au point d'où il peut continuer", au point où "il est mis en mesure d'employer complètement ses forces productives sans commettre de suicide" (34).

Il est évident que la destruction périodique de capital constant et de force de travail dans les secousses guerrières prédispose l'accumulation d'un potentiel appréciable de moyens de destruction et une préparation particulière non seulement du matériel humain à jeter sur les champs de bataille, mais aussi de toute la société. Pour remplir efficacement ses tâches, la guerre doit s'appuyer sur un militarisme qui aît atteint **auparavant** un niveau suffisant

de développement et d'intégration au sein de la société.

Il serait cependant naïf d'attribuer au capitalisme la capacité de programmer consciemment la "fabrication" de guerres toujours plus destructrices, et à plus forte raison de planifier dans ce but le développement exponentiel du militarisme et la production d'armements de plus en plus puissants et meurtriers. Le capital n'est pas attiré par le long terme; il ne s'intéresse qu'aux affaires qui se profilent sur son horizon immédiat.

Le développement du militarisme et de la production des armes dans les périodes d'entre-guerres doivent donc être considérés comme des phénomènes qui découlent de la dynamique **naturelle, spontanée**, de l'économie bourgeoise et qui à un moment donné se conjuguent au besoin d'une "violente annihilation de capital", débouché nécessaire de son cours catastrophique.

A l'intérieur de la question générale du rapport entre accumulation et guerre, il y a une question plus spécifique, celle du rapport entre accumulation et développement du militarisme; c'est-à-dire la question de la **fonction économique du militarisme** ou pour reprendre l'expression de Rosa Luxemburg, du militarisme comme "champ d'accumulation du capital" (35).

Par l'intermédiaire des impôts indirects l'Etat se donne la possibilité de payer les traitements des militaires et d'équiper les forces armées. Il est clair que si la charge de pourvoir aux besoins de l'appareil militaire ne retombait pas sur les épaules de la classe ouvrière (on sait que les impôts indirects pèsent surtout sur les travailleurs salariés), "les capitalistes eux-même en auraient la charge. Une partie correspondante de la plus-value devrait être directement assignée à l'entretien des organes de leur domination de classe; elle serait prélevée sur leur propre consommation qu'ils restreindraient d'autant, ou encore, ce qui est plus vraisemblable, sur la portion de la plus-value destinée à la capitalisation"

(36); grâce à l'extorsion que réalise l'Etat par la fiscalité, une quantité plus grande de plus-value est "libérée" et devient ainsi disponible pour l'accumulation.

Ce qui est apparent à première vue, c'est que le militarisme n'est pas un passif pour le capitalisme. Mais les choses apparaissent plus clairement si on fait une analyse plus détaillée.

On constate en effet un changement dans le rapport entre capital variable (salaire ouvrier) et produits de la Section II (moyens de consommation): "l'expression monétaire de la force de travail est alors échangée contre une quantité moins grande de moyens de consommation" (37). "(...) Il y a donc eu transformation dans la répartition du produit total: une portion des

produits destinés autrefois à la consommation de la classe ouvrière, en équivalent de v , est désormais allouée à la catégorie annexe de la classe capitaliste pour sa consommation" (38).

Quel est le noeud de la question ? Il est que le militarisme, tandis que d'un côté par les impôts indirects, il détermine une diminution de la valeur des salaires ouvriers - ainsi qu'une diminution du capital constant et variable employés dans la production de moyens de consommation de la classe ouvrière -, de l'autre il ouvre un nouveau débouché à l'accumulation par la demande de moyens militaires. Il offre ainsi une possibilité de capitalisation tant à la partie du capital variable soustraite aux travailleurs par le prélèvement fiscal, qu'aux fractions du capital constant et variable qui étaient incorporées à la section II pour produire des biens de consommation destinés aux travailleurs et qui ont été libérées en raison de la réduction de la consommation de ceux-ci, dont les limites sont fixées par la possibilité de paiement ouvrière.

Ce n'est donc pas seulement le capital obtenu par le prélèvement fiscal qui s'investit dans la production militaire, mais aussi celui qui vient de "l'allègement" du secteur qui produit les moyens de subsistance. En disant qu'une "portion des produits destinés autrefois à la consommation de la classe ouvrière... est désormais allouée à la catégorie annexe de la classe capitaliste pour sa consommation", il ne s'agit pas en effet de dénoncer qu'une partie des produits qui se trouvaient auparavant sur la table ou dans le logement des travailleurs se trouve dorénavant sur la table ou dans le logement des militaires. S'il en était ainsi, le volume de production des industries qui produisent les biens de subsistance resterait inchangé. En réalité seule une petite partie de la valeur destinée auparavant à la consommation ouvrière, est destinée à un emploi similaire. La plus grande partie de la consommation ouvrière dévorée par le militarisme et destinée à la consommation de l'appareil militaire de la classe bourgeoise, doit subir une métamorphose qui implique précisément un "allègement" des branches de l'industrie qui produisent les biens de subsistance. Pour être consommés par l'appendice militaires du capitalisme les produits doivent se présenter sous forme de mitraillettes, d'obus ou de blindés et seulement dans une petite partie sous forme de produits alimentaires ou de vêtements comme auparavant.

S'il est vrai que les fractions de salaires absorbées par l'Etat avec les impôts sont destinées à couvrir tous les frais d'entretien du militarisme, il s'en suit que la réduction du volume des moyens de subsisten-

ce produits par la Section II en équivalence des salaires, doit être supérieure à l'augmentation de la production de la même Section provoquée par la demande de moyens de subsistance de la part de l'appareil militaire. L'essentiel du budget des forces armées n'est pas consacré à l'ordinaire des troupes, ou à leur uniforme, mais à accumuler de la ferraille meurtrière pour la défense de la dictature bourgeoise. La conclusion est que le volume de production du secteur des moyens de subsistance ne peut que se réduire pour libérer des quantités correspondantes de capital constant et variable. Une masse accrue de capital se projette vers des investissements plus lucratifs et se concentre dans un mécanisme productif unique: valeur accrue de l'industrie militaire comme champ d'accumulation du capital.

Récapitulons alors les termes de cette colossale affaire;

Primo: en provoquant une diminution nette de la valeur de v (et aussi, comme nous l'avons montré, de c), le militarisme tend à contrecarrer la baisse du taux moyen de profit, donc à redonner de l'oxygène au capital à bout de souffle.

Secondo: cette magnifique "économie de frais généraux dans la production de plus-value" (39), si elle comporte une limitation de la production de moyens de subsistance en général, du point de vue du capital elle n'apparaît pas comme la perte d'un débouché, mais comme le prélude à la conquête de débouchés de loin plus rentables.

La masse monétaire transfusée des veines du prolétariat à l'Etat, comme nous l'avons vu, "commence une carrière entièrement nouvelle" (40), une fois qu'elle est concentrée dans les mains de celui-ci. Elle se fonde d'abord avec la partie du revenu soutiré par un mécanisme identique aux couches moyennes, comme la paysannerie, les artisans, etc... (41). Elle se fonde en outre avec les fractions du capital constant et variable libérées de la section II de la façon que nous avons décrite.

A la fin de cette série de concentrations un pouvoir d'achat colossal s'est matérialisé entre les mains de l'Etat. Une partie considérable et historiquement croissante de ce pouvoir d'achat est investi dans la production d'engins de guerre, ouvrant ainsi un vaste et croissant champ d'accumulation pour le capital.

"Les sommes que les paysans ou les classes moyennes auraient économisées (...) sont à présent disponibles dans les caisses de l'Etat et constituent l'objet d'une demande et offrent des possibilités d'investissement pour le capital"; ce qui, en restant dans les poches des prolétaires ou des petits bourgeois se serait nécessairement transmis en une "multiplicité et un éparpillement

des demandes minimales de diverses catégories de marchandises qui ne coïncident pas dans le temps", change maintenant complètement d'aspect en faisant "place à une demande concentrée et homogène de l'Etat" (42).

A une demande (et à une production) de biens différenciée et éparpillée, succède donc une demande unifiée et constituée de grandes masses de produits, étant donné que la "consommation populaire" demande à l'appareil productif des petites quantités de pain, de sucre, de beurre, d'huile, d'habits, etc, etc, dont l'effet sur la "faim ardente de surtravail" du capital est purement aphrodisiaque, alors que la machine militaire englutit, elle, des marchandises d'un seul type (les armes) et à dose massive. Le capitalisme, qui est par définition production de masse, s'en donne à cœur joie. D'un autre côté ne réagit-il pas à la chute du taux de moyen de profit par l'accroissement de la masse de production ? L'alternative est pour lui on ne peut plus claire: ou la joyeuse foire du réarmement, ou le lugubre carême de la crise. Même si le capitaliste individuel, ou tous les capitalistes dans leur ensemble aspirent sincèrement à la paix, **rien** en dehors de la révolution prolétarienne ne pourra les arrêter dans leur course folle vers la guerre.

Revenons sur ce que sont les **attraits** du secteur militaire aux yeux du capital. Dans la citation que nous avons faite plus haut, Luxembourg parle de la **puissance** de la demande d'armements, en opposition de la demande de moyens de subsistance fragmentée en milliers de parties qui **ne coïncident pas dans le temps**. En plus des précédents (production en grande quantité, et marchandises d'un même type), cet aspect de la production militaire a un poids déterminant. La continuité de la demande est en effet synonyme de continuité dans le déroulement du procès productif et donc de continuité dans l'afflux des profits. En changeant le type de demande, en développant la demande militaire, l'Etat soustrait le profit à la tyrannie de la "consommation populaire", le protège des ruptures de continuité qui lui seraient fatales. Grâce au militarisme il sera "soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle" et "assume une régularité presque automatique, un rythme de développement constant" (43). Tout le mécanisme de la démocratie parlementaire facilite ce processus: "C'est le capital lui-même qui contrôle ce mouvement automatique et rythmique de la production pour le militarisme, grâce à l'appareil de la législation parlementaire et à la presse, qui a pour tâche de faire l'opinion publique" (44).

Tout ce qui vient d'être dit permet de saisir que la production militaire est un secteur qui garantit au capital un **rendement élevé**. Des fractions de plus en plus conséquentes du capital social se détachent des secteurs moins rentables pour s'investir dans l'industrie militaire; la masse des profits que l'ensemble des capitalistes extorque, augmente; en même temps le taux moyen de profit augmente, conséquence directe et hautement bénéfique pour le cours économique capitaliste du contrecoup militariste sur les salaires. Alors que la saignée de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie exerce son effet **tonifiant** sur toutes les branches de l'industrialisme bourgeois, l'expansion de la production militaire entraîne dans son mouvement vertigineux tous les secteurs-clés de l'économie nationale: pour produire des armes, il faut des tours et autres machines-outils, de l'acier et autres matières premières, etc. Toute la métallurgie et la mécanique, et plus généralement tout le secteur qui produit des moyens de production retrouve une nouvelle vie.

Voilà dévoilé tout le mystère de la reprise "vigoureuse" qui caractérise les périodes d'avant-guerre, les arcanes de la transformation du cycle économique en cycle de guerre. Mais si ce point fondamental est correctement compris, si le rôle économique du militarisme est rétabli dans ses véritables termes de puissant levier de l'accumulation capitaliste, alors est aussi démythifiée une des plus ignobles et des plus insidieuses légendes de guerre. Au même titre que la guerre, le militarisme est lui aussi une affaire pour **tous** les capitalistes et non, comme le dit la légende, utile pour quelques uns (les marchands de canon) et nocif pour les autres, les capitalistes soi-disant "pacifistes".

Luxembourg observe que "les adversaires du militarisme se réclament souvent de ce point de vue pour montrer que les armements de guerre comme investissements économiques pour le capital ne font que faire passer les profits de certains capitalistes dans la poche des autres" (45).

Cette analyse, complètement fautive du point de vue économique, caractérise les adversaires **petits-bourgeois** du militarisme. Sa fonction politique consiste uniquement à détourner la réaction de la classe ouvrière en la dirigeant sur le terrain pourri du pacifisme, sur le terrain de l'opposition débile entre capitalistes-fauteurs de guerre et capitalistes humanistes, le terrain sur lequel les représentants de la bourgeoisie dominante entendent attirer à nouveau un prolétariat abusé et inconscient pour finalement le jeter encore une fois dans l'horreur fratricide de la guerre entre Etats.

11. ECONOMIE DE GUERRE CONTRE REVOLUTIONNAIRE ET ECONOMIE DE GUERRE REVOLUTIONNAIRE

La préparation de guerre s'appuie sur le développement d'une économie de guerre; celle-ci est fondée sur la sur-exploitation des ouvriers, sur la dévalorisation de la force de travail, sur la paupérisation non seulement relative, mais **absolue** du prolétariat et des couches inférieures des classes moyennes, comme nous venons de le voir.

Bourgeois et social-impérialistes s'essouffent à vanter les délices réservés aux travailleurs; ils peuvent se démener tant qu'ils veulent pour démontrer qu'une partie de l'armée industrielle de réserve peut être réabsorbée dans l'expansion des industries d'armement. Reste le fait que le développement d'une industrie de guerre est simplement **impossible** sans toucher la consommation, et donc sans réduire de façon drastique le niveau de vie des masses populaires en général, et de la classe ouvrière en particulier. Reste le fait, bien plus puissant que tous les discours qui pleuvent sur les prolétaires du haut des parlements, des associations patronales, des bureaux politiques des partis démocratiques ou des organisations syndicales, que l'économie de guerre a pour rhos d'ordre: **Manger moins ! S'Habiller plus mal ! Produire davantage dans l'intérêt supérieur de la Nation et de ses armées ! Obéir sans discuter !**

Il est indéniable que certaines entreprises qui périssent peuvent être "sauvées" par la reconversion dans la production militaire, et qu'en raison du développement impétueux de cette branche de l'industrie, certains chômeurs peuvent retrouver du travail. Mais tout cela n'est possible qu'à cause d'une détérioration draconienne du niveau de vie de la masse du prolétariat, de **l'ensemble** des travailleurs.

Trop souvent les travailleurs conscients résolus à défendre les intérêts matériels de leur propre classe doivent entendre dans les mégaphones la voix du bonze syndical les accuser d'être "corporatistes". Ils retournent avec raison cette accusation contre ceux qui la lancent, parce que ce sont les responsables des syndicats tricolores qui sont corporatistes en mettant en avant la défense d'intérêts ouvriers limités, circonscrits à des groupes privilégiés de travailleurs, liés à la santé de l'entreprise et aux vicissitudes des profits patronaux. Mais l'accusation lancée contre les "extrémistes" contient un autre poison, dans la mesure où elle témoigne d'un rapport de parenté avec les méthodes et les postulats de l'extrême-droite fasciste. C'est pourquoi il est intéressant de relever que lorsqu'évolue le réformisme politique et syndical, en liaison avec l'évolution militariste et belliciste de l'économie bourgeoise, vers des positions ouver-

tement social-impérialistes, il adopte entièrement la rhétorique fasciste en faveur de l'industrie militaire, source de travail et de bien-être pour les prolétaires. Fascistes et social-impérialistes agissent tous deux pour défendre les intérêts immédiats de groupes limités de travailleurs aux dépens des intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière. Illuminés par les lueurs de l'économie de guerre, les deux corporatismes, celui réformiste et celui fasciste, avancent **la main dans la main**.

Pour les champions de droite ou de gauche de l'économie de guerre, le leit-motiv est: **Austérité et Discipline avant tout!** La discipline à partir des usines militarisées doit irradier sur toutes les entreprises et tous les lieux de travail pour aboutir à une militarisation générale de la vie sociale. L'austérité doit être d'autant plus stricte et rigide que le stockage des matières premières et des biens de consommation pour les forces armées est synonyme de hausse générale des prix (46).

Mais la signification contre-révolutionnaire de l'économie de guerre **bourgeoise** ne réside pas tant dans ses répercussions immédiates sur la classe ouvrière, mais dans le fait que son point d'arrivée est le maudit "bain de jouvence" du capital dans la guerre impérialiste qui lui ouvre la possibilité d'une nouvelle expansion, d'un nouveau cycle d'exploitation à une échelle élargie, d'une période supplémentaire d'esclavage, encore plus odieuse que la précédente.

D'autant plus que, du point de vue de son contenu **immédiat**, l'économie de guerre **bourgeoise** n'est pas très différente de l'économie de guerre révolutionnaire. Notre économie de guerre implique elle aussi le contingentement et la compression des consommations ouvrières, au nom de la priorité à la lutte contre les armées blanches mises sur pied par la réaction bourgeoise intérieure et internationale. Du point de vue économique, ces mesures n'ont absolument rien de communiste, comme la Gauche l'a répété de nombreuses fois.

"Le Communisme de guerre n'est pas un trait particulier de la Russie ou de 1917: il est universel et ancien; il a existé dans toute cité assiégée: de la même façon que l'entretien de l'armée, surtout d'une armée moderne, se fait selon une formule d'économie collective et non individuelle (...), de même dans une cité assiégée le marché est remplacé par le rationnement: les rats capturés dans les égoûts de Paris en 1870-71 n'étaient pas cotés en bourse mais se répartissaient en nature. Communisme de guerre: Non parce qu'il y avait des communistes au pouvoir qui rêvaient de mettre Marx en pratique, mais parce que la

Russie, réduite à un moment à un cercle de 200 km de diamètre autour de Moscou, était comme une cité assiégée. Soldats et citoyens devaient manger: des groupes d'ouvriers et de soldats rouges allaient dans les campagnes et prenaient le grain là où il se trouvait, au mieux contre un bon. Pendant la dernière guerre Hitler a fait quelque chose dans ce style et les américains aussi, de façon plus hypocrite, en imprimant du papier monnaie" (47).

Cette compression de la consommation populaire, qui se fait sous l'apparence de la distribution communiste, répond à l'exigence d'assurer à l'armée rouge ses fournitures en armes et moyens de subsistance.

On peut donc voir que le mécanisme dont use la dictature ouvrière est très ressemblant à celui qui caractérise l'économie de guerre bourgeoise. Il n'est cependant pas identique. Et la différence ne réside pas dans le fait que l'économie bourgeoise s'acharne sur la consommation ouvrière, qu'elle exige des sacrifices plus grands; en effet les conditions mêmes dans lesquelles se déroule la lutte armée entre le prolétariat victorieux et les forces coalisées de la réaction bourgeoise intérieure et internationale, sont telles qu'elles contraignent l'Etat ouvrier à exiger des sacrifices et des souffrances plus grands encore que celles infligées par l'économie de guerre bourgeoise. La différence réside plutôt dans le fait que notre économie de guerre se tourne vers les autres classes avec une inflexibilité sans aucune mesure avec celle des Etats bourgeois. Lénine disait: on réquisitionne ce qui reste après que le paysan et sa famille se soient rassasiés et même avant qu'ils aient fini de manger à leur faim (48). La hache du pouvoir révolutionnaire s'abat sans ménagement sur la consommation des classes possédantes, ce que ne peuvent faire les Etats bourgeois non pour des raisons économiques, mais pour des raisons de conservation sociale.

L'économie de guerre révolutionnaire n'est cependant pas uniquement spoliation des catégories bourgeoises urbaines et rurales pour alimenter les villes et le Front; elle signifie aussi des sacrifices pour le prolétariat, plus importants encore que ceux imposés par la guerre impérialiste.

Où les ouvriers trouvent-ils l'énergie nécessaire à cet effort titanesque? Voilà une question insoluble et incompréhensible pour la mentalité bourgeoise, pour le calcul mesquin de la recherche du profit individuel et immédiat.

Pendant la guerre impérialiste les ouvriers sont contraints de souffrir pour une cause qui n'est pas la leur, mais celle de leur bourgeoisie en lutte contre une

bourgeoisie étrangère. Dans le cas de la guerre et de l'économie de guerre révolutionnaire, ils souffrent peut-être davantage, mais pour eux-mêmes; pour eux-mêmes, non comme individus, mais comme classe. Ils défendent un pouvoir qui est le leur, non parce qu'ils en tirent un avantage concret immédiat en tant qu'individus, mais parce qu'il appartient à leur classe, parce qu'il est le poste avancé d'une force qui tend à subvertir toute la planète.

Défendre le pouvoir rouge contre l'attaque concentrique, simultanée de toutes les bourgeoisies étrangères unies à la bourgeoisie intérieure, signifie en effet défendre la possibilité d'étendre la révolution au monde entier. Ce qui est en jeu n'est pas l'intérêt immédiat, mais l'intérêt historique de la classe ouvrière. Les ouvriers défendent dans le présent leur avenir. Ils ne combattent pas pour arracher quelques concessions dont ils pourraient profiter ici et tout de suite mais ils luttent pour couper le plus vite possible la gorge du capitalisme, pour ouvrir la voie à un monde sans marchandises, sans argent, sans travail salarié et compte en partie double, un monde où l'Espèce humaine pourra enfin commencer à exister.

C'est de la grandeur de ses objectifs que le prolétariat tire l'énergie nécessaire pour supporter les privations et les sacrifices qui, sinon, l'écraseraient.

La question de l'Etat a toujours été centrale pour le marxisme. Son rôle dans les crises bourgeoises, et donc dans les guerres, et son rôle dans les crises révolutionnaires et la guerre révolutionnaire doit donc être examiné avec la plus grande attention.

Pour faire face aux exigences de la guerre contre les blancs, les bolchéviks durent "mettre sur pied en toute hâte un organisme d'Etat pour réquisitionner les céréales des paysans et les concentrer dans ses mains" (49), ce que Trotsky appelle "un appareil même approximatif et provisoire", "extrêmement déséquilibré et encombré", mais centralisé et de ce fait qui "put approvisionner l'armée active en équipements et en matériel de guerre - de façon insuffisante peut-être - mais qui nous permit de sortir de la bataille non vaincus mais vainqueurs" (50).

Au primitivisme, à l'improvisation de cet appareil étatique correspondait alors son incapacité relative à faire face aux nécessités de l'économie de guerre.

Au contraire, là où l'économie capitaliste est plus largement développée, là où l'Etat a les caractères d'un appareil moderne et efficace, se trouvent les meilleures conditions pour soutenir une économie de guerre.

"Le développement de l'économie

bourgeoise et l'importance énorme prise par les organismes d'Etat qui concentrent tant de fonctions permettent à ceux-ci d'investir dans la préparation militaire des ressources financières dont ne pouvaient rêver les vieilles monarchies et les condottieres du passé."

Les ressources grâce au système fiscal moderne sont sans commune mesure avec celles tirées de la dîme ou de la corvée, grâce à la généralisation du salariat et de la production de marchandises;

"De plus les liens avec lesquels, sous le vernis de la civilisation démocratique, les Etats modernes enserrent les individus sont devenus si étroits que l'Etat peut disposer de masses énormes de soldats, en prélevant jusqu'au dernier homme valide dans la population" (51).

Nous avons montré qu'un des traits qui font de l'économie de guerre un véritable élixir pour le capitalisme est la consommation en masse et à un rythme constant de marchandises par l'appareil militaire.

Pour pouvoir représenter un débouché réel, pour être véritablement, même si c'est temporairement, une alternative à la crise, l'économie de guerre doit s'appuyer sur un appareil militaire de masse recruté par la circonscription obligatoire et donc sur un pouvoir d'Etat fort et centralisé capable de réaliser le type de mobilisation qui satisfasse les exigences du régime bourgeois.

L'économie de guerre implique en outre une réorganisation de tout l'appareil industriel et de toute la vie économique de la nation en fonction de la production militaire et des besoins d'approvisionnement des armées.

Il s'agit de contrôler et de diriger l'ensemble de la production, d'allouer et de distribuer les matières premières surtout, de façon à limiter la production "de paix", et de promouvoir au contraire la production d'intérêt militaire. Et l'organisation d'un système de contrôles multiples sur les matières premières d'intérêt immédiatement stratégique d'abord, puis d'utilité même indirecte pour le fonctionnement de la machine militaire(52) ne fait que réaffirmer le rôle central joué par les structures de l'Etat moderne dans l'installation et le développement de l'économie de guerre.

En conclusion: plus grand est le développement du capitalisme, plus grande est la centralisation économique et politique, plus grande est la force dont disposent les structures d'Etat pour organiser et contrôler totalement la société et plus profonde et plus solide est la base sur laquelle s'appuie l'économie de guerre.

Plus le monde regorge de civilisation, mieux organisée est la société plus social est l'Etat et plus écrasante est la domination du militarisme sur la société.

12. LE DEVELOPPEMENT DES ARSENAUX ET LE DECLENCHEMENT DE LA 3^e GUERRE MONDIALE

Après avoir défini les grandes lignes de l'économie de guerre, il faut observer que les délais et les rythmes d'accumulation des armements ne coïncident pas nécessairement avec les délais de maturation de la guerre mondiale. Les prémisses économiques du conflit peuvent être déjà mûres alors que l'appareil militaire n'est pas encore en état de descendre sur le terrain. A l'opposé, les arsenaux peuvent être pleins à ras-bord alors que les conditions économiques, politiques et diplomatiques du conflit ne se sont pas encore réalisées.

Ce ne sont pas les arsenaux qui sont le coefficient décisif dans le rythme de gestation de la guerre. Si terrifiants puissent-ils être, ce ne sont pas les potentiels militaires qui "font la guerre".

C'est le cours de l'économie impérialiste qui à un certain moment, "fait" la guerre. Et, s'il est vrai que l'affrontement militaire résoud provisoirement les problèmes posés par la crise, il faut cependant souligner que l'affrontement militaire ne découle pas de la récession, mais de la reprise artificielle qui la suit. Drogée par l'intervention de l'Etat, financée par la dette publique (de l'industrie militaire pour une bonne partie), la production reprend de la hauteur; mais la conséquence immédiate est l'engorgement d'un marché mondial déjà saturé, la reproduction sous une forme aigüe de l'affrontement inter-impérialiste, et donc la guerre.

A ce moment les Etats se jettent les uns contre les autres, ils doivent se faire la guerre, et ils la feraient au besoin à coup de bulldozers, de moissonneuses-batteuses ou de toutes autres machines pacifiques qu'on peut imaginer.

La phase de la précipitation finale du conflit commencera quand toutes capitales retentiront de cris d'allégresse et de chants de joie en l'honneur de la "sortie du tunnel" de la crise, et pas quand se profileront les bombes derrière les silhouettes des généraux.

Lorsque dans notre "Manifeste" de 1981 nous avons souligné que l'accélération quantitative et surtout qualitative de la course aux armements montrait que l'avant-guerre est commencée, nous n'avions pas fait de pronostics sur sa durée et nous n'avions pas non plus lié le verdict au rythme de croissance des stocks thermonucléaires

ou conventionnels. Le pouvoir de déclencher la guerre n'appartient pas aux fusils mais aux masses de marchandises invendues.

Avec la manifestation d'une première vague de récession mondiale en 1974 commence la préparation du conflit et la course aux armements s'accélère donc. Mais ce sera l'apparition d'une "vigoureuse reprise" de l'économie et une expansion pathologique du volume de la production qui dictera les conditions de la consommation des armements accumulés, c'est-à-dire la transition de l'avant-guerre à la guerre.

Les impérialistes vainqueurs du 2^e conflit sont les exécuteurs testamentaires du fascisme dont ils ont hérité la substance totalitaire et centralisatrice, en se débarrassant des formes contingentes.

Ils n'en n'ont pas seulement hérité; ils l'ont développée et portée à un niveau supérieur à l'intérieur de la forme démocratique.

Par rapport aux années 30 les coefficients de l'économie de guerre sont aujourd'hui bien plus développés: l'intervention de l'Etat dans l'économie s'est accrue de même que l'importance de son rôle d'organisateur et que l'interpénétration entre armée gouvernement et industrie. La transformation de l'économie bourgeoise en économie de guerre a donc pu connaître depuis la crise de 74 un développement plus impétueux, plus rapide et plus irrésistible que dans les années 30.

Les mêmes facteurs qui ralentissent l'évolution de la crise économique et son débouché dans la guerre, agissent pour accélérer frénétiquement les rythmes de l'accumulation des armements.

La conclusion n'est pas que la guerre éclatera d'abord; mais que lorsqu'elle éclatera, ce sera avec une puissance destructive extraordinairement accrue par la combinaison de ces deux phénomènes.

Après la victoire de la démocratie à l'issue de la deuxième guerre mondiale, la militarisation peut atteindre des niveaux beaucoup plus élevés et avec une vitesse bien plus grande, maximale aux USA, la capitale du monde libre. Le fascisme sous sa forme démocratique régnait sans partage et se vérifie, preuves à l'appui, notre formule: plus de démocratie = plus de militarisme.

13. "PLUS DE DEMOCRATIE, PLUS DE MILITARISME"

Cette brève formule résume une des thèses fondamentales de la Gauche communiste, fruit non d'impressions contingentes mais de plus d'un demi-siècle de batailles

théoriques et d'affrontements physiques:

1915: "on décrivait alors (c'est-à-dire au moment où la menace allemande sur Paris se précisait-NDLR) les nations les plus démocratiques et les plus pacifiques assaillies à l'improviste par une Allemagne autocratique et militariste, préparée depuis longtemps à la guerre, réduisant ainsi le scénario de cette horrible tragédie au cadre restreint d'une banale antithèse entre **démocratie et militarisme.**

On disait dépassée la thèse classique du socialisme international selon laquelle le militarisme est un mal commun à tous les Etats bourgeois parce que c'est la conséquence du régime capitaliste et de la concurrence industrielle et commerciale effrénée.

C'est alors que les révisionnistes nationaux du socialisme (nous rappellerons pour tous les Labriola et les Barboni) se mirent à soutenir que les causes du militarisme ne sont pas économiques, donc communes à toutes les bourgeoisies en général, mais politiques, donc limitées à certains Etats où survivent des formes sociales pré-bourgeoises, comme l'influence de dynasties, de castes féodales et militaires, etc"(53).

Le point de départ est constitué, comme toujours, par les contre-vérités que l'ennemi de classe nous lance sous la forme invariante de la révision de positions prétendues "dépassées". Et c'est dans la lutte contre ces déformations qu'est possible dialectiquement de restaurer les thèses centrales de notre doctrine, ce qui signifie les réaffirmer, les graver (selon l'expression de la Gauche) de façon encore plus nette et plus tranchée.

Qu'affirmaient donc les "thèses classiques du socialisme international" ?

Elles affirmaient que le militarisme, fruit du capitalisme, est "commun à tous les Etats bourgeois"; qu'il les frappe tous, qu'ils soient démocratiques ou non-démocratiques; qu'en sont affectés non seulement les Etats bourgeois où survivent des restes pré-bourgeois, mais également les Etats les plus avancés et les plus démocratiques.

La restauration, la réaffirmation plus nette et plus tranchée de la doctrine dans la lutte contre le révisionnisme va se traduire par la transformation de cet "également" en un "surtout": le militarisme se développe de la façon la plus virulente précisément dans les Etats les plus démocratiques et les plus civilisés.

" Les conditions du militarisme, de ce qu'il est aujourd'hui sous tous ses aspects, techniques, économiques, politiques et moraux, sont, de façon synthétique et rapide, les

suiuants: développement intense et rationnel de la grande industrie moderne; grandes ressources financières de la machine d'Etat; organisation administrative qui permette d'exploiter toutes les ressources de la nation (conscription obligatoire, système fiscal moderne); possibilité d'obtenir l'accord et le consensus de la quasi-totalité des citoyens, ce qui présuppose un régime politique libéral et la réalisation de réformes sociales" (54).

La conclusion est claire et nette:

"Il ne convient donc pas de dire: la démocratie n'est pas militariste, mais à l'inverse plus de démocratie égale plus de démocratie, plus de militarisme, plus de potentiel belliqueux" (55).

L'importance politique de cette thèse ne doit pas être sous-estimée: auparavant le philistin, l'éternel petit-bourgeois déguisé en rouge, pouvait interpréter ainsi nos positions: il y a du militarisme y compris dans les Etats démocratiques parce que malgré la démocratie le capitalisme dicte ses lois, les magnats de la Finance et de l'Industrie soutiennent les seigneurs de la guerre en bafouant la souveraineté populaire, en foulant aux pieds la démocratie, qui serait intrinséquement pacifique et pacifiste.

Réaffirmer plus nettement notre doctrine ne signifie qu'une chose: empêcher le "novateur" de service d'y toucher sans s'y brûler les doigts, lui faire rentrer dans la gorge les phrases doucereuses qui font revivre les vieux mensonges, le dénoncer pour la moindre ligne équivoque qui camouflerait le fait que dans "nos" Etats civilisés le capitalisme règne grâce à la démocratie et le fait que lorsque le capitalisme pousse sur le devant de la scène canons et généraux il le fait en s'appuyant sur la démocratie, ses mécanismes et ses rites hypnotiques.

Loin d'être la simple constatation que le militarisme moderne est accompagné de formes politiques démocratiques, notre thèse établit une relation de cause à effet: la démocratie est une condition et un facteur de la croissance du militarisme bourgeois.

Développement du militarisme et développement de la démocratie ne sont pas 2 processus parallèles, soutenus de façon indépendante par la croissance de l'industrialisme bourgeois. L'expansion de la grande industrie est la prémisse de la floraison de ces 2 phénomènes; mais ces 2 phénomènes ne sont pas indépendants; ils ne sont pas "parallèles" mais "en série", dans le sens qu'à égalité de développement industriel, de puissance financière de l'Etat, et d'efficacité administrative,

"un régime démocratique favorise la préparation et le succès de la guerre" (56).

Deux guerres mondiales et d'innombrables conflits qui ont rythmé les 40 ans de "paix" impérialiste sont là pour démontrer la justesse de notre argumentation et pour démolir "le binôme cher à la rhétorique bourgeoise banale qui associe despotisme et puissance guerrière, autocratie et invincibilité et décrit les Etats libéraux modernes comme pacifiques et désarmés, inadaptés à la guerre à outrance" (57).

Premier conflit mondial: démocratie et efficacité militaire vont de pair.

"France, Angleterre, l'Italie elle-même, puis l'Amérique, pays réputés de liberté et de gouvernement parlementaire, traversent la guerre pratiquement intacts et avec des avantages et des conquêtes" alors que les Etats despotiques se désintègrent sous les coups des défaites militaires et de l'effervescence interne; "la première à céder sera la Russie et la suivront les "féodales" Allemagne, Autriche, Turquie" (58).

Sur les Fronts de 14-18 une première sentence est donc émise: ce sont les brebis démocratiques aux griffes d'acier qui l'emportent sur les Etats despotiques.

Deuxième conflit mondial: l'histoire répète la même sentence. Les puissances fascistes d'Allemagne et d'Italie, sont écrasées en même temps que le Japon impérial par la supériorité des armées qui hissent l'emblème de la Liberté. Qu'on compare le Japon atomisé à l'Amérique intacte, les dommages limités subis par la France et l'Angleterre dont les territoires n'ont pas connu l'efficacité anihilatrice qui raya Dresde de la carte ni le dépeçage du territoire allemand. Et du côté des vainqueurs, la seule puissance à sortir éprouvée et meurtrie de la guerre a été la Russie, la seule puissance au régime politique interne non démocratique. Les jupes de Marianne l'emportent sur les moustaches de Staline...

L'existence d'un régime démocratique permet à l'Etat une plus grande efficacité militaire car il permet de potentialiser au maximum tant la préparation de la guerre que la capacité de résistance du pays en guerre.

La victoire en effet ne dépend pas seulement du potentiel économique mis en jeu. La victoire des démocraties en 45 n'est pas à attribuer exclusivement à leur supériorité industrielle et financière.

"En 1939, l'Angleterre et les Etats-Unis avaient déjà, contrairement à l'Allemagne, une économie de guerre planifiée" (59). Nous avons rappelé l'effet tonifiant

sur l'économie américaine des dépenses militaires en 1938 (60). Des "études récentes" (61) "ont montré que l'Allemagne à cette époque ne s'était pas réarmée en vue d'une guerre générale, comme c'est devenu un lieu commun de le croire, mais qu'elle tirait la doctrine du **Blitzkrieg** (guerre éclair sans grande usure de moyens) du fait matériel d'avoir une armée qui, au delà des apparences d'un nombre énorme de troupes, était basée sur des productions normales de temps de paix"; ce ne sera qu'à partir de 1942 qu'elle pourra être alimentée par une véritable économie de guerre (62).

Le second facteur de succès des Etats démocratiques dans la deuxième guerre mondiale, la capacité de résister sur une longue période, peut être illustré par le fait que Churchill pouvait se permettre de promettre aux anglais "du sang et des larmes", alors que Hitler et Mussolini devaient avoir recours à la démagogie de victoires faciles et de promenades militaires sans douleurs. Mais il peut se constater aussi dans le fait historique irréfutable de l'apparition de la guerre de partisans dans les territoires contrôlés par les nazis, mais jamais dans les territoires contrôlés par l'occupant démocratique; il y a eu une résistance en France, en Italie du Nord, etc, mais pas en Allemagne envahie ou en Italie du Sud occupée par les anglo-américains. Même si leur valeur militaire était faible, les forces des partisans agirent comme moyen de pression auxiliaire capable de favoriser la désagrégation des armées d'occupation et de s'opposer à la tendance des populations civiles à collaborer avec celles-ci; elles furent donc un élément de force dans le cadre d'un affrontement militaire à outrance.

Les guerres locales qui se sont déroulées depuis 45 n'ont pas infirmé l'efficacité militaire des régimes démocratiques: Israël, avec ses victoires foudroyantes sur les diverses coalitions arabes est la démonstration vivante de l'indissolubilité du lien entre démocratie et militarisme; tandis que la défaite de la dictature argentine devant la très démocratique Angleterre lors de la guerre des Malouines illustre de façon éloquente l'efficacité du régime parlementaire. Certes la Grande-Bretagne a un appareil industriel nettement supérieur à celui de l'Argentine; mais la réussite d'une opération militaire conduite dans des conditions logistiques très défavorables, à des milliers de milles de distance de leurs bases met en relief la parfaite efficacité militaire du "berceau de la démocratie moderne". Et les manifestations de défaitisme en Argentine ont fait ressortir par contrecoup l'unanimité guerrière en Angleterre, dans une situation où la vague chauvine pouvait trouver bien moins de justifications à Londres qu'à Buenos-Aires.

14. CARACTERES DU MILITARISME BOURGEOIS

Les raisons de l'efficacité militaire supérieure des régimes démocratiques sont liées au mécanisme de fonctionnement du militarisme moderne, c'est-à-dire du militarisme bourgeois.

"Le militarisme - dit avec raison Liebknecht(63)- n'est pas un phénomène spécifique du capitalisme. Il est plutôt un aspect propre et essentiel de toutes les formations sociales de classe, dont le capitalisme n'est que la dernière"(64). Etant donné que dans le militarisme "s'exprime de la façon la plus vigoureuse, la plus concentrée et la plus exclusive l'instinct de conservation nationale, culturelle et de classe, c'est-à-dire le plus élémentaire de tous les instincts"(65), et étant donné que cet instinct se manifeste de façon différente selon le type de domination de classe dont on veut assurer la conservation, il s'en suit que "le capitalisme, de la même façon que toute autre formation fondée sur la division de la société en classes, développe son propre type de militarisme" (66).

Dans la société antique "les armées étaient beaucoup moins nombreuses, elles étaient formées en grande partie par nécessité technique de vétérans, tous volontaires ou mercenaires; les recrutements forcés étaient limités, épisodiques et beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui. La grande partie des travailleurs était laissée aux champs et à leurs métiers; faire le soldat était une profession ou une libre décision; on ne connaissait pas les énormes masses d'aujourd'hui et les carnages des batailles livrées avec les armes modernes. Les invasions barbares elles-mêmes étaient des migrations de peuples qui se déplaçaient avec familles, armes et instruments de travail pour s'emparer de terres fertiles dans l'intérêt de tous, même si cet intérêt était garanti par la force brute. Le soldat moderne, lui, quand il survit à guerre victorieuse, retourne après la victoire à sa vie habituelle d'exploitation et de misère, probablement aggravée, et à sa famille qu'il avait du abandonner au maigre soutien de l'Etat.

Les guerres de l'époque féodale étaient aussi différentes. Les seigneurs portaient personnellement les armes et risquaient leur vie, suivis par quelques milliers d'hommes en armes pour qui la guerre était un métier, avec les risques inhérents à tout métier" (67).

C'est la masse de la production, avons nous vu plus haut, qui dans la dynamique du régime bourgeois, impose à un certain point la destruction en masse d'installations, de moyens de production, de produits et d'hommes "excédentaires", et donc la guerre comme phénomène de masse ou, comme on dit, la guerre du peuple.

A la différence du militarisme des époques pré-capitalistes où la règle était l'armée de métier et le recrutement volontaire, le militarisme bourgeois, pour des raisons qui s'identifient avec le mécanisme intime de l'économie capitaliste, se caractérise par la conscription obligatoire qui permet à la guerre moderne d'aspirer "jusqu'au dernier homme valide de la population". Cette conscription obligatoire est synonyme du recrutement et de l'armement généralisé de tout le peuple qui, après avoir été introduit par la Convention en France au lendemain de 1793, a été systématiquement adopté par tous les Etats modernes.

"A la phase du développement capitaliste correspond le mieux l'armée fondée sur la circonscription générale, une armée tirée peut-être du peuple; pas une armée du peuple, mais une armée contre le peuple ou une armée qui est toujours davantage manipulée dans cette direction" (68).

C'est une erreur due aux suggestions de l'idéologie bourgeoise de voir dans les récents développements du militarisme impérialiste une tendance à remplacer la conscription générale par des armées de professionnels. Les classes dominantes actuelles peuvent bien rêver tant qu'elles veulent à une telle solution; elles ne peuvent ni ne pourront jamais l'adopter. Elles sont contraintes à avoir recours en cas de guerres et d'autant plus lors de guerres généralisées, à l'armement général de tout le peuple, seule forme de recrutement qui répond efficacement au besoin de destruction à grande échelle des guerres modernes.

Il serait puéril de croire qu'un nombre réduit de soldats de métier pourrait décider du sort d'un conflit mondial en pressant sur des boutons et en détruisant à coups de bombes atomiques les territoires ennemis, ce qui rendrait inutile aussi bien les armes conventionnelles que les masses humaines de l'infanterie.

Qui contrôlera les territoires et les populations vaincues après la première vague de projectiles nucléaires lancés de chaque côté du Front ? Ce seront encore les troupes d'infanterie qui devront se disputer à coups de fusils et au corps à corps des zones de territoires calcinés et qui devront pourrir encore une fois dans les tranchées.

La prochaine guerre sera le contraire de cette guerre livrée en quelques jours

par une poignée de surhommes enfermés dans des bunkers bourrés d'électronique que l'idéologie vulgaire de la classe dominante se plaît à imaginer et à faire imaginer. Les têtes nucléaires ne serviront qu'à ouvrir la voie à une guerre de position et à une infanterie plongée jusqu'au cou dans la boue radio-active.

La dynamique du développement de la technologie des armements a de plus toujours montré que la découverte d'armes offensives nouvelles conduit à la prolifération de dispositifs pour les neutraliser et à son tour de nouveaux dispositifs pour neutraliser les premiers... Ce qui conduit inévitablement à la multiplication du matériel humain nécessaire à l'utilisation des armements. Il y a enfin des raisons politiques qui imposent de toute façon d'enrégimenter et de contrôler militairement les masses humaines destinées au massacre.

En conclusion, les fameux "professionnels" de la guerre ne doivent pas être considérés comme une alternative aux armées de conscription, mais seulement comme un élément qui les complète et leur permet de remplir leur fonction d'armées du capital.

Dès le début le militarisme bourgeois se présente donc comme un militarisme démocratique, populaire. L'armée bourgeoise est le triomphe du principe de l'égalité démocratique: tous les citoyens sont égaux devant la loi qui leur impose de défendre les armes à la main le sol de la patrie. Il n'y a pas de privilège de caste ou de sang qu'on puisse faire valoir contre ce principe. Combattre n'est plus un choix ou un privilège c'est un droit-devoir auquel tous les citoyens indistinctement sont soumis (comme le vote). L'armée moderne n'est plus un produit artisanal; c'est une machine composée d'engrenages à qui il est interdit de demander des privilèges, qui doivent se soumettre à la loi commune et qu'on peut remplacer par d'autres éléments identiques. C'est ainsi seulement que l'armée peut fonctionner de façon unitaire comme une véritable machine de guerre et non comme un fouillis d'hommes en armes. Ce n'est pas par hasard si aux accoutrements bariolés individuels des guerriers du moyen-âge a succédé l'obligation de l'uniforme.

"Napoléon ne fût pas invincible parce que c'était un despote, mais parce qu'il avançait sur la lancée de la révolution démocratique qui avait auparavant créé le citoyen-soldat"(69).

Voilà l'explication des exceptions apparentes à la règle qui lie démocratie et efficacité militaire (par exemple la victoire du Viet-Nam sur les U.S.A.); Hanoï a contraint les marines à la fuite, après avoir battu les français, parce que ses armées étaient "sur la lancée de la révolution démocratique" de même que l'étaient les autres armées

qui, au nom des révolutions anti-coloniales ont pu tenir en échec les armées impérialistes.

Nous avons vu que la supériorité militaire des régimes bourgeois est intimement liée aux caractéristiques du militarisme démocratique, formidable appareil capable pour la première fois dans l'histoire de déverser des millions d'hommes sur le champ de bataille. "L'immense réseau de chemins de fer qui est à la portée des Etats modernes, permet de déplacer et de mobiliser en quelques heures des masses énormes d'hommes qui sont recrutés, armés et envoyés par millions et avec une vitesse impressionnante aux frontières. Arrêtez-vous un moment par la pensée sur ce spectacle des mobilisations modernes!" (70).

Pour que de telles masses humaines puissent être **efficacement** envoyées au massacre il faut que les populations soient **préparées** à temps à la guerre; et pour qu'elles puissent résister au cours d'une guerre à outrance il faut que ce travail de préparation soit suivi d'un travail de mobilisation constante des énergies et des consciences de la nation, de toute la nation, en faveur de la guerre.

Les guerres de mercenaires et de volontaires du passé, qui n'impliquaient pas directement la masse de la population, pouvaient être combattues et gagnées sans le soutien de celles-ci. Les guerres modernes, les guerres de mobilisations générales **exigent** au contraire "l'accord et le consensus de la quasi-totalité des citoyens", faute de quoi l'Etat mènera la guerre dans les pires conditions. La préparation matérielle elle-même de la guerre sera d'autant plus efficace et réussie que le consensus de toutes les classes sur les raisons du conflit et les valeurs à "défendre" sera plus solide et plus profond. D'autre part la capacité de résistance des divers Etats n'est pas seulement une question de quantité d'acier, de munitions et d'armements, mais aussi une question de "moral" qui doit être en permanence entretenu, renforcé et développé au maximum. Sans la cohésion de tout le corps social, sans la solidarité de toutes les classes envers une guerre pour laquelle on sacrifie ses propres exigences et ses propres espoirs, même les troupes les mieux armées sont condamnées à se désagréger sous le coup des privations et des horreurs quotidiennes du conflit.

C'est là le secret de l'efficacité militaire supérieure des démocraties par rapport aux régimes bourgeois ouvertement totalitaires.

Certes le fascisme, lui aussi, cherche à rassembler toutes les énergies de la nation dans le bloc unitaire de l'interclassisme belliciste. Mais le fascisme n'a pu susciter une vague de soutien à

la guerre aussi forte que celle enfantée par la démocratie de l'autre côté du Front. La raison en est que le fascisme ne peut faire appel pratiquement qu'au sentiment national, poussé jusqu'à l'hystérie raciste, pour cimenter "l'Union Nationale"; alors que la démocratie possède une ressource encore plus puissante pour souder l'ensemble de la population à la guerre impérialiste: le fait que la guerre émane directement de la volonté populaire librement exprimée lors des élections et qu'elle apparaît ainsi, grâce à la mystification des consultations électorales comme une guerre de défense des intérêts et des espérances des masses populaires et des classes laborieuses en particulier.

Face à la puissance de ce moderne enchantement, les mythes du sang et du sol perdent leur pouvoir.

"Les italiens qui virent passer la guerre à quelques mètres dans les cavernes des troglodytes, italiens sans armes et partisans de personne et surtout pas de quelque régime italien que ce soit, passé ou présent, purent discuter tranquillement avec des soldats et des officiers allemands, puis américains. Les premiers menaient avec une froide technique leur action de guerre, sans élan ni amour du risque, mais sans omissions ni erreurs non plus.

Presqu'aucun ne se posait le problème du pourquoi ils exécutaient les consignes, mais ils avaient une réponse convaincue: je fais la guerre, je n'y ai aucun intérêt personnel, je n'y gagnerai rien. Il leur semblait indigne, non pas de faire la guerre, mais de faire des affaires sur la guerre.

Vinrent les américains, sûrs d'eux, convaincus de porter **l'espoir du monde**. Pourquoi faisaient-ils la guerre? Et bien ils avaient eux-même ordonné à leur gouvernement de la faire, convaincus que c'était l'intérêt de tous les citoyens. "The President is my servant" ou une autre dans ce genre était leur phrase la plus fréquente. Le Président, les Ministres, les fonctionnaires, les généraux sont mes serviteurs; ils accomplissent les ordres du peuple et de moi, citoyen qui vote et qui "les paye". Avec les impôts je leur donne les mensualités qui correspondent à leur "job".

Ils étaient donc intéressés à la guerre, ou rêvaient de l'être: dans un pays où tout est commerce et publicité commerciale, où tout s'achète, à crédit s'il le faut, la guerre elle-même "se commande" et on paye la commission - à crédit quand les dépenses sont trop fortes" (71).

Sous le régime démocratique moderne "le recrutement des hommes (...) est rendu plus facile (...) par un appareil administratif complexe qui se développe parallèlement à l'introduction des formes plus démocratiques de gouvernement (recensement, état-civil, égalité des citoyens devant la loi)(72); mais cet appareil, fruit du développement historique du système bourgeois peut être séparé des formes politiques démocratiques et parlementaires. Cette citation d'un "Fil du Temps" souligne cependant que les institutions démocratico-parlementaires fournissent de l'oxygène au militarisme par leur capacité de donner aux masses déchirées par la guerre l'illusion de combatre pour leurs propres intérêts, et donc de leur donner l'élan et la détermination nécessaires pour vaincre.

Nous avons dit que "sous le vernis de la civilisation démocratique" les liens avec lesquels les Etats modernes lient les individus deviennent toujours plus étroits et suffocants: de véritables cables d'acier qui empêchent toute velléité d'indépendance individuelle.(73)

C'est précisément grâce à ce vernis de civilisation que les liens destructeurs de la personne humaine individuelle se sont développés jusqu'à leur monstrueux état actuel, le totalitarisme, triomphant dans la paix comme dans la guerre, du capital au mépris le plus total de la tant vantée "liberté individuelle".

15. CONFLITS INTER-IMPERIALISTES ALLIANCES MILITAIRES ET TENDANCE A LA GUERRE

Les Etats bourgeois sont tous (en Europe depuis au moins 1871) alliés contre le prolétariat révolutionnaire. Ils sont prêts à passer par dessus les particularismes nationaux pour sauvegarder la dictature des classes possédantes où que ce soit sur la planète. Depuis l'époque de la Commune de Paris cet "internationalisme" du capital et de la contre-révolution n'a cessé de s'étendre et de se renforcer. Au siècle dernier Prussiens et Versaillais n'agirent en commun qu'après l'insurrection des ouvriers parisiens alors que pendant la dernière guerre les états-majors allemands n'osèrent pas, après Dunkerque, frapper au coeur la Grande-Bretagne de peur de déclencher, au beau milieu de la guerre impérialiste, une guerre de classes et de races qui auraient pu entraîner dans la catastrophe les 2 alliances impérialistes et le monde du capital. Et le premier acte de la paix impérialiste, le démembrement du prolétariat allemand à travers la formation des deux Allemagnes démontre qu'à la fin de la guerre l'Internationale

de la contre-révolution gardait toute son efficacité pour prévenir le développement des tensions sociales dans les pays vaincus, avant d'avoir à les réprimer.

Mais, unis par une solidarité réciproque contre le spectre de la révolution prolétarienne, les Etats impérialistes n'en cessent pas pour autant d'être dans des rapports de conflits permanents entre brigands pour la répartition des marchés, des matières premières et des profits mondiaux, comme l'expliquait Lénine.

Les contradictions inter-impérialistes sont un élément permanent et inévitable du système capitaliste mondial, la maladie, ou mieux une des ses maladies chroniques et incurables dont il est affligé; mais périodiquement ces contradictions explosent sous une forme aiguë. Ce qui était une contradiction latente prend alors l'aspect d'un affrontement violent, ouvert, où tous les coups sont permis.

Cette aggravation des conflits économiques, financiers, politiques, et diplomatiques entre les Etats, n'est rien d'autre que la manifestation concrète, visible de l'exubérance périodique de marchandises et de capital que chaque capitalisme national est condamné à accumuler et à déverser sur le marché mondial. Et ce marché devient toujours plus exigü par rapport aux nécessités de valorisation des capitaux contraints à s'incarner dans des quantités toujours croissantes de marchandises. Symptôme des difficultés grandissantes que rencontre chaque capitalisme pour réaliser une masse de profit adéquate en présence de la lente mais inexorable baisse du taux de profit, l'aggravation des conflits inter-impérialistes est en même temps la source immédiate de la guerre; c'est l'élément qui précipite le dénouement heureux du drame pour le capitalisme mondial: la reconstitution des conditions indispensables à une saine et fructueuse valorisation, par l'anéantissement des masses de marchandises, d'installations et de forces de travail en surnombre.

Mais si le véritable objectif de la guerre est la destruction et donc si son résultat réel est le reflourissement des profits sur un sol fertilisé par les cadavres, elle aboutit aussi à un nouvel équilibre entre les Etats, selon les rapports de force sanctionnés sur le champ de bataille.

La seconde guerre mondiale a donné naissance à un équilibre correctement décrit par la formule du "condominium russo-américain", avec cependant comme première puissance et véritable dominateur les Etats-Unis alors que l'URSS restait en sourdine en tant que puissance financière, économique et politique et jouait davantage le rôle de grande puissance militaire continentale que de véritable pilier de l'ordre impérialiste mondial.

Contrairement à ce que soutient l'imbécillité petite-bourgeoise, toujours prête à voir dans les 2 super-puissances et dans leur prédominance incontestée l'épée de Damoclès qui menace la paix mondiale, nous disons que si la paix a régné jusqu'ici dans les métropoles impérialistes, c'est précisément en raison de cette domination des USA et de l'URSS; et si la guerre est inévitable - à moins que la révolution ne brise avant l'ordre bourgeois - c'est pour la simple raison que quarante années de "paix" ont permis la maturation de forces qui tendent à remettre en question cet équilibre issu du dernier conflit mondial. En d'autres termes, la guerre est inévitable parce que les rapports de force entre les divers capitalismes se sont au cours de cet après-guerre lentement mais inexorablement modifiés, produisant une irritation grandissante des capitalismes européens et japonais vis-à-vis des USA, et des poussées centrifuges analogues dans la zone d'influence soviétique.

Le processus d'intégration des pays du "bloc de l'Est" dans le marché mondial fait du reste soupçonner que les tensions dont il est traversé joueront un rôle non secondaire dans le futur éclatement des contradictions inter-impérialistes. D'autant plus que l'histoire de cet après-guerre a démontré la virulence des tensions qui éclatent régulièrement dans le bloc soviétique, depuis le "schisme" yougoslave, les révoltes hongroises et tchécoslovaques, jusqu'à la récente crise polonaise (NdIR: le rapport qui est à la base de cet article est bien antérieur aux événements qui secouent actuellement ce "bloc"). Et la faiblesse relative de Moscou n'a pu qu'accroître leurs conséquences dévastatrices, dans une période pourtant où les perspectives de guerre mondiale étaient éloignées.

Si nous examinons l'histoire économique de ces quarante dernières années de "paix" nous pouvons non seulement apercevoir l'enchaînement qui va du développement d'après-guerre à la crise mondiale simultanée de 74-75 (et à la période d'avant-guerre que nous vivons), mais aussi à retrouver le fil conducteur qui permet de mettre en évidence les modifications des rapports de force entre les Etats, et donc de prévoir, sur la base de la dynamique économique passée, les conditions qui rendront la guerre inévitable ainsi que les Fronts sur lesquels se heurteront les diverses coalitions impérialistes.

En 1945, les USA et l'URSS apparaissent comme les seuls véritables vainqueurs de la guerre; leurs alliés européens (France et Grande-Bretagne) sont économiquement à genoux et leur sort ne sera pas différent de celui des pays vaincus: régresser au rang de puissances impérialistes de second ordre.

Au cours des 3 années 45-48 une grave crise économique frappe tous les pays européens touchés par la guerre. Les plus durement atteints sont les impérialismes qui ont été les plus directement affectés par la guerre: assez peu la Grande-Bretagne (qui en 46 maintient encore le niveau de production de l'année d'avant-guerre 1938); pas du tout les neutres comme la Suède (en 46 son PNB équivaut à 136 % de celui de 38); l'Allemagne est la plus atteinte (production et revenu de 46 correspondent à 29% de 38); la France un peu moins (le PNB de 46 est presque égal à 50% de celui de 38) ainsi que l'Italie (en 46 la production équivaut à 61% du niveau d'avant-guerre).

On voit donc que le marasme d'après-guerre ne fait pas de différence entre vaincus et vainqueurs (74). Mais forte de l'expérience du premier après-guerre la bourgeoisie mondiale a appris que ce marasme pouvait donner naissance à des flambées classistes et révolutionnaires. C'est la raison pour laquelle la période de dépression économique d'après-guerre sera aussi la période de l'occupation militaire massive de l'Europe. Cette occupation ne commencera à s'atténuer, dans le secteur occidental, qu'à partir de 1949, quand le spectre du "désordre social" se sera éloigné.

Le régime d'occupation militaire va cependant se maintenir bien plus longtemps en Allemagne et il subsiste encore aujour-

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Auschwitz ou le grand alibi

11

5F

d'hui à Berlin de part et d'autre du "mur" sous le commandement des vainqueurs alliés de la guerre.

En Europe de l'Est la présence militaire soviétique ouverte et directe s'est maintenue en raison de la puissance économique et financière plus faible du centre moscovite.

Mais il faut rappeler que l'occupation militaire n'a été que l'aspect le plus apparent d'un grand effort de **contre-révolution préventive** menée par la bourgeoisie **mondiale**. L'état qui a "normalisé" et "stabilisé" le prolétariat européen dans cette période tourmentée et périlleuse avait deux mâchoires tout aussi redoutables: la **police militaire** U.S. et la **police politique** des partis du "communisme" national.

Signalons au passage que les U.S.A. ont à ce moment déjà digéré la phase récessive induite par l'effort de guerre et qui s'était manifestée de 44 à 46. Ce qui signifie que durant la première année de paix alors que les capitalismes européens sont à terre, l'économie américaine est déjà en pleine reprise.

La fin de la dépression de l'immédiat après-guerre se situe en Europe en 48. En mars de cette année, le Congrès américain approuve le "plan Marshall". Fin 48, les premiers signes de reprise économique se manifestent dans les principaux pays européens.

Si nous examinons la série des récessions d'après-guerre (48-49, 53-54, 57-58, et 67-68), toutes de faibles intensités et non simultanées dans le monde capitaliste, nous pouvons subdiviser en différentes phases les 30 années de développement capitaliste jusqu'à la crise de 74-75.

Alors que l'économie U.S. connaît 2 ans de récession en 48-49 (récession modeste et surmontée par le "boum coréen" de 50-52), 48 signe pour les économies européennes l'ouverture de la phase de reprise économique 1948-52.

Après la pause récessive de 53-54 les indices recommencent à grimper et l'on doit parler alors, non de "reprise", mais "d'expansion" du capitalisme mondial. Il est possible de diviser ce cycle unitaire 54-74 en 3 segments, séparés par les récessions que nous avons indiquées et qui se distinguent par les différences de vitesse du développement économique: 54-57; 59-68; 69-74. Trois périodes au cours desquelles les rythmes de croissance de l'économie mondiale ralentissent progressivement.

SUITE AU PROCHAIN NUMERO

(30) Rosa Luxemburg, "L'Accumulation du Capital", Ed. Maspero, tome II, p.123.

(31) K. Liebknecht, "Militarisme et Antimilitarisme", 1907. De larges extraits de cette brochure sont traduits dans "K. Liebknecht, militarisme, guerre, révolution", Ed. Maspero

(32) R. Luxemburg, op. cit. p.123.

(33) K. Marx, "Fondements de la critique de l'économie politique"

(34) *ibid.*

(35) R. Luxemburg, op. cit.

(36) R. L., op. cit., p.125.

(37) *ibid.*, p.124.

(38) *ibid.*

(39) *ibid.*, p.130.

(40) *ibid.*, p.132.

(41) Cette spoliation des couches moyennes urbaines et rurales constitue la base matérielle de l'opposition petite-bourgeoise au militarisme et à la guerre et elle est donc à la racine du pacifisme, de l'idéologie pacifiste qui distingue les couches moyennes.

Mais, victimes du militarisme sur le plan de ses effets **immédiats**, les représentants de cette couche participent aussi à ses bénéfices, aux effets bénéfiques qu'il a sur l'économie nationale. Voilà pourquoi la protestation anti-militariste des petits-bourgeois ne peut jamais aller au-delà des gémissements plaintifs et des reproches impuissants.

(42) R.L., op. cit., p.133.

(43) *ibid.*, p.134. Nous avons traduit "rythme de développement constant" à la place du "croissance rythmique" utilisé dans l'édition Maspero.

(44) *ibid.*

(45) *ibid.*, p.128.

(46) Une série des aspects de l'économie de guerre que nous rappelons ici sont mis en relief dans un article publié dans le n°2/1951 de "Battaglia Comunista" ("En attendant de nous donner la guerre, ils nous préparent l'économie de guerre"). Pour ce qui est des positions corporatistes et pro-armement de l'opportunisme politique et syndical, voir aussi "Les syndicats de la mobilisation guerrière" ("B.C." n° 9/1951) et "Les partisans de la paix prêchent le réarmement" ("B.C." n°21/1951), "Les syndicats américains enrôlent de la chair à canon" ("B.C." n°16/1951).

Il n'est pas inutile de rappeler que les positions prises alors par les syndicats U.S., qui coïncident avec la guerre de Corée, seront reprises et accentuées lors de la guerre du Viet-Nam.

(47) "Les grandes questions historiques de la révolution russe", dans le volume "Struttura economica e sociale della Russia d'oggi", Ed. Il Programma Comunista, p.37.

(48) *ibid.*, p.410. Une traduction en français se trouve dans "Amadeo Bordiga, Développement des rapports de production après la révolution bolchevique", Ed. Spartacus p.80.

Il s'agit de la même édition, sous une autre couverture, que "Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui", Ed. de l'Oubli.

(49) *ibid.*

(50) *ibid.*

(51) "Le socialisme d'hier devant la guerre d'aujourd'hui", in "Storia della Sinistra Comunista", vol.1, p.236.

(52) "En attendant de nous donner la guerre.." *op. cit.*

(53) "Ce qui devient évident" in "Avanti!", 17/9/15, repris dans "Storia della Sinistra Comunista", vol. 1, p. 290.

(54) *ibid.*

(55) "Struttura economica...", *op.cit.* p. 106.

(56) "Ce qui devient évident..." *op.cit.* p. 292.

(57) "Struttura...", p.105.

(58) *ibid.*

(59) "Armements.Un secteur qui n'est jamais en crise", Quaderni dal Programma Comunista n°2, juin 77.

(60) cf. le point 9 du texte.

(61) A.S.Millward "L'economia di guerra della Germania", Ed. Angelli, 1972.

(62) "Armements...", *op. cit.*

(63) K. Liebknecht, "Militarisme et Antimilitarisme", *op. cit.*

(64) Avant l'apparition des sociétés de classe il n'y a pas de militarisme. Liebknecht écrit:

" Dans les civilisations inférieures, qui ne connaissent encore aucune distinction de classe, l'arme sert aussi d'outil. C'est le moyen pour se procurer de la nourriture (pour chasser, pour déterrer des racines, par exemple) ainsi qu'instrument de défense contre les tribus ennemies et d'agression contre elles. Elle est encore si primitive que tout le monde peut la fabriquer à n'importe quel moment (pierres et bâtons, lances à pointes de pierre, arc, etc.). Ceci vaut aussi pour les systèmes de défense.

Puisque (...) il n'y a pas encore une division du travail digne de ce nom et que tous les membres de la communauté ont presque la même fonction sociale,

puisque donc il n'y a pas encore de rapports de domination économiques ou politiques, l'arme ne peut être à l'intérieur de la communauté un soutien à de tels rapports. Mais si ces rapports existaient elle ne pourrait en être le soutien", justement à cause du caractère encore rudimentaire et primitif de la technique de fabrication des armes.

Ce n'est qu'après "l'apparition de la division en classes et d'une plus grande évolution de la technique des armes" que "la situation change": en effet le communisme primitif "ne connaît pas de rapports de domination de classes et donc normalement pas de rapports politiques non plus. En général il n'y a pas de "militarisme". Avec le progrès général de la technique productive apparaît la division sociale du travail et la communauté primitive se divise en classes. Comme l'arme s'émancipe, en tant que moyen de guerre, de l'outil agricole et devient le produit d'une branche particulière de la production, l'usage des armes devient aussi une branche particulière de l'activité humaine. Ce qui était l'activité occasionnelle de tous devient l'activité permanente de quelques uns, c'est-à-dire un métier demandé de façon institutionnelle à des groupes bien précis de la société. La demande sociale - dans ce cas, la demande de la défense armée de la domination d'une classe sur une autre - n'apparaît que lorsque la société possède les moyens d'y répondre, une technique productive suffisamment évoluée pour faire de la production des armes un monopole de la classe dominante.

(65) K.Liebknecht, *ibid.*

(66) *ibid.*

(67) "Le socialisme d'hier devant la guerre d'aujourd'hui", *op. cit.*

(68) K. Liebknecht, *op. cit.*

(69) "Struttura...", p.105.

(70) "Le socialisme d'hier...", *op. cit.*

(71) "Vous ne pouvez vous arrêter. Seule la révolution le peut, en détruisant votre pouvoir", "Battaglia Comunista" n°2/4.1.1951

(72) "Ce qui devient évident...", *cit.*

(73) "Le socialisme d'hier...", *cit.*

(74) cf. Postan, "Storia economica d'Europa 1945-1964", Ed. Laterza, 1975.

* * * * *

SUR LE FIL DU TEMPS

INTRODUCTION

Les deux articles qui suivent ont été publiés pour la première fois dans les n°2 et 3/1953 de "Il Programma Comunista", dans le cadre de la série "Sur le fil du temps". Ils doivent être considérés comme des écrits complémentaires à notre texte "Dialogue avec Staline" (disponible en français dans notre collection "Les textes du P.C. International"). Sur la base de la reconnaissance par Staline de la production de marchandises en URSS, "Dialogue..." fait la démonstration de la nature capitaliste de l'économie soviétique, en rappelant que production marchande et socialisme sont incompatibles. Staline et ceux qui écrivaient pour lui s'efforçaient de se faire passer pour des marxistes et ils se livraient à de laborieuses contorsions pour donner une apparence "marxiste" à leur prétention de l'existence du socialisme en URSS. Le retour aux textes classiques de Marx et d'Engels dévoile ce mensonge.

Les descendants actuels de Staline n'ont plus du tout les mêmes soucis. Il leur faut se débarrasser de l'encombrant mensonge s'ils veulent attirer en masse les capitaux occidentaux; l'accent n'est plus mis sur le "socialisme" mais sur "l'économie de marché" dite "économie planifiée de marché" dans le projet de plate-forme pour le 28e congrès du P.C.U.S. présenté par Gorbatchev en février 90 (voir la "Pravda" du 13 février) où l'adjectif "planifiée" a remplacé l'adjectif "socialiste" trop incongru: nous sommes entrés dans l'ère de l'aveu, l'aveu de la nature capitaliste de ces régimes, en Europe de l'Est d'abord, mais inévitablement en URSS demain. Nous sommes arrivés au moment où comme le dit le premier de ces deux articles ("Capitalisme classique, socialisme romantique"), "tout scrupule socialiste sera jeté par dessus bord" et où "s'effondrera la colossale tricherie d'un mouvement prolétarien organisé et manipulé par un pouvoir capitaliste".

Et en 1956, dans l'introduction à notre "Dialogue avec les morts", texte écrit après le XXe Congrès du P.C.U.S. (dont une réédition en français est en préparation), nous écrivions que "la Confession définitive sortira un jour du Kremlin, nous ne savons pas si ce sera au bout de trois ans seulement" et alors "deux liens seront déclarés rompus: le lien entre la structure productive russe et le socialisme; et le lien entre la politique de l'Etat russe et celle de la lutte de classe des travailleurs de tous les pays contre la forme capitaliste mondiale".

Sans doute, il a fallu attendre, non pas trois ans, mais plus de trois décennies, mais en définitive, comme disait la même introduction à propos des staliniens: "C'est en vain qu'ils ont mis tant d'espoirs dans les confessions qu'ils arrachaient par la torture aux révolutionnaires. Les Confesseurs devront se confesser eux-mêmes". Et nous avons prévu qu'alors se déchaîneraient "les glapissements ricanants du monde bourgeois contre les grandioses conceptions de notre doctrine révolutionnaire".

Le long délai qui s'est écoulé avant cet aveu et avant l'écroulement de tout le gigantesque mensonge édifié par la contre-révolution stalinienne, avant donc que soit levé cet obstacle fondamental à la renaissance d'organisations véritablement communistes, n'est pas sans avoir des conséquences négatives en accentuant dans un premier temps la démoralisation et le débousolement des militants prolétariens combattifs face à une propagande bourgeoise omniprésente. Plus que jamais, dans la situation paradoxale où l'écroulement de la falsification contre-révolutionnaire la plus dangereuse semble renforcer le pouvoir de la bourgeoisie, les communistes véritables doivent rappeler, à contre-courant, que le marxisme orthodoxe a dévoilé depuis longtemps cette falsification et qu'il a pu expliquer "l'énigme" russe. Non seulement il n'est pas devenu inutile d'expliquer pourquoi il n'y a pas et il n'y a jamais eu de socialisme dans les pays qui se prétendaient tels, mais c'est en fait encore plus important et plus indispensable qu'autrefois. La défense du marxisme contre l'idéologie bourgeoise sous toutes ses innombrables variantes (et surtout celles qui se disent "révolutionnaires") est une tâche décisive car c'est d'elle que dépend la possibilité de réorganiser sur des bases sûres les forces révolutionnaires, si faibles qu'elles soient aujourd'hui, afin que demain elles puissent, organisées en parti communiste mondial, diriger le prolétariat international vers l'assaut révolutionnaire. Notre effort de republication de textes comme "Dialogue avec Staline", les articles ci-dessous et ceux qui suivront, est un effort militant qui s'inscrit dans cette perspective, et non le désir de satisfaire des prurits d'archivistes à la mode universitaire; et nous croyons que les lecteurs pourront y trouver de précieuses armes théoriques pour la bataille anti-capitaliste qui doit se mener quotidiennement.

CAPITALISME CLASSIQUE ET SOCIALISME ROMANTIQUE

AINSI PARLAIT JOSEPH

Bien que nous soyons aux antipodes de la manie de l'actualité, nous avons donné un grand relief à la diffusion vers la fin du mois de septembre de 1952, d'un article théorique de Staline sur les problèmes de l'économie russe et sur le tournant historique mondial. Dans de nombreux textes, nous avons mis en évidence que les problèmes de cet article sont les mêmes que ceux auxquels nous avons, depuis quelques années, consacré des exposés répétés. Nous ne disons pas des recherches, ou des apports, ou des contributions, mais des exposés organiques de la doctrine marxiste complètement cristallisée. Nous les faisons pour mettre en lumière les caractères essentiels, distinctifs, du programme et de la revendication socialiste, en opposition à ceux de la société capitaliste actuelle. Staline a été amené à traiter exactement le même thème.

Ni le grandissime général à la tête de centaines de millions d'hommes, ni nous, qui ne sommes à peine qu'une patrouille, nous n'avons été poussés par le simple désir d'ajouter un texte aux bibliothèques.

Mais le fait est que et eux, qui prétendent faire le bilan d'une tapageuse victoire historique de la révolution prolétarienne, ainsi que le projet de ses futures réalisations sur une bonne partie de la Terre, et nous, qui déclarons être au fond d'une défaite désastreuse de la force révolutionnaire, et à la plus grande distance imaginable de sa réapparition sur la scène de l'histoire, nous avons dû répondre aux mêmes questions.

Un des aspects centraux du négativisme révolutionnaire d'aujourd'hui réside dans le fait suivant: la plus grande partie de la classe qui doit être actrice et conductrice de la révolution est, grâce à un encadrement puissant et d'une énorme "inertie historique", à la disposition de forces et d'organismes qui d'un côté prétendent continuer à représenter la seule théorie prolétarienne révolutionnaire (Marx-Engels-Lénine), et de l'autre pratiquent une activité et une politique (Staline) qui tournent le dos à la révolution et barrent la route aux énergies de reprise révolutionnaire.

Le fait historique que dans la Russie soviétique, où, selon les bouffons du monde libre, personne ne peut ouvrir la bouche qui ne soit absolument dans la ligne, il y a eu en 1951 une discussion sur des problèmes,

comme on dit, "de fond", (aussi profonds que sont superficiels les bobards sur la démocratie parfaite et la personne humaine); qu'elle aït mis en jeu les définitions mêmes du capitalisme et du socialisme comme types historiques et mondiaux d'organisation économique; et que, pour tenter de la conclure Staline lui-même aït dû prendre la parole, tout cela indique à notre avis l'approche du jour où tout scrupule socialiste sera jeté par dessus bord et où s'effondrera la colossale tricherie d'un mouvement prolétarien organisé et manipulé par un pouvoir capitaliste.

Et alors, une fois cet immense appareil paralysé, réduit à une organisation déboussolée, l'obstacle à la renaissance d'un véritable mouvement communiste sera levé, et il faudra s'attendre à ce que se forment des organisations et des partis bien plus redoutables pour les puissances impérialistes occidentales que les actuelles organisations liées au camp russe.

En même temps l'histoire a prononcé un jugement de faillite de la politique russe intérieure et extérieure. Pour rester dans les comparaisons économiques, quand une demande de mise en faillite menace, il ne reste plus à l'incriminé qu'à rendre public son bilan. Aucune réputation d'infailibilité n'a pu épargner au centre russe de faire de même.

Nous n'avons pas la possibilité de jouer les administrateurs judiciaires dans cette gigantesque banqueroute. Nous avons cependant revu les comptes, et grâce à la puissance irrésistible du crayon qui additionne et qui soustrait, nous avons pu faire apparaître de retentissants déficits.

LA BOURGEOISIE DIALOGUE

Les capitalistes n'ont pas manqué de reconnaître l'importance des énonciations staliniennes, qui jettent une vive lumière sur les structures essentielles, alors qu'à l'inverse elles sont camouflées sous les radotages des stupides débats parlementaires démocratiques. Nous ne faisons pas ici allusion aux commentaires immédiats des journalistes professionnels, comme ceux sur le sensationnel complot des médecins juifs (1) ou sur la lutte fastidieuse entre les deux ou trois "cliques" qui feraient la pluie et le beau temps à Moscou: la durée de vie de ces commentaires n'excède pas les classiques 48 heures, et encore pour les faits les plus importants. Nous nous référons

aux écrits de nature économique qui se sont succédés en occident et où les auteurs - conservateurs - ont été amenés à examiner de plus près les différences entre les modes capitalistes et socialistes de production. Comme par hasard, au même moment le régime yougoslave, qui prétend suivre sa voie à lui, entre l'orient soviétique et l'occident bourgeois, a re-soulevé les mêmes questions et a affirmé qu'il se conformait parfaitement, Tito en tête, aux principes de "Marx, Engels et Lénine" !

Ce qui nous importe ici, c'est de bien faire le tri entre les arguments sérieux sur la structure économique et sociale réelle, et les bavardages aussi vides qu'interminables sur les mérites de X ou les torts de Y (comme on a pu le voir par exemple lors de la discussion italienne sur la manière de faire, pour ainsi dire, les élections générales).

Eh bien, en Italie, à Rome puis à Naples, Epicarmo Corbino, professeur d'économie et député (et en tant que tel, agréable aux stalinoïdes depuis quelque temps), a donné des conférences bien appréciées parmi les bourgeois sur le thème "Capitalisme et socialisme dans la pensée récente de Staline".

Ce Corbino est en politique un bourgeois comme tant d'autres, qui choisit ses principes au gré des circonstances; mais il faut lui donner acte que sur le terrain scientifique, ses vues sont dignes d'un examen utile pour la claire compréhension de nos thèses marxistes, de la même façon que nous l'avons fait pour Croce sur le terrain philosophique (il s'agit d'ailleurs des deux faces d'un même contradicteur). Politiquement, c'est un libéral, qui discute de socialisme sans se dire socialiste ou semi-socialiste à la différence de ce que prétendent la plupart des politiciens bourgeois de centre ou de droite, qu'ils soient réformistes, catholiques ou fascistes. C'est pourquoi nous le prenons en considération; nous ne sommes pas face à l'écoeuvante position habituelle selon laquelle le système capitaliste serait déjà entré en crise, le problème n'étant plus que de faire son possible pour que le passage à **ce qui** va lui succéder soit le moins tragique possible, et ce **ce qui**, le moins inconfortable possible. Nous nous trouvons au contraire face à la position claire selon laquelle il n'est pas envisageable qu'on puisse jamais sortir d'une économie basée sur l'entreprise et le marché, et donc du capitalisme.

Le prof. Corbino ne discute donc pas du thème "Capitalisme et socialisme dans l'histoire", comme nous le faisons nous qui sommes tout aussi sûrs de l'histoire passée du premier et de l'histoire à venir du second et qui voulons seulement clarifier pour nous et non pour l'adversaire, les caractères opposés des deux systèmes (pour employer ce mot). Il en discute "dans la pensée de

Staline". Nous pouvons cependant saisir l'occasion, parce que ce sont des faits historiques qui ont dicté la dernière formulation de Staline, et parce que en fin de compte, excepté la conclusion à laquelle nous arriverons, il est utile de discuter avec un "économiste classique" déclaré, du type pré-marxiste et anti-marxiste. Utile de deux façons: d'abord pour relever qu'il admet que l'économie russe décrite par Staline est, selon une classification en types, non du socialisme mais tout bonnement du **capitalisme**; et ensuite pour montrer l'inanité de sa tentative de prêter au capitalisme un avenir sans ruptures, un avenir où le capitalisme pourrait assurer un équilibre perpétuel entre efforts et besoins, entre production et consommation.

HIER

LE FRUIT DU TRAVAIL

Il ne s'agit évidemment pas de répondre à "l'honorable contradicteur" dans un débat démocratique! Avant donc de suivre la déduction purement économique de ce Corbino, il est facile de rappeler la description marxiste du socialisme de demain en reprenant une de ses phrases. Il faudrait repousser le socialisme, même s'il fournit un peu plus de pain, non seulement parce qu'il s'instaure par la dictature (il est trop facile de rappeler comment s'est instaurée la société "libérale"), mais parce qu'il nie "la liberté fondamentale de pouvoir disposer du fruit de son propre travail".

Eh bien, non seulement le socialisme abolira cette liberté-là, mais il devra le faire parce que cette liberté empêcherait la survie de l'humanité, au niveau qu'elle a atteint actuellement en nombre et en exigences purement physiques.

C'est là que réside toute la profondeur de la divergence entre la conception de Marx et celle de Lassalle et quantité d'autres, pour qui le socialisme est la conquête par le travailleur du fruit de son travail, alors que, si on nous passe cette formulation paradoxale, le socialisme consiste dans la **perte** de celui-ci.

En effet l'artisan et le propriétaire paysan avaient réalisé cette conquête individuelle, et ils en ont été dépouillés par le capitalisme, avec l'apparition du travail **combiné**.

Marx a répété ces points essentiels dans la critique classique du programme de Gotha (1875), critique que Lénine voyait comme le fondement des positions révolutionnaires.

Marx y attaquait la phrase "**le produit du travail appartient intégralement et en parties égales à tous les membres de la société**"; ce premier article du programme, dicté par de banals concepts bourgeois, dé-coulait de la thèse: le travail est source de toutes les richesses. Marx, féroce ce jour-

là, dit qu'on trouve cette phrase partout, mais que cela ne l'empêche pas d'être une ânerie. Ce qu'on veut désigner par le concept bourgeois de **richesse** est un ensemble d'objets d'usage, de choses utiles à la consommation et à la vie de l'homme, dans le sens le plus large. Et donc la **nature** en produit aussi sans intervention du travail humain; de plus ce dernier est lui aussi une **force naturelle** comme toutes les autres. Nous n'attribuons pas la source des biens dont nous jouissons aujourd'hui à la grâce de Dieu ou à la puissance créatrice des génies ! Ne laissons donc pas croire que les partisans du capitalisme sont les fétichistes du capital, et nous simplement les prêtres du fétiche-travail.

L'essentiel, dit toujours Marx, est de se demander quel est le rapport dans la société capitaliste actuelle. Et alors, laissez tomber les **vérités universelles**, remballiez votre couillonnade: le travail est la source de toutes les richesses, et apprenez par coeur les thèses **irréfutables**: Premièrement: "dans la mesure où le travail se développe socialement et devient ainsi source de richesse et de civilisation, **pauvreté et désolation** s'accroissent du côté des travailleurs, et **richesse et bien-être** chez ceux qui ne travaillent pas."

Après avoir repris votre souffle, apprenez le Deuxièmement: "dans la société capitaliste moderne, ont été enfin créées les conditions matérielles qui permettent et qui **obligent les travailleurs à briser cette malédiction sociale.**"

LIBERTE DE MOURIR DE FAIM

Méthode historique ! Robinson, le Robinson des débuts, ne faisait rien et la nourriture lui tombait dans la bouche, sans travail. Puis il trouva Vendredi, et le fruit du travail de Vendredi se mit à lui tomber dans la bouche.

Mais lorsqu'il y eût une tribu, avec assez de terre pour pouvoir vivre en la travaillant, même dans la forme sociale la plus simple il fallût des ustensiles, il fallût apprendre à faire des "stocks", des réserves de semences et autres.

Si à la fin de la saison, "chaque membre" après avoir demandé au sorcier de consulter les dieux, avait disposé de tout le fruit de son travail, pour le bouffer, **librement**, comme le veut Corbino, **intégralement**, comme l'enseignait Lassalle, ce n'est pas au bout d'une génération, mais au bout d'une année, que la tribu serait morte.

Mais venons-en à la société capitaliste, et admettons pour un moment que chacun y soit libre de disposer du fruit de son travail. Ne soyons pas non plus gênés pour donner raison à Proudhon et à Lassalle: pour le prolétariat, c'est un fruit diminué de la plus-value, pour le capitaliste c'est un fruit augmenté des profits.

Nous arrivons à la formule qu'utiliserait Corbino: salaire, appointements ou dividendes, chacun est libre ou de tout consommer, ou d'en "économiser" une partie; chacun est libre de faire de ces économies soit une "**réserve**" pour des consommations futures (prévoyance), soit un moyen d'acquisition de moyens de productions fructueux (investissement). Le fait que l'un doit calculer sur mille francs et l'autre sur cent millions, n'a pas d'importance, puisque chacun des deux sait que l'autre le fait avec la même **liberté fondamentale**.

Eh bien, une liberté pareille sera supprimée non seulement au capitaliste (riche du travail d'autrui), mais au travailleur lui-même. Corbino, vous aviez raison.

Marx se met avec patience à expliquer pourquoi "le fruit du travail" ne pourra revenir **intégralement** sous le socialisme, dans la "société communiste".

Retournons au concept de "travail vivant" opposé au "travail mort" que nous avons appelé dans d'autres textes à partir du "Manifeste" et d'autres splendides citations de Marx. Ajoutons-y la formule de "travail à naître". Le capitalisme est la forme sociale dans laquelle un petit nombre de détenteurs du travail mort (capital constant) disposent par la force de la loi et du pouvoir politique, du **travail vivant** (capital variable) et donc en fixent à volonté les **conditions d'emploi** pour en prélever ce qu'ils jugent nécessaire afin de "**conserver et d'accroître le travail mort**" et de "**s'assurer du travail à naître**".

Or il est certain que le mode de production socialiste devra lui-aussi répondre à ces deux dernières finalités. Écoutons le passage de Marx où il montre que le **fruit du travail** doit être diminué de toute une série de choses:

"Là -dessus il faut défalquer:

Premièrement: de quoi remplacer les moyens de production usagés". Dette payée au "travail mort". Les installations, les équipements de toutes sortes qui sont issus des efforts et des trouvailles inventives "de tous les morts" - et qui sont un bienfait parce qu'ils font économiser autant de travail à parité de produit et de consommation - s'usent et doivent être conservés, renouvelés; même les économistes **classiques** sont ici aussi lugubres que nous et parlent de frais d'amortissement.

"Deuxièmement: une fraction supplémentaire pour accroître la production".

C'est là une dette envers le "travail de demain". Non seulement le nombre de la population et donc des travailleurs augmente continuellement, mais de nouvelles ressources créent des besoins nouveaux. En langage capitaliste, cela s'appelle consacrer une part des revenus à des **investissements** accrus de capital, à l'achat de nouveaux **biens d'équipement**. La société

prendra la même mesure à l'époque socialiste, et toujours à la charge du travail **actuel**.

"Troisièmement: un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dus à des phénomènes naturels, etc." Ceci est la dette du travail vivant envers le "travail vivant"; l'économiste actuel l'appelle **prime contre les risques**.

Marx cite ensuite les frais correspondant aux "dépenses publiques" d'aujourd'hui: administration générale, assistance à ceux qui sont incapables de travailler, etc.: en somme tout ce qui est financé aujourd'hui par les impôts, les taxes, les charges et les retenues diverses.

Une fois tout ceci défalqué, il reste la quantité que le travailleur consacrerait à sa consommation personnelle en la prélevant sur le fonds social (et voilà le fameux passage sur les deux **stades**) d'abord en fonction du temps de travail effectué, puis, à volonté, au stade du plein communisme. Mais arrêtons nous ici.

Du point de vue de la philosophie, il est de règle d'entonner l'hymne à la liberté de l'esprit. Mais du point de vue de l'économie, il ne fait pas de doute que si toutes ces opérations nécessaires à la conservation physique de l'espèce - de la civilisation, en langage bourgeois - étaient abandonnées à l'arbitraire de chaque individu, il n'y aurait ni capitalisme, ni socialisme, mais il y aurait, si on nous fait grâce du terme, un foutoir. Et finalement, bien sûr, un cimetière.

LA DISPUTE POUR LA VALEUR

Mais il faut aller plus loin. Marx ne se moque pas seulement de la niaiserie du "produit intégral du travail", mais aussi de la formule de la **répartition** entre **tous les membres de la société** à parts égales. Vous, dit-il aux auteurs du programme, vous avez bien dit que les moyens de travail seront propriété commune. Mais l'expression **fruit du travail** ou **produit du travail** est vague et imprécise. S'agit-il de la valeur totale du produit, ou seulement de la fraction ajoutée par le travail au cours de la dernière transformation ?

Produit ou fruit du travail, dit Marx, est un terme Lassallien qui jette la confusion sur des concepts économiques précis. Pour faire les soustractions exposées plus haut, si nous admettons que "produit du travail" signifie "montant du travail", il n'attribue de sens qu'au "produit social total" qui constitue le "montant du travail social".

Il découle de tout ceci que le socialisme n'est pas la restitution à l'ouvrier de tout le produit de son travail, formule qui serait pleinement libérale et qui plairait aux professeurs. Le socialisme réserve l'attribution et la disposition de tous les produits

du travail social, non aux **individus**, non aux **entreprises** et aux unités du même type-mêmes coopératives- mais à **la société**. Personne n'aura la possibilité, en tant qu'individu de **disposer** des produits de **quiconques**, pas même **des siens**.

Au cas où il y aurait propriété du travail, il y aurait propriété du capital: donc capitalisme.

Une bonne partie des prétendus marxistes restera stupéfaite devant cette thèse: le socialisme maintiendra le sur-travail et ne **paiera pas** le travail nécessaire.

Dans le système capitaliste, où existe le concept de valeur et la loi de la valeur, c'est-à-dire l'échange entre équivalents (et notre Corbino a bien noté qu'en accordant l'hospitalité en Russie à ces catégories, Staline accorde l'hospitalité au capitalisme avoué), dans le système capitaliste donc, la répartition est la suivante: la valeur de tout le produit, ou masse des marchandises, sert, dans une première partie, à remplacer les matières premières et moyens divers (le "capital constant") avancés par le capitaliste; une deuxième partie (travail payé, travail nécessaire) devient salaire des travailleurs; la troisième partie, enfin, constitue le profit. D'un point de vue quantitatif le profit est égal à la plus-value et avec le salaire il constitue tout ce que le travailleur a ajouté dans la valeur du produit, produit qui est tout entier propriété du capitaliste. A celui-ci il reste donc: capital constant avancé plus salaire avancé, plus profit = un capital accru.

Alors, quelle est donc la **proposition** socialiste ? Est-ce que c'est: laissons tout le produit au travailleur ? Cela n'aurait aucun sens puisque depuis la fin de la période de l'artisanat, les travailleurs n'ont plus de capital constant à avancer. Serait-ce plutôt: laissons tout le produit au capitaliste, ou à l'entreprise, ou à l'Etat capitaliste, et donnons au travailleur, en argent, non seulement le montant de son salaire, mais aussi une certaine partie du profit, de façon que lui soient payés travail nécessaire et plus-value, c'est-à-dire salaire et plus-value ?

Il y a déjà 75 ans Marx a écrit dans le même texte: "c'est précisément en se basant là-dessus que, depuis cinquante ans et plus, les économistes ont démontré que le socialisme ne peut supprimer la misère qui est d'**origine** naturelle, mais ne peut que **l'universaliser**, la répandre du même coup sur toute la surface de la société".

Ne restons donc pas en retard de plus de 125 ans, au niveau du socialisme humanitaire, libéral, libertaire, au niveau de ce qu'on pourrait appeler le **socialisme romantique**, d'autant plus que nous sommes en lutte contre l'économisme classique. Cela peut paraître étrange, mais Staline est un socialiste romantique.

La **proposition** socialiste et communiste est bien différente. A la fin du cycle on ne parlera plus en termes de valeur, mais on dira simplement: la société prend à tout le monde son travail, travail spontané tant que c'est possible, obligatoire si c'est nécessaire; elle assure à tout le monde sa consommation, de façon illimitée tant que c'est possible, et de façon contingentée quand elle ne peut faire autrement.

Pour nous faire comprendre, nous pouvons donner une formule qui s'applique à la transition vers les deux stades, du communisme inférieur (ou obligatoire) et du communisme supérieur (ou spontané). En termes de valeur, on pourrait dire: la société socialiste, représentée par le prolétariat dictateur et par son parti, continue à prendre au travailleur la plus-value et se l'attribue à elle-même au lieu de la laisser à l'entrepreneur ou à l'entreprise; elle prend en outre le travail nécessaire, **mais elle tend à le réduire progressivement grâce à la productivité croissante du travail**, ce qui était impossible au capitalisme.

Messieurs les théoriciens du capitalisme, c'est ici le point central. La partie de travail non payé qui constitue aujourd'hui votre profit deviendra une contribution sociale (accrue s'il le faut). Mais si la valeur de la force de travail est devenue dix fois plus grande à la suite des progrès techniques l'effort et le temps de travail diminueront de dix fois; et cette partie du travail que seule vous payez aujourd'hui, **tendra vers zéro**. Ce que le travailleur aura conquis, ce sont **des heures** - pas de vagues illusions - **de liberté**. C'est ici que se tient la discussion en termes économiques.

AUJOURD'HUI

STALINE, L'ECHANGISTE

Nous n'allons pas nous étendre sur les thèses économiques de Corbino: d'un côté, nous n'avons que des textes de chroniqueurs, et de l'autre, dans divers "**Fils du temps**" et dans "**Dialogue**"(2), nous avons montré suffisamment que sont capitalistes les modes de production et de distribution que le texte de Staline attribue à l'U.R.S.S. d'aujourd'hui et de demain.

Le conférencier insistait sur le parallèle évident entre les faits économiques en Russie et dans l'occident bourgeois. Là où existe l'échange selon la "loi de la valeur" sur la base de la production de marchandises, nous sommes en plein capitalisme. Là où on se plaint d'entreprises dont le bilan est déficitaire, non seulement nous avons la confirmation de la nature capitaliste et salariale de la production, mais nous avons encore l'écho des jérémiades occidentales sur les entreprises nationalisées en totalité ou en partie qui seraient

peu rentables et maintenues à flot par le Trésor public. L'orateur y trouve le prétexte à quelques tirades libérales: mais l'inutilité de ces nostalgies est connue sous toutes les latitudes.

Ni un libre-échangiste classique, ni un socialiste romantique ne peuvent comprendre que le programme marxiste n'est pas de rendre l'entreprise rentable, en remplaçant seulement la gestion du patron par celle de son personnel ou celle de l'Etat. Le programme est de briser les limites de l'entreprise et d'abolir tout bilan monétaire. Dans la période immédiate, tant qu'il y aura encore des calculs en monnaie ou entre équivalents, cela n'aura aucune importance si une entreprise déterminée est déficitaire puisqu'il sera possible d'allouer les matières premières et les produits selon le plan "physique" central qui s'établira rationnellement, et sans qu'il soit question de contreparties à fournir.

La preuve que nous sommes en plein capitalisme ne réside pas dans le fait que beaucoup d'entreprises **sont** en déficit, mais dans le fait que Staline et Malenkov **s'en plaignent**, et que le plan général soit conditionné par cette fameuse "rentabilité": de telle sorte que ces fameux plans ne sont des plans financiers et économiques que dans un sens étroit, et ne sont pas des plans de production et de distribution élaborés avec des mesures de grandeur physique: nombre d'hommes, d'heures, de jours, de kilogrammes, de mètres cubes, de chevaux-vapeur, et ainsi de suite.

Il est intéressant de voir que Corbino donne la même démonstration que nous à propos du marché mondial: étant donné que l'industrie soviétique produit pour le marché international en plus de son marché interne; et que la politique économique affichée de l'URSS est de tendre à des échanges à grande échelle avec les produits de l'occident qui sont complémentaires des siens, et évidemment en concurrence sur ce marché avec des produits similaires; ces relations ne peuvent subsister que si la production russe obéit elle aussi aux lois de l'économie classique. Pour la théorie libérale, il est clair que si l'Etat peut intervenir sur le marché interne pour freiner et peut-être contrecarrer les effets de la libre concurrence, il n'est personne qui puisse faire de même sur le marché international où triomphera donc la loi des équivalents. Et il est clair pour l'économie marxiste qu'il n'est possible de lutter contre cette concurrence qu'en s'efforçant de produire en excès et pour des coûts plus bas, en allant donc à contresens des mesures "immédiates" et "despotiques" qui ouvrent la voie au socialisme: réduire les horaires de travail et augmenter les salaires, donc **accroître** les coûts de production et, dans les pays les plus développés (comme cela a été expliqué dans notre réunion de

Forli) (3), **abaisser** le volume de la production en disciplinant de façon obligatoire la consommation.

La conclusion de Corbino est nette: il ne sera pas possible de construire le socialisme tant qu'existera dans le monde un seul pays capitaliste ! Cette thèse est pour nous valable, au sens que pour la construction du plein socialisme (même au stade inférieur) il faudra que le prolétariat ait conquis le pouvoir et détruit le vieil appareil d'Etat dans une grande partie des grands pays industriels.

CONFRONTATION OU CONFLIT ?

La question du marché mondial et de sa coupure en deux conduit à la question de **l'émulation**, ou, à l'inverse, de la guerre, et à l'examen de la dernière thèse de Staline: la guerre pourra éclater **entre** les Etats capitalistes occidentaux avant qu'entre l'Amérique et la Russie. Corbino combat la thèse de Staline, que nous, au contraire, nous partageons. Quoi qu'il en soit, il pense que la troisième guerre mondiale (qui attirerait sans aucun doute l'Etat **capitaliste russe**) ne peut être éloignée de la précédente de moins de 25 ans pour des raisons de préparation technique (21 ans séparent 1918 de 1939). Admettons-le, ce qui nous porte à 1970 (4).

Le problème est de savoir si au cours de ces 18 ans qui nous séparent de 1970, nous aurons une "alternative" révolutionnaire mondiale (et pas une alternative électorale, à la Nenni !).

Il nous semble en tout cas indiscutable que si la guerre éclatait à une échéance rapprochée, cette alternative révolutionnaire de classe ne pourrait exister; au maximum il pourrait y avoir en même temps des cinquièmes colonnes et des résistances de partisans, avec lesquelles nous n'avons rien en commun.

Mais avant la perspective de la guerre, intéressons-nous à la perspective de la confrontation. Corbino parle de la "compétition" entre les deux économies, mais il dit ne pas pouvoir **l'arbitrer**. En tant qu'économiste classique et capitaliste, il voudrait le faire avec les critères du rendement, c'est-à-dire déterminer qui produit à meilleur marché, de l'économie occidentale désormais largement contrôlée par l'Etat, ou de l'économie orientale pleinement **industrialiste d'Etat**. Ceci dérive logiquement de la "compétition" pour les mêmes marchés. En vérité Corbino tente de comparer le niveau de vie moyen des masses, mais il affirme que les statistiques manquent à l'Est.

Corbino conteste la thèse de Staline, selon laquelle la réduction du rayon d'action du bloc impérialiste occidental contraindra celui-ci à diminuer sa production et à tom-

ber dans des crises internes. Truman, dans son discours d'adieu "au coin du feu", a voulu faire des prévisions optimistes sur le capitalisme. Il a assuré qu'en dix années de paix, l'Amérique, tout en développant une puissante préparation militaire, verra croître sa production de 40% jusqu'à 500 milliards de dollars, avec une armée industrielle qui passera de 76 à 90 millions de travailleurs au sens large. Le niveau de vie moyen sera en correspondance avec ces presque deux millions de liras italiennes par tête, soit dix fois environ le niveau de vie moyen actuel en Italie. Truman admet que, grâce à l'utilisation de meilleurs outils de travail, la **durée hebdomadaire du travail** pourra diminuer un peu.

Voilà le point central: lequel des deux systèmes pourra diminuer le plus vite la durée du travail ? Corbino dit qu'il faudrait connaître les résultats de l'application du système économique stalinien en Amérique par rapport à l'application du système américain en Russie pour décerner un jugement. Pour l'instant les capitalistes se vantent de ne pas accuser "une baisse de l'épargne qui descendrait en dessous du point d'équilibre avec la pression démographique". Le capitalisme affirme donc qu'il réussit à faire vivre les masses quoiqu'en se contentant de maintenir l'efficacité du travail mort et d'investir ce qui suffit pour faire manger et travailler ceux qui viendront, le travail à naître.

Notre confrontation est différente: si la population s'accroît, la proportion de ses membres actifs s'est aussi accrue. Entre-temps, la productivité de la force de travail est bien devenue une dizaine de fois plus grande par suite des mutations de la technique. Même si nous consommons deux fois plus, nous devrions déjà travailler cinq fois moins. Mais au cours de ses deux siècles d'histoire n'a même pas su diminuer de moitié la journée de travail, qui sous l'esclavagisme, ne pouvait atteindre, pour des raisons physiques, les 16 heures de travail sur 24 heures.

La confrontation serait celle-ci: donnez-nous l'équipement américain et laissez-nous appliquer, non la méthode de Staline, mais celle de... Marx. Alors nous pourrions nous confronter avec la Russie **actuelle** sur le plan de la prospérité et du bien-être général; nous ne confronterions pas les coûts, les prix ou les volumes de production, mais **les conditions d'emploi du travail vivant**, qui sont les conditions mêmes de la vie des hommes.

Tout ceci peut facilement s'étudier et se calculer, sans les chiffres de la Russie, mais en utilisant les chiffres officiels sur l'Amérique, disons 1848 - 1914 - 1929 - 1952, dont pour les profanes des synthèses ont été récemment publiées.

Quant à la Russie, elle fait ce que logiquement elle peut faire, étant donné que

le capitalisme n'a été politiquement battu dans aucun autre pays depuis 1917: elle développe la **construction du capitalisme** après une révolution anti-féodale, et elle le développe selon l'environnement technico-économique de **cette** époque mondiale.

Nous n'avons pas besoin de tous, mais au moins au début d'un seul Etat développé où aînt triomphé le prolétariat, pour résoudre le problème du conflit. Selon Lénine, il faut répondre **partout** à la guerre impérialiste, inter-capitaliste, par le défaitisme révolutionnaire et non par la guerre de partisans. Mais il n'y a pas lieu de penser à de futures "guerres saintes" d'Etats capitalistes contre l'Etat socialiste, car, dans notre hypothèse, le prolétariat d'un pays développé ne se consacrera pas à élaborer des plans d'accroissement de la production et de l'effort de travail; par le simple fait de démontrer qu'il est possible de dresser un plan rationnel de production et de consommation dès qu'on rompt les limites du mercantilisme et du profit d'entreprise, il déclenchera dans tous les pays l'explosion de la guerre interne de classe.

LES HAUTEURS DE L'ESPRIT

Après les raisonnements chiffrés sur les possibilités du bien-être sous le capitalisme et sous le socialisme, il est conforme à la règle de finir par une péroraison sur la noblesse de **l'esprit** qui, en parfait dédain de la vile matière économique, choisira toujours la liberté humaine plutôt que la dictature. La conclusion du calcul scientifique laissée dans l'ombre, la victoire sans conteste des "valeurs" de l'Occident resplendirait au firmament de l'idéal.

Le communisme pourrait bien réduire la peine du travail, augmenter la consommation matérielle de tous dans toutes les circonstances, il commettrait cependant l'impardonnable pêché d'empêcher l'humanité de s'élancer vers ces hauteurs célestes et d'y recevoir de mystérieuses révélations.

Nous sommes vraiment là au morceau de bravoure final, rebattu et éculé, mais qui suscite l'émotion de tous ceux qui sont assurés de jouir chaque jour très matériellement de l'épaisseur de leur compte en banque.

Dans le précédent "Fil du temps" nous avons cité un passage de Marx où apparaît "l'esprit", dans la cinglante accusation que le capitalisme actuel, adulte, mûr, pire encore que celui "romantique" de Staline, exploite d'une manière éhontée "le travail général de l'esprit humain".

Pour nous, l'ensemble des notions, des capacités, transmises par les générations précédentes et concrétisées aussi bien dans des réalisations qui leur survivent, que dans la possibilité de les réaliser à nouveau avec la force de travail actuelle, sont des

produits de l'esprit humain. Cette accumulation incessante, qui n'est pas exempte de douleurs ni de reculs historiques, n'est pas le résultat de l'accession contingente de chaque cerveau pensant à une espèce de "réservoir" métaphysique en dehors de l'espace et du temps, dans un duo à deux personnages immatériels: le Moi "conscient" d'un côté et, de l'autre, l'Esprit unique, complet et **absolu**, qui s'y déverse.

Du simple fait qu'elle dispose de la parole, c'est-à-dire d'un moyen plus complet - et comme toujours moins fatigant - de communiquer avec ses semblables, notre espèce n'évolue pas seulement par le perfectionnement des membres du corps humain, des cellules sensorielles et cérébrales, mais aussi par la transmission organique de l'expérience des générations qui passent. L'ensemble de ces données, de ces possibilités, n'est que le résultat concentré et distillé de myriades d'actes physiques de vie, d'effort, de travail, de lutte, indépendamment de la **conscience** de leurs sujets; et elle s'organise en un patrimoine social général à qui aucun individu n'est étranger et pour lequel aucun épisode passé ne reste inutile.

La révolution communiste restituera à l'espèce humaine dans son ensemble ce patrimoine monopolisé par des groupes, des castes, des hiérarchies; sur cette base et en s'appuyant sur ses ressources devenues immenses après l'écriture, la presse, la science naturelle moderne, elle pourra réaliser une réduction radicale de l'**Arbeitsqual**, la peine du travail, et arriver aux résultats bénéfiques de la fin de la spécialisation dans l'effort de travail et dans la profession. Avec tous les autres bouleversements des rapports sociaux actuels, ceci permettra, grâce à la conquête de cette grande durée de temps libre, que chacun des composants de l'espèce puisse avoir accès à tout l'ensemble immense du **travail général de l'esprit humain** édifié par les bras et les corps au long des millénaires.

Rien de moins monotone et de moins uniforme, rien de plus varié et de plus grandiose que cette perspective finale dont l'indispensable prémisses est la bataille pour libérer de conditions inhumaines le travail vivant.

Au contraire, dans le camp qui oppose au matérialisme la liberté de l'esprit, s'évanouissent toujours davantage équilibre et sérénité. Le martyr de la chair y devient de plus en plus la règle, et alors qu'on y exalte la personne humaine idéale, la personne humaine réelle est chaque jour et en nombres toujours plus grands, déchirée de conflits, d'injustices, d'écrasements ou d'exécutions en tous genres; au point que les atrocités et les martyres des hommes sont aujourd'hui, à notre époque et dans notre monde "libres", l'objet d'une littérature de divertissement chaque jour plus populaire.

ROUGE ET NOIR

Alors que le marxisme est l'opposition frontale d'objectifs économiques, immédiats et lointains, avec ceux de la classe ennemie, l'opposition, comme disent les théoriciens bourgeois, de **valeurs** opposées sur tous les plans, l'involution du mouvement qui se réfère à Staline l'a conduit à coïncider avec celle-ci, dans les objectifs économiques comme dans les appels au monde de l'esprit. En Russie, on s'emploie à faire le capitalisme; à l'étranger on étale démocratie, liberté, patrie, religion, bref l'éthique bourgeoise dans tous les domaines. Restée seule dans l'Internationale prolétarienne, la société russe a ressenti l'attrait de tout ce bagage "romantique" que la révolution bourgeoise a amené avec elle dans le monde et elle a abandonné sur le plan idéologique la négation matérialiste de ces suggestives valeurs spirituelles.

Le langage des partis staliniens est aujourd'hui une mixture d'invocations à l'humanité, à la justice, au droit, à la liberté même de notre Corbino, absolument semblable au langage des socialismes bourgeois, petits-bourgeois, fabiens et autres, combattus et ridiculisés par le marxisme dès sa naissance.

Le sang, les persécutions, les complots, les procès, les déportations et peut-être de nouveau le knout, n'empêche pas de définir ce mouvement qui infeste le prolétariat mondial, comme un romantisme, un romantisme au caricatural et imbécile culte des héros.

La littérature elle-même est passée des romans roses aux romans noirs; et ce serait en Amérique et dans les pays satellites, attenter à la **liberté de l'esprit**, que de ne plus laisser les jeunes apprendre comment on tue, on pille et on viole, de la même façon que les impuissants s'excitent à la vue des baisers d'autrui.

Le bourgeois romantique du dix-neuvième siècle n'était pas d'ailleurs un lâche opposé à la violence sur le champ de bataille et sur les barricades. La Russie d'aujourd'hui est contrainte à en copier l'économie et l'idéologie, en fait de science, de philosophie et d'esthétique "marxistes" !

Donc, au Staline - et nous ne répéterons pas pour la millième fois que pour nous la personne et le nom ne sont que les symboles utilisés dans un but conventionnel didactique de facteurs collectifs - au Staline présenté comme **économiste classique**, dont notre

savant napolitain a trouvé les papiers en règle, nous ajouterons le Staline **socialiste romantique**. Et nous le regarderons comme Marx, hirsute et broussailleux, regardait le beau cavalier Lassalle, bien qu'il ne nous intéresse en rien de découvrir au grand maréchal une comtesse Hatzfeld et la date d'un duel entre les murs d'un couvent (5).

(1) Le 13/1/53 avait été rendue publique l'arrestation de 9 médecins (dont l'expert en toxicologie Vinogradov qui avait participé au procès contre Boukharine et la "droite" en 1938) accusés d'avoir empoisonné Jdanov et Tcherbakov pour le compte des services d'espionnage anglais et américains. Le 4 avril, quelques jours après la mort de Staline, un communiqué officiel annonça la mise en liberté de 13 médecins: 7 faisant partie des 9 ci-dessus et 6 dont l'emprisonnement n'avait pas été rendu public. Le sort des 2 autres, dont les "confessions" avaient été publiées, n'est pas connu. Le communiqué précisait que les "confessions" avaient été obtenues sous la torture. (D'après "Les Procès de Moscou", présentés par P. Broué. Paris, 1964)

(2) Il s'agit de "Dialogue avec Staline", disponible à l'adresse de la revue.

(3) Elle s'est déroulée les 27-28/12/1952. Un "schéma du rapport" et le résumé de la réunion se trouvent dans "Il Programma comunista" N°1 et 3 de 1953.

(4) Cette date de 1970 pour l'éclatement de la troisième guerre mondiale n'était pas ni ne voulait être une indication à la valeur absolue. Notre parti est revenu à plusieurs reprises sur le problème de la prévision historique. Dans les années cinquante il pût fixer à 1975 la date de l'éclatement probable de la grande crise économique d'entre-deux guerres.

(5) Lassalle, militant socialiste allemand contemporain de Marx, fréquentait la comtesse de Hatzfeld et périt dans un duel. L'Association générale des Travailleurs Allemands, fondée par Lassalle fusionna en 1875 avec le parti social-démocratique d'Allemagne, dirigé par Bebel et Liebknecht, sur la base du "programme de Gotha" qui fourmillait de concessions aux conceptions fausses de Lassalle. La "critique du programme de Gotha" de Marx ne fût publiée qu'en 1891 sur l'insistance d'Engels et en dépit des réticences des chefs du parti allemand.

* * * * *

L'OURS ET SON GRAND ROMAN

Avec le **FIL DU TEMPS** précédent nous avons essayé de mettre en relief le parallélisme de la substitution, à l'intérieur de l'Union Soviétique, de tâches économiques capitalistes aux tâches socialistes, et de la substitution, à l'extérieur, dans le mouvement politique rattaché à la Russie, de propagandes et d'idéologies bourgeoises à celles communistes et marxistes. D'ailleurs, à l'intérieur comme à l'extérieur, la prétendue fidélité théorique à ces doctrines prolétariennes est désormais submergée par mille manifestations de ce phénomène que nous avons défini comme "socialisme romantique" et qui se réduit au rabâchage anachronique du romantisme bourgeois.

Notre critique économique est contenue dans "Dialogue avec Staline", alors que le "Fil" précédent démontre la concordance inévitable entre économie et politique; et beaucoup de camarades estiment que ce "Fil" est un complément indispensable au "Dialogue" car il contient une clarification supplémentaire de concepts qui sont au centre du marxisme. Il faut observer à ce propos combien il est utile que les camarades fassent connaître leurs impressions sur les points qui demandent de nouveaux développements ou sur d'autres qu'il serait utile de traiter dans le cadre de ces articles qui n'ont pas une "systématique" bien définie mais qui naissent aussi de l'attention qui doit être accordée à la dite "actualité".

Le marxisme contient sans aucun doute un "schéma obligatoire" de l'histoire, même s'il faut procéder avec la plus grande finesse dans le repérage de ses véritables ossatures qui sont enveloppées dans la masse multiforme des diverses manifestations accessoires. En suivant encore une fois sa méthode, nous allons confronter ce schéma avec la série d'événements connus sous le nom de

révolution russe, et avec les analyses faites avant et pendant ces événements, au milieu de violents débats et de luttes acharnées.

THESES SUR LA RUSSIE

Pour des raisons de clarté nous exposons d'abord le point d'arrivée de notre travail en cohérence avec la position défendue depuis plus de trente ans par la gauche communiste italienne; et le résultat de ce travail n'est certes pas facile à exposer en une seule fois, si l'on songe qu'il doit comprendre aussi les événements de la seconde guerre mondiale et leur aboutissement dans l'équilibre - ou mieux, dans le pseudo-équilibre - politique actuel.

1) Le processus économique en cours dans les territoires de l'Union russe se définit fondamentalement comme l'implantation du mode de production capitaliste sous la forme la plus moderne dans un pays à l'économie arriérée, rurale, féodale et asiatico-orientale.

2) L'Etat politique est sans doute né d'une révolution dans laquelle le pouvoir féodal a été battu par un ensemble de forces, dont le prolétariat en premier lieu et la paysannerie ensuite, alors qu'une véritable bourgeoisie y était à peu près absente; mais il s'est consolidé comme organe politique du capitalisme, à cause de l'échec de la révolution politique prolétarienne en Europe.

3) Les manifestations et toutes les superstructures de ce régime coïncident fondamentalement, avec des différences dues aux circonstances de temps et de lieu, avec celles de toutes les formes du capitalisme progressant impétueusement dans son cycle initial.

4) Toute la politique et toute la propagande des partis qui dans les autres pays exaltent le régime russe, se sont vidées

de tout contenu de classe révolutionnaire et constituent un ensemble d'attitudes "romantiques" sans vie et dépassées par l'évolution historique de l'occident capitaliste.

5) L'absence affirmée actuellement d'une classe bourgeoise statistiquement définissable ne suffit pas à contredire les thèses précédentes, car il s'agit d'un fait constaté et prévu bien avant la révolution par le marxisme, et parce que la puissance du capitalisme moderne est définie par les formes de production et pas par des groupes nationaux d'individus.

6) La gestion de la grande industrie par l'Etat ne s'oppose en rien aux thèses précédentes, parce qu'elle a lieu sur la base du salariat et de l'échange mercantile à l'intérieur et à l'extérieur des frontières; et parce qu'elle est un produit de la technique industrielle moderne, appliquée de façon identique à l'occident, dès qu'a disparu l'obstacle des rapports pré-bourgeois de production.

7) L'absence de toute forme de démocratie parlementaire ne contredit pas les thèses précédentes, car celle-ci, là où elle existe, n'est que le masque de la dictature du capital et elle est dépassée et tend à disparaître partout où la technique productive en raison de nouvelles inventions se fonde sur des réseaux généraux plutôt que sur des installations autonomes; d'autre part tout capitalisme naissant et dans sa phase "d'adolescence" adopte la forme d'une dictature ouverte.

8) Ceci ne nous autorise pas à dire que le capitalisme russe est "la même chose" que celui de n'importe quel pays, puisqu'il existe une différence entre la phase où le capitalisme développe les forces productives et en pousse l'application par-delà les vieilles limites géographiques, en formant la trame de la révolution socialiste mondiale; et la phase dans laquelle il exploite ces forces de manière seulement parasitaire et où il a dépassé depuis longtemps le niveau où il est possible de se consacrer à "l'amélioration des conditions du travail vivant" - mais seulement dans le cadre d'une forme économique qui n'est plus basée sur le salaire, le marché et l'argent, c'est-à-dire dans le cadre de la seule forme socialiste.

Les quatre premières thèses sont énonciatives, les quatre suivantes, polémiques. Elles sont nécessaires pour toute cette bande de crétins qui, en se disant marxistes non stalinien, montrent qu'ils n'ont pas encore compris l'importance qu'ont dans la doctrine marxiste les types économiques de production et d'échange, les classes sociales qui y sont présentes et les conflits de forces politiques qu'elles alimentent.

LES COUPS DE PIED AU DERRIERE

Nous utilisons notre méthode, qui accorde la plus grande importance aux énoncés passés d'un processus, élaborés avant que celui-ci ait eu lieu par le "corps" du parti, par l'école, le mouvement historique et social marxiste, plutôt qu'à "l'analyse" de ce qui arrive et à la "perspective" de ce qui arrivera. Pour nous en effet, la partie serait perdue s'il n'était pas possible de prouver que le marxisme possède, de façon définitive et dès le début, dans sa puissante invariance plus que séculaire, la véritable arme de la vision du cours historique. Notre doctrine n'est pas un assemblage plastique ou hétérogène, mais un élément unitaire de l'histoire; et si ceci disparaissait, la seule alternative qui resterait serait de succomber. Nous avons dit élément pour souligner le concept d'unité indissociable, ce qui n'exclut pas l'existence de parties plus petites, organiquement liées. Un atome est fait de nombreuses particules, mais qu'il perde un seul électron et "il n'est plus le même". Même chose pour une molécule, si un atome s'en échappe ou change de place; même chose pour un cristal si l'angle d'une de ses faces change ne serait-ce que d'une seconde d'arc. Une pierre, une roche ou un mur ne changent pas si l'on n'y enlève ou si l'on n'y rajoute un morceau. Les opportunistes veulent un parti qui reste toujours sur pied même avec ce genre d'opérations, même en remplaçant petit à petit toute sa structure. Ainsi l'affairiste est prompt à agrandir, pierre après pierre, sa maison, prompt à la remplacer par une plus grande si l'occasion s'en présente, et ne craint que de la perdre.

Et pour ceux qui fronceraient les sourcils en croyant voir une nouveauté dans ce que nous disons, il suffit de montrer un peu à quel point Marx et Lénine étaient des adeptes du **Fil du Temps**.

Lénine, que l'on veut faire passer pour le champion de l'élasticité du marxisme, dit au contraire dans sa brochure de 1914 sur Marx: "le marxisme n'a rien qui ressemble à du "sectarisme" dans le sens d'une doctrine repliée sur elle-même et ossifiée, surgie à l'écart de la grande voie du développement de l'histoire mondiale" (Lénine, "Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme"). Et en effet nous ne pourrions soutenir l'unité invariante de cette doctrine si nous pensions qu'elle était apparue au hasard dans le cours de la lutte historique, à l'occasion de la naissance d'un homme particulier, si puissant qu'en soit le cerveau. La doctrine historique du prolétariat moderne pouvait et devait naître - comme nous le soutenons et répétons sans cesse - précisément à ce moment, il y a environ un siècle.

Ni avant, ni après. Et Lénine, encore plus que nous, y croit "les yeux fermés", puisqu'il s'exprime ainsi: "La doctrine de Marx est toute-puissante, parce qu'elle est juste. Elle est harmonieuse et complète; elle donne aux hommes une conception cohérente du monde, inconciliable avec toute superstition, avec toute réaction, avec toute défense de l'oppression bourgeoise".

Une conception harmonieuse, complète et cohérente, est une conception qui n'embrasse pas seulement tous les domaines de phénomènes et tout le terrain géographique de vie de l'espèce humaine, mais également tout le cycle de son développement social passé et futur. Ce concept, que la critique facile réduit à une sorte de superstition, devient pourtant immédiat et évident si l'on songe, par exemple, à ce que seraient la géophysique et l'astrophysique si elles n'étaient pas capables de franchir le mur de l'**aujourd'hui**.

Dans les pages qui suivent, Lénine tape férocement sur les révisionnistes, les enrichisseurs, tous ceux qui modifient la doctrine originale. Voici quelques unes de ses phrases, à défaut de pouvoir citer tout le chapitre: "Seule l'étude objective de l'ensemble des rapports de toutes les classes, sans exception, d'une société donnée et, par conséquent, la connaissance du degré objectif du développement de cette dernière (...) peut servir de base à une tactique juste de la classe d'avant-garde. En outre, toutes les classes et tous les pays sont considérés, sous un aspect non pas statique, mais dynamique, c'est-à-dire non pas à l'état d'immobilité, mais dans leur mouvement (mouvement dont les lois dérivent des conditions économiques de chaque classe). Le mouvement est à son tour envisagé du point de vue non seulement du passé, mais aussi de l'avenir (...). "Dans les grands développements historiques, écrivait Marx à Engels, vingt années ne sont pas plus qu'un jour, bien que, par la suite, puissent venir des journées qui concentrent en elles vingt années" (Correspondance, t.III, p. 127)." (Lénine écrivait cela **avant** les terribles heures d'Octobre 1917 !)

"A chaque étape de l'évolution, à chaque moment, la tactique du prolétariat doit tenir compte de cette dialectique objectivement inévitable de l'histoire de l'humanité: d'une part en mettant à profit les époques de stagnation politique, c'est-à-dire de développement dit "paisible", avançant à pas de tortue, pour accroître la conscience, la force et la combativité de la classe d'avant-garde; d'autre part, en orientant tout ce travail vers le but "final" de cette classe et en la rendant capable de remplir pratiquement de grandes tâches dans les grandes journées **qui concentrent en elles vingt années**" (Lénine, "Karl Marx", nov.1914)

A l'opposé se trouve le révisionnisme qui folâtre quand stagne la révolution, et

qui se tient coi lorsqu'elle explose:

"Définir sa conduite en fonction des circonstances, s'adapter aux événements du jour, à la versatilité de menus faits politiques, oublier les intérêts vitaux du prolétariat et les traits essentiels de l'ensemble du régime capitaliste, de toute l'évolution capitaliste, sacrifier ces intérêts vitaux au nom des avantages réels ou supposés de l'heure: telle est la politique révisionniste. (...) chaque question un peu "nouvelle", chaque changement un peu inattendu ou imprévu des événements (...) engendreront, inévitablement et toujours, telles ou telles variétés du révisionnisme" (Lénine, "Marxisme et révisionnisme", 1908).

"Dès lors - dit Lénine après avoir expliqué les causes économique-sociales de l'opportunisme - il est parfaitement naturel qu'il doive en être et qu'il en sera toujours ainsi jusqu'au développement de la révolution prolétarienne."

Les vagues mortelles des correcteurs et des rénovateurs du marxisme étaient donc prévues. La description de la méthode est classique; elle s'attaque à toutes les nuances de bonimenteurs qui nous affligent aujourd'hui encore, et qui ne méritent que des coups de pied au derrière (avec le regret de ne pouvoir pour tous commuer la peine en un siège parlementaire dans les mêmes conditions).

HIER

ENQUETE DANS LE FUTUR

Comment le marxisme **voyait venir** la révolution en Russie ? Dans son livre sur Staline, Trotsky, dans un Appendice intéressant, résume les trois "perspectives" qui existaient au sein du mouvement socialiste russe. Dans sa table chronologique, il indique ensuite comme l'une des premières "prophéties" faites en la matière par les socialistes d'occident, l'extrait d'une lettre de Marx à Sorge, le premier septembre 1870: "La guerre actuelle - ces ânes de Prussiens ne le voient pas - débouche aussi inévitablement sur la guerre entre l'Allemagne et la Russie que celle de 1866 conduisait à la guerre entre la Prusse et la France. C'est le **meilleur résultat** (souligné par Marx; nous avons eu l'occasion de dédier ce passage à ceux qui ne comprennent pas la théorie du **moindre mal** dans le résultat de telle ou telle guerre) que j'en attends pour l'Allemagne. (...) Cette guerre n°2 jouera d'autre part le rôle d'accoucheuse de la révolution sociale en Russie qui est inévitable."

Avant de montrer comment les russes **voyaient** leur révolution, et tout en indiquant que le mouvement socialiste européen a prêté peu d'intérêt à ce grave problème, au cours des pacifiques années à

cheval sur les deux siècles, il convient de rappeler les jugements de Marx et d'Engels.

En 1874 Engels eût une polémique avec Tkatchev, qu'on peut considérer comme le fondateur théorique du parti "populiste" qui préconisait une révolution contre le tsarisme par les seuls paysans; ce parti se divisa ensuite en terroristes et en partisans d'une propagande publique. Tkatchev soutenait que le développement social en Russie n'allait pas suivre le type des pays capitalistes industriels; il n'y aurait pas de lutte de classes entre bourgeois et prolétaires, mais les paysans s'insurgeraient pour abattre le tsarisme et instaurer un socialisme de la terre, sur la base de l'organisation séculaire des **artels** (communautés paysannes) qui exploitaient la terre en commun. Engels réfute complètement cette thèse; il y revient encore dans une Postface de 1894 (1), un an avant sa mort. Il s'appuie sur le passage suivant de Marx dans sa préface à l'édition russe du *Capital*; cette préface est du 21 janvier 1882, elle est donc postérieure à la lettre à Sorge. Voici ce passage fondamental:

"La commune russe, forme de l'archaïque propriété collective du sol, pourra-t-elle, alors qu'elle est déjà fortement ébranlée, passer directement à la forme supérieure, à la forme communiste de la propriété collective ? ou bien devra-t-elle au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident ? Voici la seule réponse que l'on puisse faire présentement à cette question: si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste."

Le commentaire d'Engels et le passage précédent relèvent qu'en 1882 déjà (et à plus forte raison en 1894) la naissance en Russie d'un capitalisme industriel, avec son prolétariat urbain, et d'une forme de propriété foncière bourgeoise à la suite de l'abolition du servage en 1861, est incontestable. Marx en 1877 avait d'autre part établi, dans une note au *Capital* que la Russie est en train de perdre "la plus belle occasion" d'éviter "toutes les péripéties fatales du régime capitaliste."

Il est clair aujourd'hui que l'industrie capitaliste s'était développée à un point tel que les ouvriers des grandes entreprises ont pu jouer un rôle de premier plan dans les révolutions de 1905 et de 1917. Marx avait donc vu juste: la Russie n'arrivera pas au capitalisme sans avoir transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires; et donc, une fois jetée dans le tourbillon de l'économie capitaliste, elle **devra supporter les lois inexorables de ce système, de la même façon que c'est arrivé pour les autres**

peuples. Et voilà tout !

Pour étayer notre thèse selon laquelle, à cause surtout de l'échec de la révolution socialiste en Europe, la Russie est soumise aujourd'hui aux lois économiques du système capitaliste, nous pouvons relever quelques passages significatifs du texte d'Engels.

Engels affirme d'abord que la révolution anti-tsariste est une exigence pour la lutte du prolétariat européen, quelle que soit la façon dont elle s'accomplisse: qu'elle soit faite par la classe paysanne, par une bourgeoisie capitaliste ou par un jeune prolétariat urbain, la chute du tsarisme méritera toujours qu'on y collabore parce que la disparition des derniers fantômes du moyen-âge libérera le prolétariat de l'occident de toute alliance de classe.

Du point de vue social, il note que notre "schéma" n'envisage pas la possibilité de souder le communisme "primitif" avec le communisme prolétarien. Le premier a existé autrefois en Europe et existe encore en Asie. L'**artel** russe n'est pas une véritable agriculture collective: "(...) la terre communale n'est pas **cultivée** en commun par les paysans, le produit seul étant partagé (...). Au contraire, le sol est périodiquement redistribué entre les différents chefs de famille, dont chacun cultive sa part pour son propre compte" (2). Pour la même raison que l'**artel** n'était pas communiste, le "kolkhose" ne l'est pas davantage aujourd'hui.

Engels répond ensuite à l'accusation des libéraux: "vous voulez donc que l'**artel** et sa forme administrative, le **mir**, soient dissous pour céder la place à la propriété privée"; il répète: "La victoire du prolétariat d'Europe occidentale sur sa bourgeoisie et la substitution consécutive à la production capitaliste d'une production socialement dirigée-telle est la nécessaire condition préalable à l'élévation de la commune russe au même niveau" (3).

Signalons une remarque importante: "Toutes les formes de société gentilice née avant la production mercantile et l'échange individuel ont ceci de commun avec la société future: que certaines choses - les moyens de production - sont en propriété collective et en usage commun de groupes déterminés". Mais cela ne signifie pas que la forme socialiste puisse naître de celle-ci, sinon par l'intermédiaire d'une phase mercantile. On comprend alors l'importance décisive de la reconnaissance formelle par Staline de l'existence **aujourd'hui** de la **production de marchandises** et de **l'échange individuel** (selon la loi de la valeur) en Russie. Historiquement la période mercantile industrielle s'est interposée entre la société rurale des **gentes** et le socialisme.

Comme à l'époque du grec Solon, la communauté primitive se dissout avec le passage de **l'économie naturelle à l'économie monétaire**. Dialectiquement, nous verrons

s'édifier le socialisme quand nous verrons détruire l'économie monétaire.

En attendant, en 1894, la révolution de type **populiste** n'avait pas eu lieu, les terroristes nihilistes et anarchistes ayant succombé sous les coups de la féroce police tsariste. Mais le capitalisme industriel avait avancé à pas de géant. Il y a des différences radicales avec la naissance de l'industrialisme en Occident. Les chemins de fer précèdent l'industrie, parce que l'Etat tsariste les juge nécessaires après les défaites militaires de 55 et 77. Avec une énorme dette extérieure, l'Etat impérial fonda les industries; "Puis vinrent les subventions et les primes aux entreprises nationales, les droits protecteurs en faveur de l'industrie interne ..." De plus "le gouvernement fait des efforts désespérés pour atteindre en peu d'années le développement capitaliste maximum en Russie". Notons qu'Engels se limite à traiter des provinces européennes de la Grande Russie. Mais déjà les données économiques de 1894, si loin de 1917, mènent à la conclusion de l'identité des lois sociales dans tous les pays, contre les fausses théories de révolutions "originales", la croisade des slaves pour revivifier l'Europe pourrie (bien utile pour toute propagande anti-russe) et l'espoir en des événements impossibles (qui existe encore sous l'étiquette: socialisme dans un seul pays !).

"L'époque des peuples élus est révolue à jamais"; "Ce qui fut possible dans les circonstances données se produisit et - comme partout et toujours dans les pays de production marchande simple - de manière semi-inconsciente, voire tout à fait mécanique et sans savoir ce que l'on faisait".

LES TROIS POINTS DE VUE RUSSES

Venons-en à la présentation que fait Trotsky des tendances dans le parti social-démocrate russe, né finalement sur des bases prolétariennes et marxistes.

Droite menchévique. La révolution aura comme contenu social le passage à une pleine économie capitaliste; ce n'est qu'après des décennies de régime bourgeois qu'il sera possible de parler d'une lutte pour le pouvoir des prolétaires contre les capitalistes. La force principale de la révolution contre le tsar sera la bourgeoisie; le prolétariat ne doit pas "l'épouvanter" mais la soutenir dans une alliance à étendre jusqu'à un gouvernement provisoire qui accorderait une constitution parlementaire.

Gauche bolchévique. La bourgeoisie russe n'est ni ne sera jamais capable de lutter victorieusement contre le tsarisme et d'administrer le pays après la révolution. Une révolution faite par le seul prolétariat urbain et un gouvernement socialiste sont cependant inconcevables. Mais si la bourgeoisie est

socialement impuissante, il faut la repousser comme allié politique dans l'insurrection et dans le gouvernement provisoire au profit d'un autre: la classe paysanne opprimée par la noblesse féodale dominante. L'insurrection des ouvriers des villes et des paysans dans les campagnes débouchera sur un gouvernement sans participation de partis bourgeois, la "dictature démocratique des ouvriers et des paysans".

Pour comprendre cette perspective, sans utiliser d'innombrables citations de Lénine, de Trotsky ou d'autres, il faut saisir ceci: cette révolution, **du point de vue social**, serait une révolution "bourgeoise" qui instaurerait dans les campagnes la libre propriété privée, et dans l'industrie, le plein capitalisme. Politiquement, elle aurait été **démocratique** en ce sens qu'elle se serait appuyée, non sur un pouvoir de classe, mais sur un pouvoir populaire: prolétaires, paysans et autres classes pauvres. Elle aurait été une **dictature** parce que les nouveaux bourgeois propriétaires de terres ou d'usines auraient été exclus de l'alliance des partis au pouvoir. Cette révolution n'aurait pas débouché sur l'édification du socialisme: Lénine a dit cent fois que le paysan petit propriétaire ne peut être socialiste; pour qu'existent les bases d'un socialisme de la terre, il faut un développement industriel dix fois plus grand que celui qui existait en Russie au moment de la révolution. Mais au coeur du programme que Lénine traçait à cette révolution, il y avait, à côté de diverses réformes de structures "sans se passer des fondations capitalistes", un élément non secondaire: **porter l'explosion révolutionnaire en Europe.**

Pour conclure: dans la révolution anti-féodale le prolétariat en occident fit bien de s'allier à la bourgeoisie audacieusement révolutionnaire. En Russie, de même, il est prêt à combattre pour cet objectif qui n'est pas le sien; mais étant donné que la bourgeoisie ne veut pas lutter - ce que l'histoire confirmera - il s'alliera aux paysans. L'alliance ouvriers-paysans a un objectif bourgeois-démocratique, pas un objectif socialiste. Mais il n'y a pas d'autre voie pour franchir ce tournant de l'histoire.

Trotskyistes internationalistes. Même refus de l'alliance avec la bourgeoisie russe libérale. Gouvernement dictatorial du prolétariat avec l'appui temporaire de la masse paysanne. Mise en route immédiate d'une lutte pour le socialisme: révolution permanente (c'était le rappel de la formule de Marx en 1848 pour l'Allemagne, quand la victoire en Europe du prolétariat semblait possible; sauf que dans ce cas la série était encore plus resserrée: alliance avec la bourgeoisie et victoire avec elle; dénonciation immédiate de l'alliance et reprise de la lutte pour renverser le nouveau pouvoir bourgeois).

Mais citons directement les paroles de Trotsky: "La dictature du prolétariat qui aurait inévitablement mis à l'ordre du jour non seulement les tâches démocratiques (comprendre: liquidation de tout vestige d'autocratie et de **boïardocratie**, quand ce sont Lénine ou Trotsky qui parlent, et jamais une perspective finale d'édification de la démocratie) mais aussi les tâches socialistes, aurait du même coup donné un puissant élan à la révolution socialiste **internationale**. Seule la victoire du prolétariat en Occident aurait pu protéger la Russie contre une restauration bourgeoise et lui donner la possibilité de réaliser effectivement l'instauration du socialisme" (4).

Pour conclure: si aujourd'hui, alors que domine le vieux et sinistre capitalisme d'Europe et d'Amérique, le pouvoir **héritier** de fait de la révolution anti-tsariste, se consacre à la construction d'une jeune capitalisme dans l'empire euro-asiatique et au delà de ses frontières, ce fait correspond à la doctrine, à la vision, à la prévision, que tracèrent **avant** la révolution russe quatre représentants de notre doctrine: Marx, Engels, Lénine, Trotsky.

AUJOURD'HUI

LE DRAME HISTORIQUE

Nous ne pouvons pas suivre maintenant ce que le gouvernement des bolchéviks, seuls au pouvoir après octobre, eût comme programme social. Ce gouvernement vécut ses grandes années entre une guerre civile acharnée et des efforts sans relâche pour la révolution en Europe. Si nous voulions donner un classement des tâches de cette lutte, désignée par le nom de Lénine en plus de celui d'un groupe de magnifiques combattants détruit par la suite, nous mettrions en premier: **L'Etat et la révolution**. En deuxième position: la Troisième Internationale. En troisième: l'octobre rouge et la défaite de la contre-révolution armée.

Car la compréhension claire du cours historique de la révolution, valide pour tous les temps et pour tous les pays nous intéresse davantage que l'état des effectifs de l'organisation révolutionnaire au moment historique présent, et que le sort d'un pouvoir local, si grand que soit le pays qu'il contrôle. Dans les pages citées plus haut, Lénine expose ainsi la pensée de Marx:

"Il salua avec enthousiasme l'initiative révolutionnaire des masses "montant à l'assaut du ciel" (lettre de Marx à Kugelmann). La défaite du mouvement révolutionnaire dans cette situation comme dans nombre d'autres fut, à la lumière du matérialisme de Marx, un mal moindre, du point de vue de la marche générale et de l'issue de la lutte prolétarienne,

que ne l'eût été l'abandon de la position occupée, la capitulation sans combat: une telle capitulation aurait démoralisé le prolétariat, miné sa combativité" (5).

Le bilan de la révolution russe et de la révolution mondiale, inséparables dans la victoire ou dans la défaite, comme nous le soutenons depuis trente cinq ans, conduit aujourd'hui à la conclusion que la conquête d'Octobre est perdue en tant que pouvoir absolu du seul parti prolétarien et communiste, et que l'Internationale reconstruite en 1919 est totalement liquidée. Mais il reste la reconquête de la ligne du cours historique prolétarien, martelée dans des points de passage **obligés**: guerre civile, terreur rouge, destruction de la bourgeoisie, destruction du capitalisme, toujours et partout où existent les conditions pour le tenter.

Bien différent est le point de vue de ceux qui mettent au premier plan le "personnel politique": le parti défini nominale-ment, ses dirigeants, son chef, le succès ou la défaite contingente dans la lutte armée, la prétention qu'un nom ou une étiquette puissent représenter la **classe** et sa tâche historique. Et c'est là que la ligne trotskyste s'est définitivement brisée, pour avoir voulu tout réduire à une intrigue de palais: la forme économique prolétarienne est toujours là, le capitalisme n'a pas repris le contrôle de la société et du pouvoir et seule une couche de bureaucrates, une clique d'aventuriers a volé le pouvoir au prolétariat russe ! Mais alors l'économie prolétarienne dans un seul pays et sans révolution internationale est donc possible ? Et le matérialisme de Marx ne dit plus que les formes de production définissent et sont la base du pouvoir de classe ? Le rapport serait l'inverse, et pour des décennies et des décennies, dans une situation où a disparu l'incendie révolutionnaire - permanent ou non ? Et cela ne signifie pas abandonner le marxisme pour le remplacer par une condamnation morale du malfaisant Staline ?

On reste au contraire dans la ligne du marxisme quand on affirme, comme nous, que Staline, le gouvernement, tout l'appareil administratif russe, expriment non une volonté maléfique, mais tout simplement la réalité de la diffusion de par le monde, du mode capitaliste de production et en rien la construction de rapports sociaux communistes. Chaque jour nous donne la démonstration qu'à part une répétition scolastique et desséchée de notre bagage théorique, ils sont contraints d'agir de façon capitaliste également dans la politique, dans la diplomatie, dans la propagande, dans la presse, dans la science, dans la littérature, dans l'art. Mais le point de départ est dans un examen effectif de cette tâche productive économique et sociale.

Le jour où un gars quelconque, célèbre ou pas, serait traduit en justice pour

viol de l'Histoire, ce jour-là ce serait le marxisme le véritable accusé traîné à la barre. Il ne faut pas chercher "à qui la faute ?", et encore moins "à qui le mérite ?". Ce qu'il faut savoir, c'est les résultats que les événements ont donné; donné, non à nous, en tant qu'individus éphémères et inutiles, mais à la classe prolétarienne combattante, pour qu'elle puisse savoir où cogner et défoncer demain, sans retenir ses coups, et sans restrictions éthiques, afin que soit déraciné à tout jamais le système capitaliste.

PAS DE NOUVEAU-venu SUR LA SCENE

Nous nous serons débarassés de la formule vide d'un "pays prolétarien" où le capitalisme serait dépassé, mais où des traîtres auraient usurpé le pouvoir, quand nous aurons réalisé que du point de vue social la révolution russe, au bout de 36 ans, n'a qu'à peine réalisé toutes les **tâches économiques** d'une révolution bourgeoise.

Pour bien nous faire comprendre: si jamais un Lénine nous disait que le parti prolétarien doit prendre le pouvoir politique dans un pays où manquent encore toutes les conditions sociales du capitalisme, cela ne serait pas juste. S'il nous dit: nous avons le pouvoir ; nous ne pouvons pas faire grand chose de socialiste et nous pouvons seulement voir se développer les premières forces productives capitaliste, mais nous résistons fermement afin de porter la révolution là où les forces productives sont arrivées à maturité - alors, c'est correct.

Mais une situation historique de ce type ne peut que se résoudre d'un côté ou de l'autre en l'espace de quelques années. A plus forte raison on ne peut trouver étrange que dans ce bref interrègne et avec les quelques forces que laissent la lutte politique et militaire, des plans soient tracés pour favoriser et accélérer au maximum l'évolution du féodalisme arriéré au plein capitalisme. Mais au bout de cinq décennies comme celles de Staline, il n'est plus possible d'hésiter sur ces hypothèses au sujet de la transition. S'il n'y a pas de plan socialiste (ce qui est le cas), tout est capitalisme, et l'organisation sociale, administrative, gouvernementale, du pays n'a pas le moindre caractère prolétarien. Ou alors il faut mettre le marxisme à l'envers et le faire marcher sur la tête.

Un passage de Lénine (il est **terriblement** important de citer Marx de seconde main, à travers Lénine, afin de réaffirmer la notion d'**invariance**) permet de reconstituer les tâches économiques de la "construction du capitalisme" sur la base de ce qu'écrit Marx dans le "Capital" à propos de l'**accumulation primitive**:

"L'expropriation et l'expulsion d'une partie de la population agricole ne **libère** pas seulement **des ouvriers, les moyens d'existence de ceux-ci et leurs instruments de travail pour le capitalisme industriel**, mais crée en outre **le marché interne**".

Nous avons illustré ce que dit Staline à propos de l'entrée de la Russie sur le marché mondial, processus hautement capitaliste, et processus que la Russie en tant qu'ensemble économique **national** accomplit - voilà l'important- **pour la première fois**.

Mais il y a plus. Le **marché intérieur** n'existait pas encore en 1917, à part quelques provinces, et ce sont les plans quinquennaux et la réforme agraire qui l'ont enfanté. L'économie de Staline ne produit pas **pour un moment encore** des marchandises (comme il tente de le démontrer en trafiquant la thèse selon laquelle le socialisme peut **continuer** à produire pendant une certaine période des produits à caractère de marchandises); elle produit **pour la première fois** des marchandises à grande échelle sur tout le territoire.

Ainsi s'effondre la thèse du Staline socialiste, mais aussi la thèse du Staline agent provocateur de la réaction.

L'artel ne produisait **aucune** marchandise: ses produits étaient destinés à la consommation en nature dans le périmètre étroit de la tribu collectiviste. Même les produits de l'économie agricole féodale ne sont pas des marchandises; le serf doit au seigneur deux choses, le produit en nature et le temps de son travail. La réforme de 1861 supprime non le premier, mais seulement le second aspect, esclavagiste, et avec lui supprime le domicile obligatoire, ce qui est comme le dit magistralement Engels, un service rendu à la possibilité de développer le capitalisme. Mais comme subsiste la prestation en nature des produits du bout de terre travaillé par le paysan, le **marché intérieur** des produits agricoles, autre condition de la généralisation du salariat, ne peut pas encore vraiment se former. Il est resté de la révolution de 1917 ce résultat **immense**: avec la disparition du privilège foncier s'est allumée la traînée de poudre de l'incendie mercantile qui court - comme en Amérique dans l'autre sens - de l'Atlantique au Pacifique.

PROLOGUE-CATASTROPHE-EPILOGUE

C'est dans le troisième volume du "Capital" que se trouve une définition de Marx (rapportée par Lénine) de la transition correspondant à la victoire de la bourgeoisie, de son prologue à l'épilogue qui suit l'explosion. Ainsi en France: **cahiers de doléance**, revendications des pauvres paysans - incendie de la Bastille et des châteaux féo-

daux, la Grande révolution - réduction de la terre et du produit agricole à des articles de commerce: code Napoléon.

"Avec la transformation de la rente en nature en rente-argent, il se constitue nécessairement en même temps, et même antérieurement, une classe de journaliers non possédants et travaillant contre un salaire."

Ceci veut dire que l'hypothétique saut du communisme primitif au communisme intégral, aurait eu lieu si le produit agricole, non seulement n'était pas devenu **rente en nature** pour le seigneur qui n'y avait pas travaillé, mais n'était pas devenu non plus **marchandises** capables de s'échanger sur un **marché intérieur** en argent pour pouvoir payer la rente au propriétaire bourgeois de la terre. Dans cette hypothèse idéale le produit du **mir russe** serait passé, sans la formation de marchés intérieurs ou mondiaux, aux pays communistes industriels qui auraient mis les produits de l'industrie à la disposition du **moujik**.

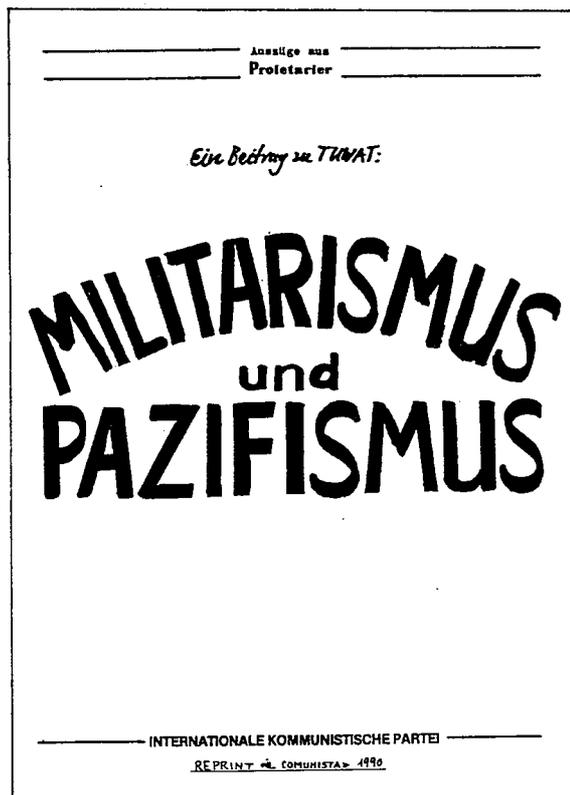
Il est évident que ceci n'a pas eu lieu. Il est arrivé "ce qui devait arriver", et l'avocat Friedrich invoque les circonstances atténuantes pour l'accusé Joseph. Le Kolkhozien produit certains aliments pour son propre compte et il les mange. Il en cède d'autres à l'administration qui les vend pour son compte et achète avec des produits manufacturés à l'Etat-industriel tandis que une autre fraction de la vente sert à payer la rente à l'Etat-propriétaire. Staline, le prolétariat, la révolution d'Octobre,"consciemment ou inconsciemment", quels qu'aient été leurs volontés, ont construit le marché intérieur. Que celui qui pense ce résultat insignifiant songe que sur les 550 mille kilomètres carrés de la France il a fallu mille ans, de Charlemagne à Napoléon, pour arriver à ce résultat. Et en Union soviétique, sans compter les satellites d'Europe et d'Asie, il s'agit de **vingt-trois millions** de kilomètres carrés...

Le marché intérieur et la grande industrie d'Etat qui viennent d'être mis en place ont proclamé, lors de la récente déclaration, leur entrée sur le **marché mondial**. La révolution russe bourgeoise est finie. C'est un fait accompli. Les crétins peuvent se foutre de nous - et nous d'eux.

POUR LES MORDUS DU FEUILLETON

Nous n'avons évidemment pas raconté tous les chapitres du roman de l'Ours, et ce roman n'est pas terminé. Il devra continuer, et nous recommandons déjà aux rédactions de "L'Unità" et de "L'Humanité", à cause de leurs préférences romantiques en littérature, ce titre: **Vingt ans après**.

- (1) Cette post-face, ainsi que le texte cité plus haut, "Les Problèmes sociaux de la Russie", se trouvent dans le recueil "Marx Engels. La Russie", Ed. 10-18. L'extrait de la préface à l'édition russe du "Manifeste" est p.269-70.
- (2) "Les Problèmes sociaux...", ibid. p.249.
- (3) "Postface...", ibid. p.266-267.
- (4) Toutes ces citations sont tirées de l'appendice à l'édition italienne du "Staline" de Trotsky.
- (5) "Karl Marx", Lénine, Oeuvres tome 21, p74. Les citations qui suivent de Lénine sont tirées du même article.



* * * * *

ERRATA

HISTOIRE ET CONDITION DE LA CLASSE OUVRIERE JAPONAISE (Programme Communiste no90)

Dans l'article les notes suivantes

avaient disparu:

- (38) "Business Week", 12/5/86
- (39) cf Muto Ichiyo, "Lutte de classe et innovation technologique au Japon depuis 1945", op.cit.
- (40) "Le Monde", 16/3/88
- (41) ibid., 31/5/88

DIALOGUE AVEC STALINE

VIENT DE PARAÎTRE :

" DIALOGUE AVEC STALINE "

"Dialogue avec Staline" est un des très nombreux textes d'Amadeo Bordiga compris dans la longue série intitulée "Sur le fil du temps", commencée en 1949 dans le journal "Battaglia comunista" et continuée de 1952 à 1955 dans le journal "Il programma comunista".

Le "Dialogue avec Staline" se déroule idéalement en 3 journées pendant lesquelles on répond sur les questions essentielles de théorie aux "Observations" faites par Staline en 1952 aux participants à une "discussion économique" tenue au sein du PCUS sur le thème : l'économie russe est-elle vraiment socialiste ? L'objectif de Staline et des économistes engagés dans cette "discussion" était la rédaction d'un manuel d'économie politique. A peine 3 ans plus tard, avec le XX^{ème} Congrès et l'accession de Kroutchev au pouvoir, ce manuel fut retiré de la circulation.

"Dialogue avec Staline" posait les bases d'un travail ultérieur centré sur la démolition critique de ce fameux XX^{ème} Congrès et de sa prétention à "retourner à Lénine" : ce sera le "Dialogue avec les morts", publié en français en mars 1957.

Ces deux "Dialogues", comme tout le travail sur le prétendu "socialisme" en Russie, démontrent que seule la fidélité au marxisme non avili a permis à notre parti de lire la véritable nature bourgeoise, capitaliste, de la Russie stalinisée et, avec celle-ci, des partis et de l'Internationale autrefois communistes.

SUR LE FIL DU TEMPS

DIALOGUE AVEC STALINE

QUESTIONS ESSENTIELLES
DE THEORIE MARXISTE
SUR L'ECONOMIE SOVIETIQUE
ET SUR LE PRETENDU
SOCIALISME EN URSS

8

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

AU SOMMAIRE DE LA BROCHURE:

- INTRODUCTION A DIALOGUE AVEC STALINE
- DIALOGUE AVEC STALINE
- PREMISSE DE LA PREMIERE PUBLICATION (1953)
- THESES SUR LA RUSSIE (1953)

PRIX DE LA BROCHURE:

30 FF, 8000 LI, 150 FB, 15 FS, 400 PTS, 15 DM, 3 £, USA et Canada 5 \$, Amérique latine 1\$.

PAIEMENT:

Par mandat ou chèque à l'ordre de: Dessus à l'adresse: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France).

Nous prenons à notre charge l'envoi en paquet (tarif imprimés). Pour les envois en tarif lettres, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20% pour les frais d'envoi.

PROGRAMME COMMUNISTE

Au sommaire des numéros précédents

- No. 69-70 - Mai 1976**
(108 pages - 15FF)
- 1926-1927: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous.
 - La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste.
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (II). Le VIème Exécutif élargi de l'I.C. Introduction. Intervention d'A. Bordiga au VIème Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (février-mars 1926).
 - En marge du Xème plan quinquennal: le mythe de la "planification socialiste" en Russie.
- No. 71 - Septembre 1976**
(80 pages - 10FF)
- Après les élections italiennes: polarisation ou convergence ?
 - La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
 - Gramsci, "L'Ordine Nuovo" et "Il Soviet" (I).
 - Vérité et mensonge dans la constitution cubaine.
- No. 72 - Décembre 1976**
(104 pages - 15FF)
- Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.
 - Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).
 - Gramsci, "L'Ordine Nuovo" et "Il Soviet" (II).
 - **Cours de l'impérialisme mondial.**
- No. 73 - Avril 1977**
(104 pages - 15FF)
- Changhai, avril 1927 - Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme.
 - Le tournant des Fronts populaires (II).
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III).
 - Idole de la "compétitivité", religion du taux de profit.
- No. 74 - Septembre 1977**
(92 pages - 10FF)
- La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS.
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV).
 - Gramsci, "L'Ordine Nuovo" et "Il Soviet" (III) (Textes annexes: A. Gramsci, La révolution contre "le Capital"; articles de "Il Soviet" et de l'"Avanti", 1918-1920; Thèses sur la constitution des conseils ouvriers de la Fraction Communiste Abstentionniste du P.S.I., 1920).
 - Parti révolutionnaire, ou cénacle de "marxologues" ?
- No. 75 - Décembre 1977**
(72 pages - 10FF)
- L'Internationale des flics au travail.
 - Sur le fil du temps: Espace contre ciment
 - Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine.
 - En mémoire d'Ernesto "Che" Guevara.
 - Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No. 76 - Mars 1978
(96 pages - 10FF)

- Sur la voie du parti "compact et puissant" de demain.
- **L'Afrique proie des impérialismes.** Introduction: la trajectoire tourmentée de l'Afrique - I. Lutte pour les marchés africains.
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (V).
- Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie - l'Irlande.
- Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. Les contorsionnistes du P.C.F. Circus.

No. 77 - Juillet 1978
(88 pages - 10FF)

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (I).
- **L'Afrique, proie des impérialismes.** II. L'exploitation financière de l'Afrique.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (VI).
- Sur la révolution en Amérique latine.

No. 78 - Décembre 1978
(88 pages - 10FF)

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II).
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (VII).
- **Cours de l'impérialisme mondial** - L'offensive du capital contre la classe ouvrière.
- Parabole du trotskisme dégénéré: La IVème Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No. 79 - Avril 1978
(88 pages - 10FF)

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte de l'émancipation du prolétariat.
- **Sur le fil du temps - Le prolétariat et la guerre:** Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (VIII) - Une première conclusion.
- **L'Afrique proie des impérialismes.** III. Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No. 80 - Juillet 1979
(88 pages - 10FF)

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste.
- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale.
- Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires.
- La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient.
- Les revendications "transitoires" dans la tactique communiste.
- **Sur le fil du temps - Le prolétariat et la guerre:** La guerre révolutionnaire prolétarienne - Le roman de la guerre sainte - Etat prolétarien et guerre.

No. 81 - Décembre 1979
(80 pages - 10FF)

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes!
- Les revendications "transitoires" dans la tactique communiste (II).
- **L'Afrique proie des impérialismes.** IV. La mainmise sur les matières premières.
- Le programme des "Fedayin" iraniens, ou les limites du démocratisme.
- Marcuse, prophète du bon vieux temps.

No. 82 - Avril 1980
(88 pages - 10FF)

- L'ère des guerres et des révolutions.
- Le rôle de la Nation dans l'histoire.
- **L'Afrique proie des impérialismes.** IV. La mainmise sur les matières premières (suite et fin).
- L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No. 83 - Juillet 1980
(76 pages - 10FF)

- La lutte de classe est plus vivante que jamais!
- La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au Vème Congrès de l'I.C.).
- La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le "Tiers Monde".
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine.
- Note de lecture - Léon Trotsky: Terrorisme et Communisme; Pierre Frank manipule l'histoire.

No. 84-85 - Mars 1981
(76 pages - 10FF)

- La Pologne confirme: Besoin de l'organisation - Besoin du parti.
- Les perspectives de l'après-guerre.
- Les communistes et les luttes ouvrières ("Que faire?" hier et aujourd'hui).
- Trotsky, la fraction de gauche du P.C. d'Italie et les "mots d'ordre démocratiques".
- L'extrême gauche "anti-sioniste" et la question palestinienne.
- Un mythe usé: le "socialisme" de l'Est.

No. 86 - Août 1981
(88 pages - 10FF)

- Mitterand Président.
- La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial.
- **Cours de l'impérialisme mondial.**
- Les bases du militantisme communiste.
- Le processus de formation des sections nationales de l'I.C.
- Les "trotskistes" contre Trotsky.

No. 87 - Décembre 1981
(72 pages - 10FF)

- La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent aux portes de l'Europe.
- Les populations immigrées en Grande-Bretagne.
- Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2ème partie: le P.C.F.).
- Après l'assassinat de Sadate.
- A propos de la révolution sandiniste.
- Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

No. 88 - Mai 1982
(80 pages - 12FF)

- Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale.
- La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne.
- Cronstadt: une tragique nécessité.
- Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908.
- Aperçus de la situation au Brésil.

No. 89 - Mai 1987
(112 pages - 20FF)

- Programme Communiste reprend sa publication.
- Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer.
- Rapport du centre international à la Réunion Générale (Juillet 1982).
- La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? Considérations à propos de la "théologie de la libération" - Prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des Evêques.

No 90 - Septembre 1988

- Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe.
- **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (I).**
- La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte.
- Histoire et condition de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

En langue française

Série "les textes du Parti Communiste International"	
1. Communisme et fascisme	25FF
2. Parti et classe	15FF
4. Eléments d'orientation marxiste	15FF
5. La "Maladie Infantile", condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine "La maladie infantile du communisme")	10FF
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	(épuisé)
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50FF
8. Dialogue avec Staline (la réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	(en préparation)
- Mouvements revendicatifs et socialisme	5FF
Brochures "le prolétaire"	
5. Question féminine et lutte de classe	4FF
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	5FF
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	4FF
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	4FF
10. Postiers en lutte (La grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	5FF
11. Auschwitz ou le grand alibi	5FF
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	5FF
13. Le marxisme et l'Iran	5FF
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	4FF
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	4FF
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (manifeste du Parti Communiste Internationale -1981)	6FF
18. Vive la lutte des ouvriers Polonais	6FF
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	5FF
Suppléments à "le prolétaire"	
- Palestine vaincra !	5FF
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	3FF
- Pour un anti-racisme prolétarien	5FF
- Révolution et contre-révolution en Russie	5FF
Série "les cahiers d'El-Oumami"	
1. Le syndicalisme en Algérie	5FF
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	5FF
3. Critique de la théorie de la "Révolution nationale-démocratique de type nouveau"	6FF
Revue "PROGRAMME COMMUNISTE"	
Numéros 1 à 57	10FF
Numéro 58 (112 pages)	25FF
Numéros 59 à 87 (sauf les numéros 69-70, 72, 73)	10FF
Numéros 69-70, 72, 73	15FF
Numéro 88	12FF

En langue italienne

- STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA, vol. I, (1912-1919)	60FF
- STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA, vol. II, (1919-1920)	120FF
- STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA, vol. III, (1920-1921)	120FF
- STRUTTURA ECONOMICA E SOCIALE DELLA RUSSIA D'OGGI	100FF
- Tracciato d'impostazione. (I fondamenti del comunismo rivoluzionario)	12FF
- Partito e classe	12FF
- "L'estremismo, malattia infantile del comunismo", condanna dei futuri rinnegati	15FF
- Lezioni delle controrivoluzioni	15FF
- Classe, partito, Stato nella teoria marxista	10FF
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10FF
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poteroso moto proletario polacco (1980)	10FF

	- Il marxismo e l'Iran (1980)	10FF
	- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del Partito comunista internazionale, 1981)	10FF
	- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10FF
	- Non pacifismo, Antimilitarismo di classe ! (1982)	10FF
	- Il mito della "pianificazione socialista" in Russia	10FF
	- Il "rilancio dei consumi sociali", ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10FF
	- Il proletariato e la guerra	10FF
	- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10FF
	- Marxismo e scienza borghese	15FF
	- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10FF
En langue allemande	1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages	8FF
	2. Revolution und Konterrevolution in Rußland, 86 pages	12FF
	3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus 76 pages	12FF
	4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages	16FF
	5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages	20FF
	6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages	16FF
En langue anglaise	- The fundamentals of Revolutionary Communism	
	- Party and Class	10FF
	- Communist Programm, Numéros 1 à 7	10FF
En langue espagnole	1. Los fundamentos del partido comunista Internacional	10FF
	2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase	6FF
	3. Partido y clase	10FF
	- Manifiesto del Partido Comunista Internacional De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial	15FF
	- El Programa Comunista (jusqu'au no 38)	15FF
	- Cuadernos de El proletario: La epopeya del proletariado boliviano (La lucha de clases en Bolivia hasta 1981)	10FF
En langue portugaise	- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	8FF
	1. Teses características do partido : bases de adesão	5FF
	2. Lições das contra-revoluções	5FF
	3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	8FF
En langue grecque	-Parti et classe	20FF
En langue arabe	- Pour le parti ouvrier indépendant	5FF
	- Thèses caractéristiques du parti	10FF
	- Les communistes et la question de la liberté politique	10FF
	- Manifeste du Parti Communiste International De la crise de la société bourgeoise à révolution communiste mondiale	15FF
	- Ce qui distingue le parti	3FF
En langue persane	- Retour au programme communiste révolutionnaire de Marx et de Lénine	10FF
	- Les fedayins et la question de l'Etat	3FF
En langue turque	- Journal "Enternasyonalist Proleter"	2,50FF
	- Komünist partisi manifestosu, Karl Marx, Friedrich Engels	8FF
	- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5FF
En langue hollandaise	- Het democratisch principe	5FF
En langue polonaise	- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	8FF

P R O G R A M M E D U
P A R T I C O M M U N I S T E I N T E R N A T I O N A L

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXe siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire

de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois et petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

